

Table ronde des ministres de l'Emploi
Les échanges au secours de la croissance
De brillantes carrières pour les femmes
Les espoirs sud-africains pour le G20
Dossier spécial Australie

Édition spéciale pour le Sommet du G20 à Brisbane

Relever la croissance

Le défi de 2 % du G20





Australia - a partner for growth

With solid economic credentials, a positive outlook for growth, and strong ties with the booming Asia region, Australia is your ideal business partner. Learn about investment opportunities in Australia and our dynamic industries known for their innovative ideas, people, products and services.

For more information visit www.austrade.gov.au



Australian Government
Australian Trade Commission



Édition spéciale pour le Sommet du G20 à Brisbane

POINTS DE VUE

- 2 **Le casse-tête de l'élargissement ; Bien-être inégal**

ÉDITORIAL

- 3 **Pourquoi la réforme est la solution**
Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE
- 4 **L'Australie et le G20 : des engagements aux résultats**
Joe Hockey, ministre des Finances australien

EN BREF

- 6-7 **L'échange de renseignements contre la fraude fiscale approuvé ; Le bon vieux temps ; Verbatim ; Économie ; Pays en bref ; Inégalités régionales ; Fiscalité des véhicules de société ; Ebola sous surveillance ; Best of**

SOMMET DU G20 À BRISBANE

- 8 **La présidence australienne du G20 et l'OCDE : unir nos forces pour relever le défi de la croissance**
Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet du Secrétaire général de l'OCDE et Sherpa pour le G20
- 10 **Présidence australienne du G20 : des bénéfices partagés**
Heather Smith, Sherpa de l'Australie pour le G20
- 12 **Relever la croissance mondiale : pourquoi le G20 « pense structurel »**
Catherine L. Mann
- 14 **Emploi, chômage et action publique. Table ronde ministérielle, avec :**
Eric Abetz, ministre de l'Emploi et Président de la réunion des ministres du Travail et de l'Emploi du G20, Australie ; Andrea Nahles, ministre fédérale du Travail et des Affaires sociales, Allemagne ; Lee Ki-kweon, ministre du Travail et de l'Emploi, Corée ; Fátima Bañez, ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Espagne ; Thomas E. Perez, secrétaire d'État au Travail, États-Unis
- 17 **Une reprise inclusive nécessite des emplois plus nombreux et de meilleure qualité**
Stefano Scarpetta
- 19 **Les échanges mondiaux au secours de la reprise**
Ken Ash
- 21 **Vers une économie de l'égalité hommes-femmes**

- 23 **Le G20 doit remettre l'économie mondiale en marche pour les travailleurs !**
John Evans, Secrétaire général, Commission syndicale consultative (TUAC) auprès de l'OCDE
- 24 **Les entreprises et le G20 : la dynamique de réforme doit être une priorité**
Bernhard Welschke, Secrétaire général du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC)
- 25 **Combattre l'évasion fiscale et assurer l'équité de nos systèmes fiscaux : un projet OCDE/G20**
Pascal Saint Amans et Raffaele Russo
- 26 **Un nouveau paradigme pour la croissance**
Entretien avec Dennis George, Secrétaire général de la FEDUSA, Afrique du Sud

ÉCONOMIE

- 28 **Risque de déflation en Europe**
- 29 **Podium : Sodexo contre le gaspillage alimentaire**

DOSSIER SPÉCIAL AUSTRALIE

- 30 **L'économie australienne**
Philip Hemmings
- 32 **Le « pays heureux »**
- 34 **L'Australie et l'Asie : la force de la proximité**
Tim Harcourt, chargé de cours en économie à la Australian School of Business de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud (UNSW), Sydney
- 36 **L'Australie et l'OCDE : débat, persuasion et adhésion**
Peter Carroll, Tasmanian School of Business and Economics, Université de Tasmanie

OCDE.ORG

- 39 **Fukushima : leçons de reconstruction**
- 40 **Nominations**
- 41 **Discours récents d'Angel Gurría ; Liste des ambassadeurs auprès de l'OCDE**
- 42 **Programme des conférences ; Frankie.org**

LIVRES

- 43 **Une cartographie de l'histoire du bien-être ; Pour une école plus juste**
- 44 **Meilleures ventes et nouvelles publications**

BANQUE DE DONNÉES

- 46 **Principaux indicateurs économiques**
- 48 **Adieu, croissance de la productivité ?**

BON DE COMMANDE



L'Australie et le G20, par le ministre des Finances australien Joe Hockey, page 4



Une reprise inclusive nécessite des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, page 17



Vers une économie de l'égalité hommes-femmes, page 21



L'Australie et l'Asie : la force de la proximité, page 34

Points de vue



Votre avis nous intéresse.

Écrivez-nous sur
observer@oecd.org
ou commentez nos articles sur
www.observateurocde.org et
www.oecdinsights.org

Le casse-tête de l'élargissement

L'ancien Ambassadeur Seiichiro Noboru encourage l'OCDE à s'ouvrir aux BRIICS* (« Au service d'un monde nouveau », *L'Observateur de l'OCDE* n°298, T1 2014). Ce n'est que lorsque ces pays auront adopté les meilleures pratiques de l'OCDE que les règles du jeu deviendront véritablement équitables au niveau mondial. L'aide apportée par l'Organisation aux pays candidats qui adhèrent aux instruments de l'OCDE permet de faire avancer les réformes importantes. Et les nouvelles adhésions renforcent l'OCDE en lui apportant de nouvelles perspectives. Mais l'échec des négociations commerciales du cycle de Doha souligne le risque de blocage induit par l'élargissement. Au vu de leur conduite à l'OMC, peut-on penser que les BRIICS coopéreraient au sein de l'OCDE, qui s'appuie sur des décisions prises par consensus et sur des examens par les pairs ?

Les préconisations du rapport Noboru sont judicieuses : les nouveaux membres doivent être animés d'un même esprit sur leur engagement à l'égard de l'économie de marché et de la démocratie, et ils doivent avoir du poids dans l'économie mondiale. Autre critère : ils doivent avoir une conduite responsable. Seuls les gouvernements prêts à faire des compromis pour faire respecter un ordre international fondé sur des règles devraient être invités à participer au plus grand groupe mondial de réflexion et d'établissement de normes. La difficulté consistera à convaincre les dirigeants des BRIICS qui remplissent ces critères, comme le Brésil et l'Indonésie, qu'il est dans leur intérêt de rejoindre l'OCDE. Le temps où l'Organisation était un « club de pays riches » est révolu, et il faut que le monde entier en prenne conscience.

Christina Davis, Professeur en sciences politiques et en affaires internationales, Université de Princeton

*Les BRIICS (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Russie) sont des pays partenaires de l'OCDE.

Bien-être inégal

Il faut noter que, depuis plus de cent ans, le pourcentage de ceux qui détiennent la richesse à l'échelle mondiale est resté quasiment inchangé. La prospérité individuelle a certes évolué en occident, mais c'est autre chose. Et les plus pauvres dans ces sociétés en ont payé le prix, sous la forme d'une transition de la pauvreté et des bas salaires vers ce que l'on pourrait qualifier d'esclavage salarié. L'abolition de l'étalon-or et l'accroissement du crédit ont produit plusieurs générations de travailleurs qui luttent, semaine après semaine ou mois après mois, pour ne pas sombrer sur le plan financier.

À mesure que la situation financière mondiale évolue et que les marchés émergents se développent, il faut inverser cette tendance pour éviter une poursuite des violences et des conflits.

Philip Hodgkinson, Angleterre, dans un commentaire sur l'article « A long-term view on inequality » publié sur oecdinsights.org, en octobre 2014, <http://oe.cd/KO>

Il faut féliciter l'OCDE pour ce rapport et la profusion de données et d'éclairages qu'il propose sur l'évolution du bien-être pendant près de 200 ans. Comme les auteurs le soulignent, ces multiples dimensions apportent une bien meilleure vision du bien-être qu'une approche uniquement fondée sur le PIB par habitant.

Ce thème figure parmi les sujets traités par

Chartered Accountants Australia and New Zealand dans la publication *Is policy making measuring up? Rethinking how we measure the success of a nation*. Dans ce rapport, nous préconisons d'accompagner le PIB d'une mesure du bien-être, comme le Social Progress Index, pour rendre compte des progrès accomplis par un pays.

Nous encourageons l'OCDE et les autres organismes internationaux à centrer davantage leurs efforts sur l'ajout, aux côtés du PIB par habitant, d'indicateurs non fondés sur le PIB afin de généraliser l'utilisation de cette méthode pour comparer les progrès des nations.

Rob Ward, Head of Leadership and Advocacy, Chartered Accountants Australia and New Zealand, dans un commentaire sur l'article « Mapping the history of wellbeing » publié sur oecdinsights.org, 2 octobre 2014, <http://oe.cd/KQ>

Retweets

@abdAndrewG

Canberra, première des #villes les plus agréables à vivre au monde. @OCDE Soit, mais quelle ville ne l'est pas en Australie ? Chacune son tour.

@ThManfredi

Comment vivait-on ? À ma connaissance, la meilleure base de données sur les indicateurs mondiaux du bien-être depuis 1820. HT e FF @OCDE <http://gitvfd.github.io/How-was-life/>

@lambam_sam

@conradhackett @DJGrothe Il est absurde de considérer la participation électorale comme un indicateur du bien-être (et de la comparer). #oecd #ocde #wellbeing

@GTCost

« @OCDE : Remplacés par des robots ? <http://bit.ly/1xboVhR> #OCDE » | aucun robot ne pourra égaler les erreurs commises par un économiste moyen !

@noevanhulst

Le chiffre choc du rapport #OCDE Regards sur l'éducation 2014 : 15 % des 15-29 ans sont déscolarisés et inactifs dans l'OCDE !

Les commentaires et courriers peuvent être reformulés pour les besoins de la publication. Écrivez-nous sur observer@oecd.org ou sur ces portails : www.observateurocde.org, www.oecdinsights.org, ou sur les autres portails mentionnés sur cette page.

Pourquoi la réforme est la solution



Les stratégies nationales peuvent être efficaces, mais tout dépendra de leur application et de la dynamique à l'œuvre

Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE

« La vie offre de multiples possibilités, mais aucun choix. » Lorsqu'ils seront réunis à Brisbane en novembre pour définir leurs stratégies économiques futures, les dirigeants du G20 devraient méditer cette phrase du Prix Nobel de littérature australien Patrick White.

Malgré les signes de redressement début 2014, l'économie mondiale demeure convalescente. Dans la dernière *Évaluation économique intermédiaire* de l'OCDE, les prévisions pour 2014 et 2015 concernant les grands pays du G20 ont été revues à la baisse, de près d'un quart de point par rapport à celles d'avril. Six ans après le début de la crise, l'écart de production demeure considérable – situation inédite, traduisant une atonie obstinée de la demande. Les échanges et l'investissement, moteurs essentiels de la croissance mondiale, restent particulièrement amorphes, en-dessous des niveaux d'avant la crise. Dans la zone euro, la contraction du crédit se poursuit, freinant la demande. D'autres facteurs entravent également la reprise, notamment des risques géopolitiques.

Timidité de la croissance oblige, le déficit d'emplois sera un défi colossal : plus de 100 millions de personnes sont privées d'emploi dans les pays du G20. Le taux très élevé de jeunes sans emploi et de chômeurs de longue durée dans de nombreux pays est particulièrement inquiétant. La hausse du chômage a également favorisé le creusement des inégalités observé pendant la crise. Parallèlement, l'emploi informel pèse sur la productivité du travail dans les économies émergentes.

La marge de manœuvre budgétaire et monétaire étant très limitée, les réformes structurelles constituent le seul moyen de surmonter ces difficultés héritées de la crise, et en particulier leurs effets persistants sur la croissance potentielle.

Dans ses scénarios de croissance à long terme, l'OCDE prévient clairement que sans réformes structurelles, la croissance ralentira jusqu'au milieu du siècle. Les dirigeants du G20 n'ont pas le choix : ils doivent élaborer et appliquer un programme de réformes structurelles ambitieux et réaliste.

Comme l'a souligné à juste titre la présidence australienne du G20, ils doivent tout entreprendre pour éliminer les obstacles structurels à l'investissement, à la concurrence, aux échanges et à l'emploi, ce qui devrait également contribuer à libérer l'investissement privé, notamment dans les infrastructures – une priorité pour la présidence australienne.

Pour réduire le chômage et stimuler une croissance inclusive, les États doivent investir dans les compétences et poursuivre des programmes d'activation et d'insertion dans le monde du travail. Les marchés du travail doivent être plus adaptables, accessibles et productifs côté employeurs, et plus dynamiques et gratifiants côté salariés.

De plus, dans un contexte démographique défavorable, les responsables publics doivent lever les obstacles à la participation au marché du travail, en particulier pour les femmes. La réalisation de « l'objectif 25x25 » de la présidence du G20 – réduire de 25 % l'écart entre les taux d'activité masculin et féminin d'ici 2025 –, amènerait 126 millions de femmes de plus dans la vie active et accroîtrait de 1,2 à 1,6 % le PIB réel.

Les réformes visant à stimuler la concurrence sur les marchés de produits et faciliter les échanges, notamment en améliorant l'efficacité de certains services, sont également essentielles.

Ces impératifs sont globalement repris dans les 1 000 engagements de réforme ressortant des Stratégies nationales de croissance présentées par les membres du G20. Celui-ci a chargé l'OCDE et le FMI d'évaluer leur impact et de déterminer si ces engagements peuvent générer 2 % de croissance supplémentaires d'ici à 2018. L'OCDE a également aidé à définir, pour chaque pays, les priorités pouvant produire les meilleurs résultats et son verdict est le suivant : oui, les stratégies peuvent être efficaces, mais tout dépendra de leur application et de la dynamique à l'œuvre.

Les avancées en matière de fiscalité internationale montrent combien cette dynamique compte. Selon le Président Obama, « le G20 a donné le meilleur de lui-même avec les travaux sur la fiscalité ». Chacun sait que l'équité et la transparence fiscales sont fondamentales pour la prospérité, la stabilité et l'inclusivité. Les grandes entreprises ne devraient pas pouvoir utiliser les failles du système pour se soustraire à l'impôt, en jonglant avec les législations fiscales et en transférant leurs bénéfices vers des pays à faible fiscalité. Les États mettront progressivement fin à ces pratiques grâce au projet OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfice (BEPS).

En septembre, l'OCDE a présenté aux ministres des Finances des pays du G20 un premier ensemble de mesures : déclaration pays par pays pour les multinationales, conseils pour la révision des principes applicables aux prix de transfert des actifs incorporels, et cadre pour la fiscalité de l'économie numérique.

Le G20 a accompli des avancées majeures dans la lutte contre la fraude fiscale et les juridictions non coopératives. Les ministres des Finances ont rapidement approuvé la Norme commune d'échange automatique de renseignements qui leur a été soumise en septembre. Plus de 60 pays, dont des économies en développement, se sont déjà engagés à l'appliquer, dès 2017 pour 45 d'entre eux.

Ces mesures portent leurs fruits : en cinq ans, les programmes de déclaration spontanée ciblant la fraude fiscale extraterritoriale ont permis d'identifier quelque 37 milliards EUR dans 24 pays seulement, et ce n'est qu'un début. Ces progrès rapides montrent ce qui est possible lorsque volonté politique, coopération étroite et excellence technique sont réunies au service du bien commun.

Il faut féliciter la présidence australienne pour son programme ambitieux, et j'invite ses successeurs à entretenir l'élan. Dans un monde marqué par l'incertitude, le G20 peut montrer la direction pour mettre un terme à la crise et façonner des politiques meilleures pour une vie meilleure.

www.oecdobserver.org/angelgurría
www.oecd.org/about/secretary-general

L'Australie et le G20

Des engagements aux résultats



2014 Joe Hockey

Nous avons parcouru 90 % du chemin vers notre objectif [de croissance supplémentaire]

Joe Hockey
Ministre des Finances australien

Ces dernières années ont apporté leur lot d'épreuves. Lorsque l'Australie a pris la présidence du G20, voici bientôt un an, l'économie mondiale se remettait encore de l'une des plus graves crises de l'ère moderne.

Dans ce contexte, nous avons orienté la présidence australienne du G20 vers la mise en place de mesures concrètes pour soutenir la croissance et l'emploi. Nous avons également choisi d'accroître la résilience de l'économie mondiale en instaurant un système financier plus robuste, plus sûr, et en renforçant la transparence et l'équité du système fiscal international.

Le rétablissement de la croissance dans le monde appelle néanmoins des efforts partagés, et nous avons retenu, en février à Sydney, l'objectif ambitieux de 2 % de croissance supplémentaires du PIB mondial d'ici à 2018. Nos stratégies de croissance audacieuses permettront des investissements de meilleure qualité et des réformes structurelles dans les domaines clés de l'emploi, des échanges et de la concurrence.

En septembre, les membres du G20 avaient déjà défini plus de 900 mesures qui permettraient d'obtenir 1,8 % de croissance supplémentaire. Nous avons ainsi parcouru 90 % du chemin vers notre objectif, mais beaucoup reste à faire pour atteindre l'objectif de 2 %.

Nos engagements resteront toutefois inutiles à défaut de résultats tangibles. En conséquence, nous assurerons un suivi de la mise en place des mesures et conduirons des examens par les pairs, suivant une approche de responsabilité mutuelle des pays membres. L'OCDE, le Fonds monétaire international (FMI) et d'autres organisations internationales apporteront une contribution précieuse à cet égard.

La relance des investissements dans les infrastructures est centrale pour nos stratégies de croissance. Je suis donc très heureux que le G20 ait approuvé une Initiative mondiale pour les infrastructures, qui prévoit des engagements individuels des pays afin d'établir un climat national favorable aux investissements, et des actions conjointes pour que les projets d'infrastructures deviennent une catégorie d'actifs en tant que telle, pour améliorer la planification et la préparation des projets et réduire l'asymétrie de l'information. Une Plateforme mondiale pour les infrastructures soutiendra cette grande initiative pluriannuelle. Le secteur privé, les banques de développement et les organisations internationales ont souligné que ce mécanisme est essentiel pour répondre aux enjeux actuels en matière d'infrastructures.

Concernant la résilience, également à l'ordre du jour, nous avons déjà adopté la plupart des mesures destinées à corriger les vulnérabilités révélées par la crise financière. Conformément à nos grands engagements, nous avons agi pour renforcer la résilience des établissements financiers, résoudre la question des établissements d'importance systémique,

contenir les risques liés au système bancaire parallèle et accroître la transparence des marchés dérivés. Le système financier international est aujourd'hui plus solide, offrant un atout supplémentaire à la croissance. Nous nous consacrerons désormais à mettre en œuvre nos engagements et à contrôler les risques nouveaux et émergents.

La fiscalité n'est pas en reste, grâce à notre programme mondial très ambitieux de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. L'OCDE a d'ailleurs joué un rôle essentiel dans la mise en place de ce programme.

Nous avons nettement avancé sur sept des 15 actions du plan G20/OCDE de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). Ce plan d'action biennal permettra de préserver les assiettes fiscales des États, mais aussi de faire entrer la réglementation fiscale dans le XXI^e siècle et nous assurer qu'elle reste en phase avec les mutations des modèles économiques des entreprises multinationales.

Nous avons en outre approuvé la Norme commune d'échange automatique de renseignements à des fins fiscales, qui permettra aux autorités fiscales de disposer des informations nécessaires pour identifier et confondre les fraudeurs. Lors de notre réunion à Cairns, nous avons résolu d'appliquer rapidement cette norme et appelons les centres financiers à en faire autant.

Nous poursuivrons également notre travail auprès des pays en développement pour veiller à ce qu'ils bénéficient également de ces initiatives fiscales.

Cette année, nous avons indéniablement accompli de grands progrès pour relever les défis communs auxquels nous sommes confrontés.

L'Australie, bien que comblée par 23 années de croissance ininterrompue, doit elle aussi répondre à des défis considérables tandis qu'elle entreprend une mutation économique majeure. En effet, sa croissance, jusqu'ici tirée par les investissements dans le secteur des ressources naturelles, se redéploie progressivement autour de nouveaux moteurs de l'activité dans des secteurs non liés aux ressources.

Durant cette mutation, nous avons veillé à soutenir activement la croissance interne, par des mesures favorisant la viabilité budgétaire, renforçant la confiance des entreprises et créant un environnement propice à l'investissement et à la compétitivité.

Nous recueillons les premiers fruits de ce travail, puisque des données récentes soulignent une accélération de la croissance, mais il convient de continuer sur notre lancée. L'Australie et la communauté internationale doivent poursuivre leurs efforts pour replacer la croissance mondiale sur une trajectoire durable : c'est l'objectif majeur du programme de travail du G20.

Ce fut un honneur pour l'Australie d'assurer la présidence du G20 en 2014, et pour moi-même en tant que co-président des réunions des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G20. Nos premiers résultats sont très encourageants. Nous devons donc maintenir cette dynamique et mener à bien les réformes : c'est le combat qui nous anime, car notre réussite transformera la vie de nos concitoyens.

Références

www.G20.org www.treasury.gov.au www.oecd.org/australia



TOYOTA DREAM CAR ART CONTEST

Traveling into tomorrow with a new generation of dreamers

The Toyota Dream Car art contest
invites children from all corners of the globe to share
their dream of the perfect car with us.

Children are our future; we at Toyota believe in
nurturing the creativity of the next generation
of great inventors, thinkers and dreamers.

Every great idea was born in the glimmer of a dream...

TOYOTA

http://www.toyota-global.com/events/dream_car_art_contest/



En bref

L'échange de renseignements contre la fraude fiscale approuvé

La nouvelle norme d'échange automatique de renseignements G20/OCDE a été approuvée à Berlin, le 29 octobre, par l'ensemble des pays de l'OCDE et du G20. Un rapport faisant le point sur les adhésions à la norme sera présenté aux dirigeants du G20 lors du Sommet de Brisbane (Australie) les 15 et 16 novembre.

Cinquante et une juridictions sont passées à l'acte en signant un Accord multilatéral entre

autorités compétentes, qui prévoit l'entrée en vigueur de l'échange automatique de renseignements dès septembre 2017. Elles sont convenues d'instituer un processus d'examen par les pairs pour en assurer la mise en œuvre effective. Les pays en développement ont été invités à les rejoindre, et une initiative de sensibilisation a été lancée en Afrique.

« Nous faisons des progrès concrets en direction de l'objectif du G20 : gagner le combat contre la fraude fiscale », a déclaré à Berlin le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría.

www.oecd.org/fiscalite/transparence

Le bon vieux temps



Exposition Henri Cartier-Bresson à Shanghai, 2005
Liu Jih/AFP

Le bien-être s'est amélioré partout dans le monde depuis le début du XX^e siècle, au-delà même du revenu par habitant, comme le montre un nouveau rapport, *How Was Life? Global Well-Being since 1820*. Cet ouvrage montre en effet qu'à l'exception de l'Afrique sub-saharienne, les inégalités entre pays ont globalement diminué en termes de bien-être, même si en termes de revenus, les résultats sont moins impressionnants. Les inégalités de revenus ont effectivement reculé entre la fin des années 1800 et 1970, mais elles se sont ensuite à nouveau fortement creusées.

Néanmoins, les citoyens vivent généralement bien mieux que par le passé : le salaire des ouvriers a globalement été multiplié par huit en valeur réelle depuis 1820, tandis que le PIB par habitant a été multiplié par 10.

Pour en savoir plus sur la vie dans votre pays, rendez-vous sur notre site web interactif : <http://gitvfd.github.io/How-was-life>

Économie

Le PIB de la zone OCDE a progressé de 0,4 % au deuxième trimestre 2014, contre 0,2 % au trimestre précédent, principalement tiré par la constitution de stocks (0,3 point de pourcentage). Après un recul de 0,5 %, la croissance a rebondi à 1 % aux États-Unis, et reste relativement soutenue au Royaume-Uni, à 0,8 %. Elle s'est contractée de 1,7 % au Japon et de 0,2 % en Italie, et est restée atone en France. Dans l'UE, la croissance est passée de 0,2 % à 0,1 %.

Les **indicateurs composites avancés** de l'OCDE, qui anticipent les points de retournement de l'activité, indiquent une perspective en demi-teinte pour octobre, avec un ralentissement dans la zone euro et une croissance stable dans les autres régions.

Dans la zone OCDE, l'**inflation** a progressé de 1,8 % en glissement annuel en août 2014, contre 1,9 % en juillet. Hors alimentation et

Verbatim

Les pelouses privées... d'eau ?

Dans le Nevada, Las Vegas a déboursé 200 millions USD cette dernière décennie pour inciter particuliers et entreprises à renoncer à leurs pelouses. Et ce n'est pas fini.

Eduardo Porter, *International New York Times*, 16 octobre 2014

Sombres perspectives

Le progrès n'est pas une ligne droite. C'est un zigzag permanent, et n'y a pas d'utopie au bout de l'arc-en-ciel.

Robert J. Samuelson, *Charleston Daily Mail*, 9 octobre 2014

Toutes les politiques introduites en Europe ont conduit à une détérioration des finances publiques.

Joseph Stiglitz, *Le Monde*, 8 octobre

« Tout s'est à peu près passé comme nous l'attendions : mal. Tous les indicateurs sont en berne – la consommation privée a baissé de 5 %, le logement connaît une baisse à deux chiffres, et les dépenses en capital ont également chuté. »

Yuichi Kodama, économiste à Meiji Yasuda Life Insurance, cité par Reuters, 13 août 2014

« Avec la crise en Ukraine, la situation à Gaza et l'épidémie d'Ebola, les sources d'inquiétude sont nombreuses. »

Makoto Kikuchi, Directeur général de Myojo Asset Management, cité par Reuters, 13 août

énergie, elle est restée stable en août, à 1,9 % pour le quatrième mois consécutif.

Les **coûts unitaires de main-d'œuvre** ont augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre 2014 dans la zone OCDE. Aux États-Unis, leur progression a ralenti de 2,3 % à 0,1 % en glissement trimestriel, contre 0,4 % dans la zone euro, la productivité du travail ayant diminué pour la première fois depuis 2012, de 0,2 %.

Le **commerce de marchandises** est resté stable dans les principales économies mondiales au deuxième trimestre 2014, avec une hausse de 1,5 % des exportations et un repli de 0,8 % des importations. Ces chiffres étaient respectivement de 4,9 % et 4,7 % au Canada, de 2,7 % et 2,2 % aux États-Unis, et de 1,1 % et 0,4 % au Royaume-Uni. En Chine, la contraction de 4,1 % des importations a compensé la progression de 2,9 % des

Pays en bref

La **Turquie** devrait rééquilibrer sa croissance par des politiques monétaires et financières propres à maintenir l'inflation, le taux de change et le niveau de crédit sur une trajectoire viable, selon l'*Étude économique de la Turquie 2014*. www.oecd.org/fr/turquie

L'**Italie** doit renforcer ses efforts pour aider les immigrés et leurs enfants à s'intégrer dans la société et acquérir les compétences dont ils ont besoin pour améliorer leurs perspectives d'emploi et leurs revenus, selon le rapport *Les migrants et l'emploi*. www.oecd.org/fr/italie

Selon l'étude *Les réformes structurelles : impact sur la croissance et options pour l'avenir*, la **France** doit pleinement mettre à exécution les réformes structurelles adoptées, qui permettraient d'augmenter la croissance annuelle potentielle d'un tiers, soit 0,4 point de pourcentage annuel sur 10 ans. www.oecd.org/fr/france

Les mesures prises par de nombreux **pays européens** pour assainir leurs finances publiques commencent à porter leurs fruits mais il ne faut pas relâcher les efforts, alors que le chômage reste élevé et que celui des jeunes excède 30 % dans certains pays. www.oecd.org/fr/ue

Le 13 octobre, **Monaco** s'est engagé à renforcer la coopération fiscale internationale en devenant la 84^e juridiction à participer à la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. www.oecd.org/fr/pays/monaco

Le **Brésil** doit poursuivre sur la dynamique positive initiée par sa loi sur la responsabilité des personnes morales et les premières mises

exportations. Au Japon, on observe un recul de 7,8 % et 0,5 % respectivement.

Le **taux de chômage** s'élevait à 7,3 % en août 2014 dans la zone OCDE, en baisse de 0,1 % par rapport à juillet. On dénombrait 44,4 millions de chômeurs, soit 5,5 millions de moins que pendant le pic d'avril 2010. Dans la zone euro, le taux de chômage est resté stable à 11,5 %, mais il a diminué de 0,3 point en Italie, à 12,3 %. L'Australie a également enregistré une baisse de 0,3 point, à 6,1 %.

Voir www.oecd.org/fr/statistiques



OCDE/Michael Dean

Le Président Hollande à l'OCDE

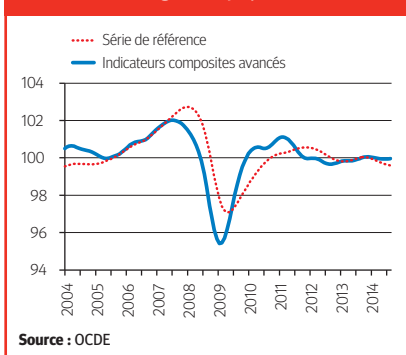
Le Président français François Hollande s'est rendu à l'OCDE le 17 octobre pour débattre de questions économiques avec les dirigeants de grandes organisations gouvernementales internationales à l'invitation du Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría. De gauche à droite : Guy Ryder de l'Organisation internationale du travail, Jim Yong Kim de la Banque mondiale, le Président Hollande, le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría, Christine Lagarde du Fonds monétaire international, et Roberto Azevêdo de l'Organisation mondiale du commerce. Pour plus d'informations, voir <http://oe.cd/KL>

en accusation dans une affaire de corruption transnationale, afin d'être plus proactif dans les enquêtes et les poursuites engagées dans ces domaines, selon le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption. www.oecd.org/fr/bresil

Pour pérenniser la reprise, l'**Espagne** doit mener à bien ses réformes structurelles et prendre des mesures supplémentaires pour améliorer sa productivité et sa compétitivité, selon l'*Étude économique de l'Espagne 2014*. www.oecd.org/fr/espagne

L'**Islande** doit concilier la croissance des secteurs de l'énergie et du tourisme avec la protection de la nature, selon l'*Examen environnemental de l'Islande 2014*. www.oecd.org/fr/islande

OCDE + six grands pays non OCDE



Inégalités régionales

Selon les *Perspectives régionales 2014* de l'OCDE, les écarts de niveau de vie continuent de se creuser dans de nombreux pays avancés, les régions plus pauvres s'efforçant de rattraper les plus riches. Dans la moitié des 34 pays de l'OCDE, l'écart de revenu entre les régions les plus riches et les plus pauvres s'est accentué depuis la crise de 2008.

Dans 10 pays de l'OCDE, plus de 40 % de la montée du chômage depuis la crise s'est concentrée dans une seule région, les grandes villes enregistrant certaines des disparités les plus marquées. Voir <http://oe.cd/IS>

Fiscalité des véhicules de société

Les économies avancées contribuent aux émissions de carbone et à la pollution en appliquant une fiscalité favorable aux voitures de société qui équivaut, selon de nouvelles recherches de l'OCDE, à une subvention annuelle moyenne par véhicule de 1 600 EUR (entre 57 EUR au Canada et 2 763 EUR en Belgique). Dans les 28 pays examinés, le manque à gagner fiscal total est estimé à 26,8 milliards EUR en 2012. <http://oe.cd/KI>

Ebola sous surveillance

Un nouveau site web a été créé par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE pour mieux comprendre et surveiller l'avancée de la lutte contre l'épidémie d'Ebola qui touche l'Afrique de l'Ouest et inquiète l'opinion publique mondiale depuis plusieurs mois. Ce site étudie l'historique de l'épidémie et sa concentration géographique, les défis transnationaux qu'elle pose, les mesures adoptées par la communauté mondiale et les initiatives des pouvoirs publics. Il fournit aussi une liste de références complémentaires : www.oecd.org/swac/ebola.htm

Best of

« Pour la première fois, la situation de l'emploi des jeunes les place dans la catégorie des personnes défavorisées – avec les immigrés, les femmes, les travailleurs seniors, les minorités ethniques, etc. »

« Le problème de l'entrée des jeunes dans la vie active », n° 77, septembre-octobre 1975.

Observer

La Présidence australienne du G20 et l'OCDE

Unir nos forces pour relever le défi de la croissance

Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet du Secrétaire général de l'OCDE et Sherpa pour le G20



OCDE

La présidence australienne a apporté une contribution décisive à l'accroissement de l'efficacité et de l'impact du G20 dont les travaux ont gagné en cohérence et en force, ce qui devrait dynamiser nos efforts conjoints pour stimuler et alimenter la croissance future. Notre Organisation est fière d'avoir apporté un concours déterminant à son action.

Forte des résultats obtenus par la présidence russe au Sommet de Saint-Petersbourg, la présidence australienne a totalement recentré le programme du G20 sur la nécessité de relancer la croissance et de conforter la reprise amorcée – certes encore timide – en privilégiant quatre domaines prioritaires : concurrence, échanges, investissement et emploi. Ce programme a été très bien accueilli et, un an plus tard, est encore (malheureusement) totalement d'actualité : les quatre moteurs de la croissance cités par le Secrétaire général de l'OCDE dans l'éditorial – investissement, échanges, crédit, économies de marché émergentes – tournent encore au ralenti par rapport aux tendances antérieures. Plus important peut-être, le coût social de la crise est devenu insupportable et mine la confiance des citoyens dans les

gouvernements, les marchés, les entreprises et les institutions en général. On dénombre encore 100 millions de chômeurs dans les pays du G20, deux fois plus dans le monde. Le chômage des jeunes atteint des sommets et le nombre de jeunes déscolarisés et inactifs a augmenté de 5 %, soit 2 millions d'individus, depuis 2007. Ces chiffres sont les affreux stigmates de la tragédie sociale et humaine du chômage de masse. De plus, le fossé entre les riches et les pauvres n'a jamais été aussi large depuis 30 ans.

La croissance, principe et objectif suprêmes de l'action publique

Dans ce contexte, il était primordial de consolider et développer le scénario de croissance élaboré par la présidence russe, mais l'Australie est allée encore plus loin : la croissance est désormais au cœur de tout le processus technique et politique du G20. Conjugée à une rationalisation rigoureuse des nouvelles activités du G20, cette démarche a donné naissance à un programme axé sur la croissance extrêmement solide, cohérent et ciblé.

C'est principalement la définition de stratégies nationales exhaustives de croissance qui a abouti à ce résultat. L'Australie a, de fait, été le premier

pays présidant le G20 à rechercher systématiquement la convergence entre les différents axes de travail – politiques macroéconomiques et structurelles, fiscalité, réglementation financière, échanges, emploi, investissement, etc. – pour bâtir des stratégies de croissance globales, destinées à mobiliser toutes les sources de croissance disponibles et actionner l'ensemble des leviers des pouvoirs publics. Cette méthode a produit des avancées notables en direction du décloisonnement des divers champs d'activité du G20, et a permis de réunir les multiples pièces du « puzzle de la croissance » en un programme économique transversal, cohérent et efficace.

Les stratégies nationales de croissance, qui seront approuvées par les dirigeants du G20 au Sommet de Brisbane et formeront l'ossature du Plan d'action de Brisbane sur la croissance et l'emploi, associent, en fonction des circonstances et particularités propres à chaque pays, tous les « ingrédients » d'une politique favorisant la croissance : soutien à la demande, renforcement des

L'OCDE a été un acteur majeur du véritable bond en avant dans le domaine de la fiscalité internationale

filets de sécurité et aide ciblée pour les plus vulnérables ; accroissement de la productivité grâce à une concurrence accrue sur les marchés de produits et de services ; rationalisation du cadre réglementaire ; facilitation du commerce, notamment par l'amélioration de l'efficacité des services concernés ; et suppression des obstacles à l'investissement et promotion de marchés du travail plus inclusifs grâce à des politiques de retour à l'emploi, la lutte contre le chômage et l'investissement dans les compétences et l'éducation.

Des engagements ambitieux et chiffrés

La démarche novatrice imaginée par la présidence australienne ne se résume pas à un simple renforcement des procédures suivies au sein de l'architecture complexe du G20. Elle vise également, et c'est peut-être le plus important, à éveiller une ambition et intensifier les engagements. L'approbation par les ministres des Finances, en février

à Sydney, d'un objectif central mesurable, consistant à obtenir, par des réformes ambitieuses mais réalistes, 2 % de croissance supplémentaires d'ici à 2018 par rapport à un scénario de référence défini en octobre 2013, a marqué un tournant.

Ce fut tout simplement un coup de maître ! Avoir un engagement et un objectif de croissance précis et chiffrés à moyen terme a permis de concentrer l'attention, d'imprimer une dynamique et une orientation et de galvaniser l'action des membres, mais aussi d'accroître la visibilité du G20. L'objectif de 2 % est devenu un puissant catalyseur de la mobilisation des pays autour d'engagements ambitieux dans le cadre de leurs stratégies nationales de croissance. Autrement dit, il est devenu la pierre angulaire de l'architecture du G20 et de son action.

L'OCDE, un partenaire essentiel

L'OCDE a apporté un appui essentiel aux efforts et initiatives de l'Australie. Avec le FMI, elle a recensé les lacunes qui, dans les pays du G20, empêchent l'instauration d'une croissance forte, durable et équilibrée, tracé les scénarios de relèvement de la croissance de 2 % envisageables en comblant ces lacunes, et évalué la contribution de près de 1 000 engagements présentés par les membres du G20 à la réalisation de l'objectif de 2 %. Cette tâche immense et complexe a été fructueuse : c'est en tenant compte, notamment, de nos analyses et recommandations que les membres du G20 se sont ardemment employés à consolider leurs stratégies. Selon les estimations OCDE/FMI, leurs efforts, s'ils se concrétisent, feront la différence et nous amèneront assurément très près du chiffre visé.

Si l'objectif de croissance est devenu la pierre angulaire de l'architecture du G20, les travaux menés et les résultats obtenus dans ses divers domaines de travail – emploi, échanges et investissement en particulier – en sont les poutres maîtresses. Dans tous ces domaines, le concours de l'OCDE a été déterminant.

Nous avons produit des chiffres afin d'étayer, par des données factuelles solides, notre plaidoyer pour la réduction de 25 %, d'ici à 2025, de l'écart entre les taux d'activité masculins et féminins : selon nos estimations,

exploiter pleinement le potentiel que recèle l'impressionnante réussite des femmes ces dernières décennies sur le plan de la scolarité, des qualifications et des compétences permettrait de rehausser la productivité et de gagner 1,2 % à 1,6 % de croissance supplémentaire. Cet objectif

« Nous avons produit des chiffres pour légitimer la réduction de l'écart entre hommes et femmes

stratégique « 25x25 » a été approuvé à Melbourne en septembre par les ministres du Travail et de l'Emploi, et les dirigeants du G20 les suivront très probablement à Brisbane.

Notre approche des échanges, sous l'angle des chaînes de valeur mondiales, a déclenché une réflexion visant à mieux comprendre la dynamique du commerce international et a influencé les débats au sein du G20 sur ce thème. Nous continuerons à déployer et approfondir nos analyses pour que les pays puissent tirer le meilleur parti de l'évolution du paysage des chaînes de valeur. Nos travaux sur le financement des investissements à long terme et dans les infrastructures par des investisseurs institutionnels ont également été salués et constitueront une composante essentielle du programme de la future Plateforme mondiale sur les infrastructures.

Enfin, l'OCDE a été un acteur majeur du véritable bond en avant dans le domaine de la fiscalité internationale. L'érosion de la base d'imposition résultant de la planification fiscale agressive, de la fraude et de l'évasion fiscales menace sérieusement non seulement les recettes publiques, mais aussi la souveraineté et l'équité fiscales dans l'ensemble des pays du G20. Il est fondamentalement injuste et économiquement inefficace que dans ces pays, le taux maximum d'imposition des revenus des particuliers soit en moyenne de 43 % alors qu'il est de 1 % à 2 % pour certaines multinationales. Les initiatives du G20/de l'OCDE dans ces domaines – les sept points du Plan d'action BEPS et la norme commune d'échange automatique de renseignements – représenteront des réalisations majeures qui seront présentées au Sommet de Brisbane, ainsi qu'une

contribution essentielle au programme pour la résilience économique, au même titre que nos travaux sur ces questions et sur la sécurité alimentaire avec les pays en développement.

Excellence et pertinence

Que la présidence australienne se soit fiée à nos travaux témoigne, une fois encore, de leur excellence technique et de leur pertinence ainsi que du dévouement, de la disponibilité et de la réactivité de nos agents et experts. J'aimerais également rendre un hommage appuyé à Pier Carlo Padoan, ancien Secrétaire général adjoint, nommé au poste de ministre des Finances en Italie, qui a joué un rôle de premier plan entre 2009 et 2014 en tant que représentant de l'Organisation auprès du G20 et Chef économiste. Je voudrais également remercier Rintaro Tamakide lui avoir succédé avec talent et enthousiasme. Je tiens en outre à accueillir chaleureusement notre nouvelle Chef économiste, Catherine Mann, qui reprend désormais le flambeau.

Je tiens enfin, à titre personnel, à saluer les progrès remarquables réalisés grâce à l'équipe australienne du G20, très investie, solide et visionnaire, conduite par Heather Smith et Christopher Langman – ancien ambassadeur auprès de l'OCDE ! – dans la filière sherpa, et Barry Sterland dans la filière finance. La présidence australienne a réalisé des avancées considérables en mettant l'accent sur les mesures concrètes que les pays doivent s'engager à prendre pour dynamiser la croissance et l'emploi. L'OCDE est fière et honorée d'avoir été pour elle un partenaire et d'avoir œuvré à des réformes et changements significatifs, dont le monde entier bénéficiera.

Nous entendons mettre notre savoir-faire sans équivalent et nos analyses de qualité au service de la Turquie pendant qu'elle assurera la présidence, et façonner et défendre ses priorités – croissance inclusive, développement, développement des PME – afin d'aider le G20 à bâtir une économie mondiale plus prospère et des sociétés dynamiques et inclusives.

Voir www.oecd.org/g20

Présidence australienne du G20

Des bénéfices partagés

Heather Smith, Sherpa de l'Australie pour le G20



G20 Australie

À chaque présidence du G20 ses propres défis. Il faut bien entendu faire face aux conditions économiques mondiales, mais aussi poursuivre les efforts engagés et ne pas manquer les occasions de faire avancer les réformes lorsqu'un consensus est possible entre les membres.

En prenant la présidence, l'Australie savait que le G20 se trouvait à un moment charnière. Pour qu'il demeure le premier forum international de coopération économique, nous devons obtenir des résultats concrets, les afficher clairement et faire en sorte que ses membres s'engagent à prendre des mesures efficaces pour l'économie mondiale.

Notre ambition à Brisbane est d'amener les dirigeants à aborder les problématiques incontournables pour atteindre une croissance réelle et durable. Mais chaque minute nous est comptée. C'est pourquoi l'Australie a prévu un ordre du jour serré poursuivant plusieurs objectifs : promouvoir une accélération de la croissance et une amélioration de l'emploi, notamment en stimulant les investissements et

les échanges ; accroître la résilience de l'économie mondiale pour qu'elle résiste mieux aux aléas qui menacent sa stabilité ; et veiller à ce que les institutions mondiales dans le monde répondent aux exigences de notre siècle.

Sans être en situation de crise, nous restons confrontés à des perspectives économiques difficiles à l'échelle planétaire : le Fonds

Nous devons rendre des comptes sur les engagements pris en 2014

monétaire international et l'OCDE ont révisé leurs prévisions mondiales pour 2014 et 2015, et l'Organisation mondiale du commerce a récemment revu ses attentes concernant les échanges internationaux à la baisse.

Malgré cela, un long chemin a été parcouru cette année. Les membres du G20 ont défini plus de 900 nouvelles mesures pour atteindre leur objectif de rehausser le PIB de plus de 2 % sur les quatre prochaines années. Un grand pas a été fait pour combler le déficit d'investissement dans

les infrastructures lorsqu'a été approuvée l'Initiative mondiale pour les infrastructures, un programme de travail pluriannuel visant à mobiliser des investissements de meilleure qualité dans ce domaine à l'échelle mondiale.

Grâce aux travaux de l'OCDE, nous savons que les échanges mondiaux sont en pleine mutation et que nos politiques doivent s'adapter pour nous permettre de tirer le meilleur parti possible de l'émergence des chaînes de valeur mondiales. De nombreuses réformes du G20 contribueront à réduire le coût des échanges pour les entreprises et à rationaliser les procédures douanières, ce qui allégera les lourdeurs réglementaires et améliorera l'efficacité des services.

Notre action en faveur de la présence des femmes dans la population active recueille une large adhésion puisque les ministres du Travail et de l'Emploi du G20 invitent les dirigeants de ces économies à s'efforcer de réduire de 25 % l'écart entre le taux d'activité des hommes et celui des femmes d'ici à 2025 dans leur pays. Ainsi, plus de 100 millions de femmes pourraient rejoindre la population active, rendant la croissance plus solide et plus solidaire.

Sur le front de la fiscalité, en étroite collaboration avec l'OCDE et en consultation avec les pays en développement, le G20 a obtenu des avancées notables vers un meilleur respect des obligations fiscales des personnes physiques et morales. Nous avons pris des mesures pour assurer la transparence, l'intégrité et l'équité du système fiscal international, notamment en approuvant une Norme commune d'échange automatique de renseignements entre les autorités fiscales nationales.

Des défis nous attendent dans l'avenir. Certaines questions resteront délicates à régler sur le plan national pour les membres. C'est là que la volonté politique des dirigeants et l'adhésion de leurs administrés sont essentielles. Par la voix de l'Australie, le forum a donc interrogé partenaires sociaux, société civile, chefs de file de la jeunesse et leaders d'opinion, qui ont apporté de précieuses contributions.

Nous nous sommes également entretenus avec des pays non membres, et

notamment des pays en développement, sur l'importance et la pertinence que peuvent avoir les travaux du G20 pour eux. Actuellement, la croissance mondiale est avant tout tirée par les économies en développement et émergentes. C'est pourquoi le G20 s'engage pour une croissance solide, durable et équilibrée, à laquelle les pays en développement peuvent contribuer et dont ils peuvent bénéficier.

Nous devons rendre des comptes sur les engagements pris en 2014 et nous ferons le nécessaire pour assurer une mise en œuvre transparente des mesures prévues par chaque membre du G20 dans sa stratégie de croissance. Nous sommes conscients que le G20 ne restera le premier forum économique mondial que s'il emporte l'adhésion des citoyens de tous pays, car il œuvre *in fine* dans l'intérêt de tous à travers la planète.

Le monde entier attend du Sommet de Brisbane qu'il change réellement le cours des choses. Le Sommet unira tous nos

efforts. Les dirigeants adopteront le Plan d'action de Brisbane, fixant ainsi nos stratégies de croissance et les mesures à mettre en œuvre pour atteindre notre objectif en la matière.

L'Australie a mené une action concertée pour que le G20 ait un impact à long terme sur les défis économiques mondiaux en rehaussant la croissance et en créant des emplois de qualité. Nous nous sommes efforcés de nouer des relations de confiance entre les groupes et entre les individus, car c'est là le terreau d'une coopération fructueuse. Nous espérons avoir ainsi amélioré l'efficacité du G20 et passer à la Turquie les rênes d'un forum dont la préoccupation première est d'agir concrètement sur les problématiques essentielles.

Ce fut un honneur pour l'Australie d'accueillir le G20 en 2014. Convaincus de l'importance de ce forum, nous avons fait notre possible pour que le Sommet de Brisbane produise des résultats concrets. Son

issue rendra compte des efforts déployés par l'ensemble des membres, invités et partenaires du G20 qui ont œuvré à nos côtés pour atteindre nos objectifs communs dans un véritable esprit de coopération. Les travaux des organisations internationales, en particulier de l'OCDE, ont été essentiels pour nous aider à comprendre les problèmes auxquels nous sommes confrontés et évaluer nos progrès. Je les remercie de leur précieux concours à l'action du G20.

Je suis honorée d'avoir été Sherpa pour le G20 durant la présidence de l'Australie, et je suis convaincue que nous pourrions nous enorgueillir de réelles avancées à l'issue du Sommet. Je souhaite adresser mes remerciements à tous ceux qui ont participé à la présidence australienne du G20 pour avoir montré au monde ce que nous pouvions faire pour agir sur des problématiques qui concernent l'humanité tout entière.

www.g20.org/about_g20/sherpa_dr_heather_smith



Commandez dès maintenant !

Restez informés des grands enjeux actuels. Depuis 1962.

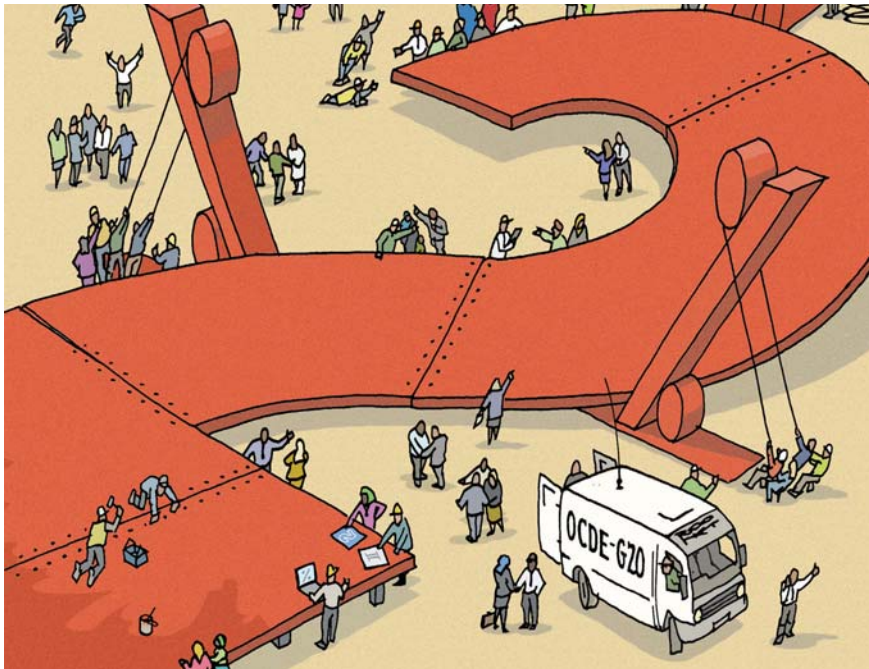
S'abonner à L'Observateur de l'OCDE, c'est aussi recevoir chaque année une édition spéciale Forum de l'OCDE.

Envoyez-nous le bon de commande page 48, abonnez-vous sur www.observateurocde.org/abonnement.html ou écrivez-nous à observer@oecd.org

Relever la croissance mondiale

Pourquoi le G20 « pense structurel »

Catherine L. Mann, Chef économiste de l'OCDE



Les pays du G20 prennent des mesures pour relever la croissance économique mondiale. Leurs engagements seront-ils suffisants ?

Le premier Sommet des dirigeants du G20 a été organisé en 2008 pour chercher des solutions à la crise financière mondiale. Depuis, le G20 est confronté à une croissance décevante et à des succès trop rares : les économies tournent au ralenti.

La reprise est loin d'avoir permis la réalisation de l'objectif du G20 d'une croissance plus forte, plus durable et plus équilibrée. La croissance mondiale reste modeste et souvent décevante au regard des prévisions. Le chômage est élevé, et de nombreux foyers peinent à retrouver leur revenu réel d'avant la crise. L'investissement est atone dans de nombreux pays. La progression des échanges atteint des records de faiblesse.

Les politiques de la demande gardent une certaine marge de manœuvre, mais ce n'est pas le cas des politiques monétaires ou budgétaires dans un grand nombre d'économies. Partout, le défi consiste à mettre en œuvre des réformes structurelles pour relever la croissance et créer des emplois de façon durable et inclusive.

En 2014, la présidence australienne du G20 a mis l'accent sur quatre domaines d'action pour stimuler la croissance : l'emploi, les échanges, l'investissement et la concurrence. L'OCDE a étroitement collaboré avec le G20 à la définition de ces priorités, ainsi qu'à la détermination des politiques et pratiques optimales pour maximiser les bénéfices de la réforme, en particulier dans des domaines comme le marché du travail, afin d'ouvrir la possibilité aux investisseurs institutionnels de financer des infrastructures et de favoriser les mesures de facilitation des échanges.

En février 2014, les ministres des Finances des pays du G20 ont fixé un objectif commun ambitieux : relever le PIB de 2 % d'ici à 2018 par rapport à la prévision établie en octobre 2013 par le Fonds monétaire international (FMI). Ceci se traduirait par l'injection de plus de 2 000 milliards USD (1 600 milliards EUR) dans l'économie mondiale et la création de millions d'emplois. Le fait de fixer un objectif quantitatif clair aux réformes souligne la détermination des pays du G20 à travailler ensemble pour relever la croissance.

Cet objectif de 2 % n'a pas été fixé de façon arbitraire, mais d'après une analyse de l'ampleur des résultats que les pays pourraient raisonnablement espérer obtenir

grâce aux réformes, réalisée conjointement par l'OCDE et le FMI. Pour simplifier, il repose sur l'hypothèse selon laquelle l'ensemble des pays du G20 mèneraient leurs réformes au même rythme que les pays les plus actifs pendant la dernière décennie. Les pays du G20 ont travaillé ensemble et procédé à des examens par les pairs pour préparer les stratégies de croissance globales nationales

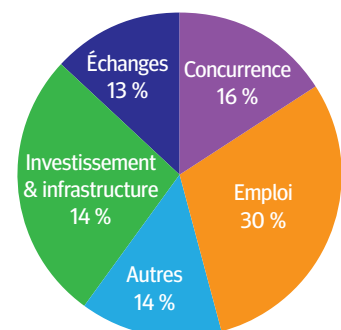
La réforme structurelle ne consiste pas en une liste finie de mesures assorties d'une échéance

pour le Sommet de Brisbane de novembre, afin d'atteindre l'objectif commun de 2 %. Ces stratégies regroupent des politiques macroéconomiques et structurelles en un ensemble cohérent de mesures destinées à stimuler la croissance.

Si l'on tient compte des seules réformes structurelles, les stratégies nationales des pays comprennent près de 1 000 engagements distincts, selon l'analyse de l'OCDE, soit une forte progression par rapport aux présidences antérieures du G20 (voir l'histogramme). Ces chiffres soulignent la détermination avec laquelle les pays du G20 ont collaboré pour rehausser le degré d'ambition de leurs réformes structurelles et parvenir à une reprise durable. Naturellement, les besoins et les stratégies nationales varient considérablement selon les pays. Pour l'ensemble du G20, les réformes prévues portent sur de nombreux domaines (voir le diagramme circulaire), parmi lesquels : les politiques actives du

Stratégies de croissance du G20

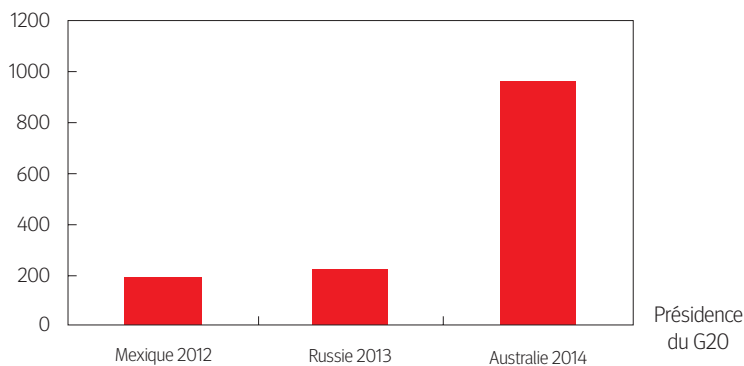
Répartition des engagements par catégorie économique



Source : OCDE

Engagements du G20

Nombre de mesures de réforme structurelle, par présidence du G20



Source : OCDE

marché du travail et l'investissement dans les compétences ; la mobilisation des investisseurs à long terme pour soutenir l'investissement dans les infrastructures ; les mesures de facilitation des échanges ; la réduction des obstacles réglementaires à la concurrence.

Certains pays se sont lancés dans des programmes de réforme ambitieux, notamment de grandes économies comme la Chine, la France, l'Italie, l'Inde et le Japon. Selon de récentes estimations de l'OCDE sur l'impact des réformes actuelles en France, celles-ci pourraient induire une augmentation du PIB de 1,5 % sur cinq ans, notamment sous l'effet des mesures de réduction des coûts du travail et de rationalisation des administrations publiques. L'application des mesures récemment annoncées, dont l'assouplissement des réglementations restrictives dans certains secteurs comme les professions libérales, ajouterait 2 % au PIB.

Un examen mutuel entre pays du G20 axé sur les politiques publiques et leurs résultats peut jouer un grand rôle pour inciter ces pays à se montrer plus ambitieux dans leurs programmes de réforme. Par rapport aux précédentes initiatives du G20, les stratégies de croissance globales nationales présentées au Sommet de Brisbane sont plus concrètes, permettant ainsi aux organisations internationales, dont l'OCDE, de mieux évaluer les mesures prises par les gouvernements et déterminer dans quels cas les pouvoirs publics pourraient renforcer leur action.

Comme le montre la longue expérience de l'OCDE en matière d'examen mutuels, l'obligation de rendre des comptes à ses pairs favorise non seulement la transparence, mais permet également le progrès. Au cours de l'année 2014, le dialogue entre pairs a conduit de nombreux pays du G20 à élargir la portée de leur programme de réformes structurelles et à aller plus loin dans leurs engagements.

La question est la suivante : les pays du G20 ont-ils atteint leur objectif commun ? L'OCDE et le FMI ont été chargés de voir si les engagements inscrits dans les stratégies de croissance globales permettraient d'atteindre l'objectif de 2 %. Il s'agit d'une entreprise d'envergure, compte tenu de la diversité des mesures de réforme et des situations économiques nationales. Les travaux de modélisation de l'OCDE reposent en grande partie sur un système mis au point pour la publication annuelle phare, *Objectif croissance*.

À l'évidence, les pays du G20 ont notablement progressé dans la réalisation de leur objectif. Selon les estimations de l'OCDE et du FMI, les mesures chiffrables donneraient lieu à une augmentation de 1,8 % du PIB dans les pays du G20 en 2018. Le chiffre réel pourrait être supérieur, car certains engagements sont difficiles à chiffrer.

L'avancée est réelle, mais il reste du chemin à parcourir, et trois défis majeurs doivent encore être relevés.

Tout d'abord, les engagements de réforme doivent être concrétisés. De fait, beaucoup de mesures n'ont toujours pas été intégrées dans la législation. Les difficultés politiques et de mise en œuvre seront nombreuses. Les futures présidences du G20 devront suivre ces engagements, et les pays du G20 doivent s'encourager mutuellement à maintenir le cap.

Ensuite, la croissance mondiale a continué de décevoir. Même si l'objectif de 2 % était atteint, le PIB demeurerait inférieur au chiffre visé par le G20 lorsque cet objectif a été fixé en février 2014. En résumé, les pays devront peut-être redoubler d'efforts simplement pour ne pas perdre de terrain. Les réformes axées sur l'offre, dans les domaines de la concurrence et des compétences par exemple, seraient plus efficaces dans un contexte de forte demande. À cet égard, il faudrait utiliser toute la marge de manœuvre macroéconomique disponible afin de soutenir les réformes structurelles.

Enfin, la réforme structurelle n'est pas une liste finie de mesures assorties d'une échéance, mais un processus permanent visant à bâtir des économies plus productives, plus inclusives et plus durables pour nos citoyens. Le G20 a présenté d'autres solutions ; par exemple, des politiques destinées à renforcer la participation des femmes à la population active pourraient permettre la création de dizaines de millions de nouveaux emplois dans les prochaines années (en particulier dans les pays émergents), et améliorer le potentiel de croissance global des économies concernées.

L'OCDE se tient à la disposition du G20 et de ses membres pour continuer à les faire bénéficier de son expérience et de son expertise en matière de suivi et de chiffrage du déploiement des réformes. Les pays du G20 représentant près de 90 % du PIB mondial, poursuivre les progrès sur la voie du relèvement de la croissance et de l'établissement d'une reprise durable nous importe à tous.

Références

FMI et OCDE (2014), *Quantifying the Impact of G-20 Members' Growth Strategies*, fichier PDF consultable sur www.g20.org

OCDE (2014), *Réformes économiques 2014 : Objectif croissance rapport intermédiaire*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/growth-2014-fr>

Emploi, chômage et action publique

L'économie mondiale subit encore les conséquences de la plus longue crise de l'histoire moderne, et cela se voit avant tout dans les chiffres du chômage. Plus de 100 millions de personnes sont sans travail dans les pays du G20, et les taux de chômage atteignent des records historiques dans certains pays. Chômage de longue durée, chômage des jeunes et faible taux d'activité des femmes représentent des défis particuliers. Même là où la reprise est amorcée, le chômage recule lentement et trop souvent à la faveur d'emplois peu qualifiés et mal rémunérés. Il faudra faire davantage pour bâtir des sociétés résilientes, inclusives et intelligentes.

Les responsables politiques ont un rôle essentiel dans l'application des réformes et mesures nécessaires pour améliorer les marchés du travail et réduire le chômage. Dans cette Table ronde de L'Observateur de l'OCDE, nous avons posé la question suivante à différents ministres :

« Par quelles mesures entendez-vous créer davantage d'emplois de qualité dans votre économie ? »

Table ronde de L'Observateur de l'OCDE n°12



Andrei Dobroskok/Licence accordée à Shutterstock.com

Australie

Créer le bon environnement

Eric Abetz, ministre de l'Emploi, Président de la Réunion des ministres du Travail et de l'Emploi du G20 2014



Gouvernement australien

Comme bien des pays, l'Australie se donne pour priorités de soutenir la croissance économique et d'améliorer la situation du marché du travail, étant entendu que ce sont les entreprises et non le gouvernement qui créent les emplois. Notre gouvernement collabore avec ses partenaires du G20 pour une action internationale à cet égard, et prend des mesures pour renforcer le potentiel de croissance du pays et instaurer un environnement économique permettant de créer deux millions d'emplois en 10 ans.

Le secteur privé étant le moteur de la croissance, notre stratégie économique consiste à améliorer les perspectives des entreprises, en renforçant notamment leur capacité à rivaliser avec la concurrence

internationale. Nous entendons par ailleurs assainir progressivement nos finances, réorienter la dépense publique vers les infrastructures de qualité et favoriser, par des réformes, l'innovation et l'entrepreneuriat.

Le gouvernement s'emploie également à diminuer la charge fiscale et les contraintes réglementaires pesant sur les entreprises. Il s'agit notamment de simplifier les procédures

Nos services publics de l'emploi, soumis aux lois du marché, sont actuellement restructurés

administratives et environnementales, d'abolir les taxes inefficaces (taxe carbone, taxe minière, par exemple) et d'alléger la fiscalité des entreprises. Nous révisons aussi notre législation applicable aux lieux de travail, dans le cadre de réformes destinées à y rééquilibrer les relations sociales.

Pour endiguer le chômage, le gouvernement s'emploie à rendre les services de l'emploi plus performants. Les services publics de l'emploi, soumis aux lois du marché, sont restructurés pour assurer un meilleur accompagnement des demandeurs d'emplois et une meilleure intégration du principe d'obligation réciproque. Les prestataires seront incités à soigner la qualité des services fournis puisqu'ils seront rémunérés au résultat, les attentes des demandeurs d'emplois seront clairement définies et les employeurs seront eux aussi mieux accompagnés. Les mesures destinées à

encourager les jeunes à trouver un emploi ou à poursuivre leurs études sont également renforcées.

L'Australie, comme de nombreux pays, est confrontée au problème du vieillissement de sa population. Pour en limiter les effets et soutenir la croissance, le gouvernement souhaite voir grossir les rangs de la population active. Nous comptons pour cela sur le report progressif de l'âge de la retraite et sur la révision des conditions d'attribution des prestations d'invalidité et des prestations familiales. Le congé parental rémunéré a par ailleurs été réformé pour que davantage de femmes participent à la vie active.

Pour améliorer la productivité, le gouvernement s'emploie à encourager le développement des compétences. Notre stratégie en la matière vise à répondre aux attentes des employeurs, et mise notamment sur une nouvelle déréglementation du système universitaire et sur la formation professionnelle.

Ces réformes porteront leurs fruits sur le long terme, et témoignent de la volonté du gouvernement d'agir en cohérence avec les travaux menés par le G20 sous la présidence australienne.

Pour en savoir plus sur les travaux du G20 2014 : www.g20.org

Allemagne

Une stratégie multidimensionnelle

Andrea Nahles, ministre fédérale du Travail et des Affaires sociales



Gouvernement fédéral allemand/BMAS/Krnoil

Il ne suffit pas de créer plus d'emplois dans des secteurs comme la haute technologie, encore faut-il que la qualité soit au rendez-vous. Il faut aussi que les marchés du travail et la population active soient en mesure d'absorber ces nouveaux emplois. C'est pourquoi l'Allemagne poursuit une approche multidimensionnelle, reflétée dans son Plan pour l'emploi et sa Stratégie de croissance présentés au G20.

Nous misons sur différentes politiques de l'emploi et institutions du marché du travail pour agir sur l'offre et sur la demande, et favoriser l'adéquation entre les compétences disponibles et les emplois à pourvoir.

Nous prenons l'initiative d'un dialogue social authentique, indispensable à la cohésion sociale et à une croissance économique durable.

Nous consolidons nos stabilisateurs automatiques tels que nos régimes de sécurité sociale. Dernièrement, nous avons adopté une nouvelle réforme des retraites, qui valorise les travailleurs ayant de longues années de cotisation derrière eux ainsi que ceux ayant consacré du temps à l'éducation de leurs enfants. Cette réforme accroît en outre la protection sociale des bénéficiaires de pensions d'invalidité et le financement des programmes de réadaptation.

Pour une rémunération équitable des travailleurs, nous avons institué récemment un salaire minimum — une première dans notre histoire — qui garantit un revenu décent à quelque quatre millions de travailleurs

modestes. Avec l'Office fédéral de sécurité et santé au travail, nous nous employons à lutter contre les maladies professionnelles et à améliorer le bien-être des travailleurs.

Pour que les entreprises créent des emplois, nous devons garantir l'accès au crédit, en particulier pour les jeunes entreprises innovantes, et soutenir l'entrepreneuriat.

Compte tenu de l'évolution démographique du pays, nous avons lancé une initiative en faveur de l'emploi qualifié pour préparer les chômeurs de longue durée à réintégrer le marché du travail grâce à des programmes de conseil et d'accompagnement individuels. Par ailleurs, afin d'encourager la pleine participation des femmes à la vie active, nous encourageons les structures de garde d'enfants et les aménagements innovants du temps de travail, qui favorisent un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie de famille.

Enfin, nous continuons d'améliorer notre modèle dual d'apprentissage, qui a fait ses preuves, et mettons l'accent sur l'entrée dans la vie active, en particulier pour les jeunes ayant des difficultés d'apprentissage, avec des programmes de soutien ciblés et individualisés.

Voir www.bmas.de

Corée

Vers un taux d'emploi de 70 %

Lee Ki-kweon, ministre du Travail et de l'Emploi



Ministère de l'Emploi et du Travail, Corée

Dans sa politique nationale, le gouvernement coréen a choisi l'emploi, de préférence à la croissance, comme priorité absolue, répondant ainsi aux attentes de la population qui souhaite trouver son épanouissement par le travail. Il lui faut pour cela opérer un

changement de paradigme qui l'amène à réviser l'ensemble des politiques publiques à travers le prisme de la création d'emplois.

La particularité de notre Feuille de route est qu'elle mise sur l'économie créative et la réduction du temps de travail pour créer des emplois

C'est ainsi que la « Feuille de route pour 70 % d'emploi » a été dévoilée en juin 2013. L'objectif de ce plan ambitieux est de faire passer le taux d'emploi à 70 % d'ici 2017.

La particularité de notre Feuille de route est qu'elle mise sur l'économie créative et la réduction du temps de travail pour créer des emplois. Le gouvernement s'efforce aussi de créer des emplois à temps partiel de qualité et de promouvoir la formation en apprentissage pour une meilleure employabilité de la population inactive, en particulier des jeunes et des femmes.

Il est tout aussi important d'améliorer la qualité des emplois que leur quantité. Nous prenons des mesures pour améliorer les conditions de travail des travailleurs non réguliers et réduire le fossé entre les employés des entrepreneurs principaux et ceux des sous-traitants.

En termes de résultats quantitatifs, le taux d'emploi a atteint un niveau record de 65,2 % (en moyenne annuelle entre janvier et août). L'aspect qualitatif n'est pas en reste puisque la création d'emplois réguliers a gagné du terrain.

Face au vieillissement rapide de la population et à l'évolution de la structure industrielle, parvenir à un taux d'emploi de 70 % s'avère indispensable pour pérenniser la croissance et le système social. C'est pourquoi le gouvernement, les employeurs et les travailleurs ont conclu en 2013 un Pacte tripartite pour l'emploi. Sur la base d'un tel dialogue social, le gouvernement coréen entend poursuivre ses efforts pour créer davantage d'emplois de qualité.

Voir <http://m.moel.go.kr/EngNewsList>

Espagne

Des résultats nets

Fátima Báñez, ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale



Gouvernement espagnol

Depuis 2012, l'Espagne a introduit tout un ensemble de mesures de fond pour réformer la réglementation du marché du travail et les politiques de l'emploi, et ces mesures commencent maintenant à porter leurs fruits. Le deuxième trimestre 2014 a vu l'emploi progresser pour la première fois, en glissement annuel, après 23 trimestres consécutifs de recul : plus de 400 000 emplois ont été créés en Espagne entre avril et juin, alors même que le taux de croissance annuel du PIB y est tout juste de 1 %.

La réforme de 2012 a été la pierre angulaire de la transformation du marché du travail espagnol. Axée sur la « flexisécurité », elle consistait à décentraliser la négociation collective, à rationaliser la protection juridique des travailleurs et à promouvoir la flexibilité

La réforme de 2012 a été la pierre angulaire de la transformation du marché du travail espagnol

interne comme remède au licenciement. Elle comprenait également des mesures temporaires — périodes d'essai d'une année dans les PME, assorties de généreuses aides à l'embauche ou, plus récemment, forfait de cotisations sociales de 100 EUR pour tout nouveau contrat permanent — destinées à encourager l'emploi permanent et à rompre ainsi la dualité du marché du travail.

Une modernisation des politiques actives du marché du travail doit accompagner la refonte

de notre cadre juridique. L'Espagne s'emploie maintenant à renouveler son architecture institutionnelle pour que l'action régionale, mieux coordonnée et planifiée, réponde à un impératif d'efficacité, et que l'octroi de fonds aux régions se fasse sous condition de résultats mesurés par différents indicateurs. Un programme d'échange de bonnes pratiques a également vu le jour, ainsi que de nouveaux outils d'activation dont un site web national rassemblant, sur un portail unique, les offres d'emploi publiques et privées. Nous comptons sur le concours du secteur privé et sur les nouvelles technologies, y compris les réseaux sociaux, pour aller plus loin.

Nous nous efforçons par ailleurs d'offrir davantage de débouchés aux jeunes, avec la Garantie européenne pour la jeunesse et la Stratégie nationale pour l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes, qui recouvre plus de 100 mesures. La formation est par ailleurs l'un des piliers de notre stratégie à long terme, qui doit nous permettre d'offrir de réelles perspectives aux chômeurs et de rapprocher offre et demande de compétences. La création d'emplois de qualité est selon nous la meilleure politique sociale qui soit.

Voir www.empleo.gob.es

États-Unis

Pour une prospérité partagée

Thomas E. Perez, secrétaire d'État au Travail



Services du gouvernement américain

Depuis qu'elle est sortie des affres de la Grande Récession, l'économie américaine connaît une solide reprise. L'emploi privé a progressé en septembre pour le 55^e mois consécutif, tandis que le chômage atteignait son plus bas niveau depuis juillet 2008. Nos

investissements dans l'énergie et l'éducation, la réforme de notre système de santé, la réduction de notre déficit, parmi d'autres mesures, ont jeté les bases de la croissance future.

Nous devons cependant faire davantage. Nous voulons relever le salaire minimum national, l'un des plus faibles de la zone OCDE si on le rapporte au salaire médian. Refonder notre système d'immigration, devenu inopérant, nous ferait gagner quelque 1 400 milliards USD (1 100 milliards EUR) de PIB au cours des 20 prochaines années. Moderniser nos infrastructures nous permettrait de créer des emplois de qualité tout en favorisant le

Le congé familial rémunéré est un dossier sur lequel nous pouvons et devons aller plus loin

commerce national et international. Tout cela nécessite une action législative, et nous voulons croire que le Congrès coopérera avec l'administration Obama sur ces projets qui sont à même de doper la croissance.

Le congé familial rémunéré est un autre dossier sur lequel nous pouvons et devons aller plus loin. Représentant le gouvernement des États-Unis à la réunion des ministres du Travail et de l'Emploi du G20 en septembre, j'ai pu mesurer notre retard en la matière par rapport au reste du monde. Aider davantage de personnes à concilier le travail qui leur est nécessaire avec la famille qu'ils chérissent est une question de bon sens ; c'est aussi une décision qui a d'importantes retombées économiques.

Le taux d'activité diminue aux États-Unis, notamment chez les femmes. Le congé familial rémunéré encouragerait nombre de ces dernières à reprendre un travail. De fait, si le taux d'activité des femmes « d'âge très actif » (25-54 ans) était identique aux États-Unis à celui relevé au Canada, le PIB progresserait de 3,5 %, ce qui générerait 500 milliards USD d'activité économique supplémentaire.

Nous sortons de la pire crise économique que nous ayons connue, mais je souhaite redoubler d'efforts pour bâtir une prospérité partagée et une économie au service de chacun.

Voir www.dol.gov

Une reprise inclusive nécessite des emplois plus nombreux et de meilleure qualité

Stefano Scarpetta, Directeur, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE



Kieran Doherty/Reuters

Le temps passe, inexorablement. Six ans après le début de la crise financière mondiale, l'emploi reste, dans de nombreux pays, largement en deçà du niveau observé avant 2008. Même les personnes ayant conservé un emploi ont vu leurs conditions de travail se dégrader. Nous déplorons une reprise sans création d'emplois, il apparaît maintenant que la croissance pourrait être en train de s'éroder dans plusieurs pays. Chacun se sent vulnérable face aux réductions de personnel, à la baisse des salaires, à la contraction de l'activité et à l'insécurité, ainsi qu'à la nécessité de simplement joindre les deux bouts.

Tout n'est pas noir pour autant : le chômage est repassé, dans l'OCDE, sous la barre des 8 % pour la première fois depuis trois ans, à 7,3 % en août 2014. Après avoir atteint des niveaux records dans certains pays, le chômage des jeunes recule aussi, quoique très lentement. La légère baisse du chômage devrait se poursuivre en 2015.

Il faut cependant redoubler d'efforts. Il reste près de 45 millions de chômeurs, soit 11,9 millions de plus qu'avant la crise, et un nombre inconnu d'individus ont quitté la population active après avoir abandonné leurs recherches d'emploi. Dans les pays du G20, on dénombre plus de 100 millions

de chômeurs, et un nombre plus important encore de personnes occupant des emplois précaires ou peu productifs. Parallèlement, le chômage s'enracine dans la durée, avec plus de 16 millions de personnes à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an dans la zone OCDE, soit un chômeur sur trois, et un sur deux dans l'Union européenne. La situation du marché du travail varie sensiblement selon les pays avancés, d'autant plus si l'on tient compte des grandes économies émergentes : en Afrique du Sud par exemple, plus de 60 % des chômeurs sont des chômeurs de longue durée. Tous les pays doivent relever un même défi : dynamiser les créations d'emplois et, dans la mesure du possible, améliorer la qualité des emplois.

Mais la pénurie d'emplois et le chômage élevé ne sont pas les seules conséquences de la crise. Les *Perspectives de l'emploi 2014* de l'OCDE montrent que les personnes qui ont conservé un emploi sont souvent confrontées à des difficultés. La crise a, en moyenne, ramené le taux de croissance des salaires réels moyens (corrégés de l'inflation) à 1-2 % environ dans les pays du G20 et les autres économies avancées. Cette progression modeste est presque intégralement tirée par les économies émergentes, notamment la Chine,

la progression des salaires dans les économies avancées étant nulle et même négative depuis 2009 en Grèce, en Espagne, en Italie et au Royaume-Uni. L'ajustement à la baisse des salaires a permis de limiter les suppressions d'emplois dans les entreprises et les secteurs en difficulté. Elle a aussi contribué à restaurer la compétitivité, dans certains pays de la zone euro notamment. Néanmoins, au-delà d'un certain point, la baisse des salaires ne peut ni sauver des

La perte de revenu des travailleurs à bas salaire et de leurs familles est très préoccupante

emplois ni en créer, elle ne peut qu'être source de difficultés. La population est non seulement contrainte de réduire ses dépenses, même les plus essentielles, mais avec une inflation proche de zéro dans plusieurs économies avancées, la contraction des salaires réels implique obligatoirement une baisse des salaires nominaux.

La modération des salaires n'est en outre utile que si les entreprises acceptent, en retour, de diminuer leurs prix pour être plus compétitives. Ce n'est pas toujours le cas, si bien que les décideurs doivent s'assurer que la baisse des salaires est bien répercutée sur les consommateurs, sans servir à relever les marges. Cela suppose des efforts accrus pour stimuler la concurrence sur les marchés de biens et services, en réformant notamment les marchés de produits.

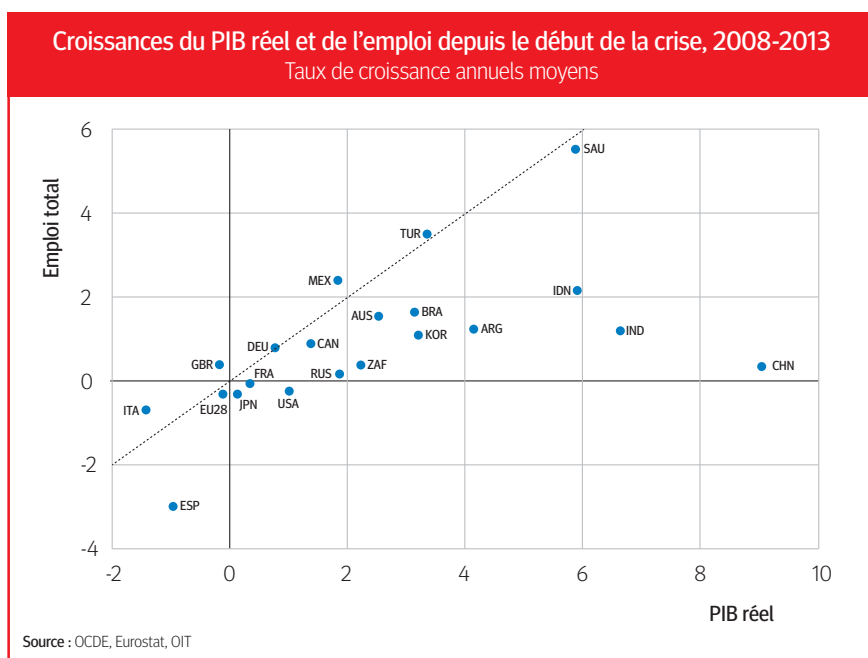
La perte de revenu des travailleurs à bas salaire et de leurs familles est préoccupante, les familles monoparentales, souvent des femmes, étant les plus durement touchées. La solution peut passer par l'instauration d'un salaire minimum légal, comme cela a été fait dans 26 pays de l'OCDE et plusieurs économies émergentes. Fixé à un niveau adéquat, il peut en effet soutenir le revenu des travailleurs à bas salaire en ayant des retombées négatives limitées, voire nulles, sur l'emploi, comme en témoignent l'exemple du Brésil et les simulations relatives à la hausse prévue du salaire minimum aux États-Unis. Une imposition plus progressive des revenus peut aussi aider à ce que ceux qui s'en sortent le mieux dans l'économie contribuent à juste proportion.

Enfin, plusieurs pays ont récemment mis en place ou étendu des régimes de prestations liées à l'exercice d'un emploi, afin de venir en aide aux travailleurs à bas salaire et de réduire les inégalités de revenus des ménages.

Si, dans le monde entier, la lutte contre le chômage est une priorité, il convient aussi de veiller à la qualité des emplois et aux perspectives professionnelles des travailleurs. Au cours des 20 années qui ont précédé la crise, l'emploi non régulier – à savoir toutes les formes d'emploi non permanent ou à durée déterminée, y compris la multitude d'emplois temporaires, « atypiques » et souvent précaires – s'est développé dans la zone OCDE. Si les jeunes, les femmes et les travailleurs peu qualifiés, majoritaires dans l'emploi non régulier, ont été les plus touchés par les pertes d'emplois causées par la crise, nombre des nouveaux emplois créés à la faveur de la reprise sont aussi des emplois non réguliers : en Espagne, près de 90 % des emplois créés en 2011-2012 étaient à durée déterminée, la fourchette étant comprise entre 70 % et 80 % au Portugal, en France, aux Pays-Bas et en Italie. Dans les économies émergentes aussi, après une période encourageante de repli, l'emploi informel s'est stabilisé, voire redressé. Dans ces pays, ce type d'emploi est déjà la norme pour la plupart des travailleurs, puisque l'emploi informel représente un tiers environ de l'emploi total en Turquie et en Chine, près de la moitié en Argentine et au Mexique, et jusqu'à plus des trois quarts en Inde.

Malheureusement, comme le montrent les *Perspectives de l'emploi*, ces emplois non réguliers sont rarement des tremplins vers des emplois permanents, plus stables et productifs. En Europe, moins de la moitié des travailleurs temporaires, dont beaucoup de femmes et de jeunes, ont pu accéder à un emploi permanent après trois ans, et cette proportion se limite à 20 % dans certains pays comme la France, l'Italie ou l'Espagne. Trop souvent, ceux qui occupent ces emplois sont contraints de quitter le marché du travail, d'enchaîner les contrats de courte durée ou de rester dans le secteur informel.

L'objectif de flexibilité n'est pas atteint non plus : au contraire, la protection des emplois réguliers est renforcée, de même que la



vulnérabilité des emplois non réguliers. Il est aussi prouvé que les travailleurs qui occupent des emplois non réguliers sont beaucoup moins nombreux à suivre des formations. La hausse continue de l'emploi non régulier, dans des conditions de plus en plus difficiles, pourrait déboucher sur une dégradation du capital humain, une baisse de la productivité et un recul de l'équité et de l'efficacité sur le marché du travail. Plusieurs pays comme l'Espagne (voir la Table ronde sur l'emploi), le Portugal et l'Italie ont déjà engagé des réformes pour enrayer cette progression, et d'autres devraient leur emboîter le pas.

Une amélioration globale sur le front de l'emploi ne dépend pas uniquement des pouvoirs publics, mais aussi des individus. Que peuvent faire les travailleurs d'aujourd'hui et de demain pour améliorer leurs chances ? L'acquisition des bonnes compétences au bon moment peut influencer le statut professionnel et le salaire d'une personne. En début de carrière, les compétences spécifiques à un domaine, acquises par le biais des études, comptent le plus. Ensuite, cependant, les compétences d'ordre plus général ont un impact plus fort sur le salaire. Pour les jeunes, le niveau

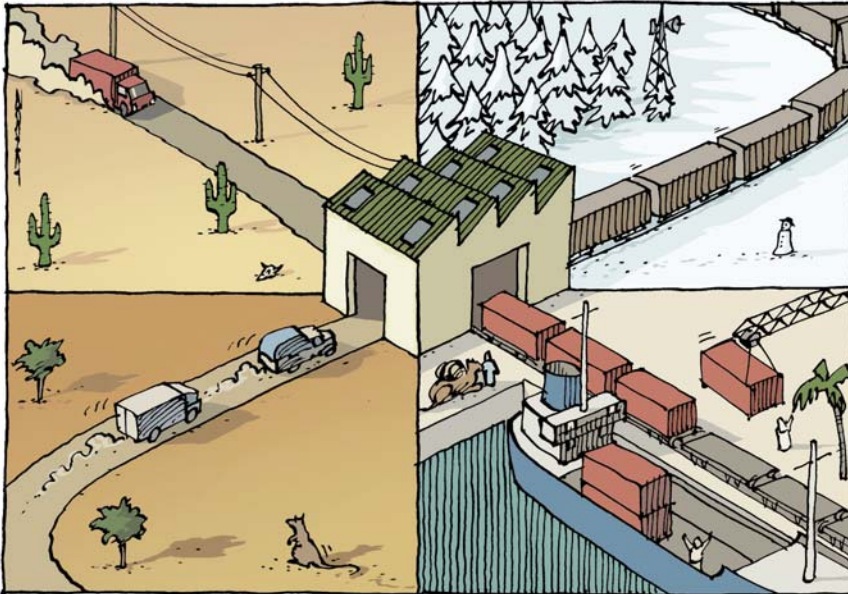
de formation est la principale explication des écarts de salaires horaires, même si l'expérience pratique joue un rôle de plus en plus important. Pourtant, les données montrent que les jeunes qui suivent une formation en alternance sont peu nombreux, ce qui met en évidence la responsabilité des pouvoirs publics, qui peuvent heureusement s'inspirer de bonnes pratiques adoptées dans les pays de l'OCDE et du G20.

Les adultes, y compris ceux qui occupent un emploi, doivent aussi être incités et accompagnés pour adapter leurs compétences et veiller à maintenir, voire à améliorer, leur employabilité. Il faut faire de la formation tout au long de la vie une réalité, avec des mesures adaptées et en mobilisant employeurs et partenaires sociaux. Après tout, c'est en investissant dans le capital humain tout au long de la vie active que l'on pourra garantir la prospérité et le bien-être des nations à l'avenir.

OCDE (2014), *Perspectives de l'emploi 2014*, Éditions OCDE, Paris, 10.1787/empLoutlook-2014-fr. Pour plus d'articles de Stefano Scarpetta, voir www.observateurocde.org

Les échanges mondiaux au secours de la reprise

Ken Ash, Directeur, Direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE



Il y a un peu plus d'un an, l'OCDE et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont présenté une nouvelle base de données sur les échanges mesurés en valeur ajoutée (ÉVA). Les observations faites grâce à ÉVA révolutionnent notre connaissance des échanges, de l'investissement et de la production dans le monde. Prenons par exemple les chaînes de valeur mondiales (CVM), qui occupent maintenant une place prépondérante dans l'économie mondiale. Un article produit dans l'Union européenne et exporté vers les États-Unis peut englober des matières premières venues de Chine et de Malaisie et des services fournis au Japon ou en Inde. Les biens et services ne sont plus produits par une entreprise dans un pays donné et vendus aux consommateurs d'un autre pays ; la production est fragmentée, les composants franchissent de multiples frontières, tandis que la valeur ajoutée du produit s'accroît à chaque étape.

Quelle importance pour les décideurs ?

Tout d'abord, les procédures douanières peu efficaces entraînent des coûts inutiles à chaque fois qu'un produit échangé traverse une frontière : l'OCDE estime qu'une réduction de 1 % de ces coûts se traduirait par des bénéfices de 40 milliards USD environ. L'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) conclu par l'OMC à Bali

permet dès maintenant de limiter ces coûts inutiles. L'OCDE a estimé récemment que la mise en œuvre de l'AFE pourrait faire baisser le coût des échanges de 15 % dans certains pays. Chacun a donc intérêt à agir sans tarder (voir le graphique).

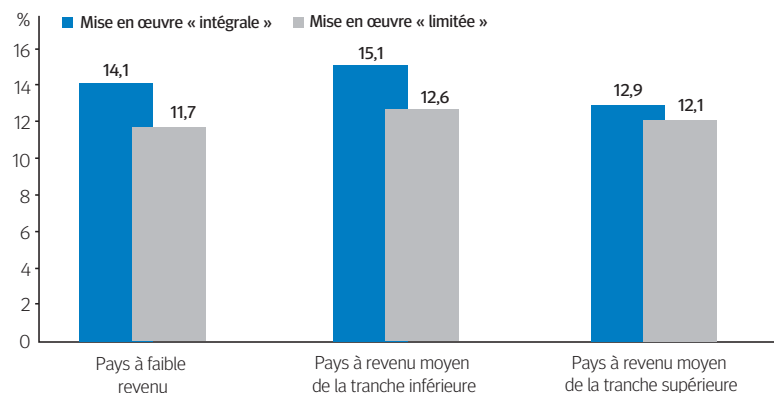
En outre, les intrants intermédiaires sont désormais majoritaires dans les échanges, puisqu'ils représentent plus de 50 % des échanges de biens et près de 75 % des échanges de services. Les entreprises veulent accéder à des intrants de première qualité

pour accroître leur productivité, améliorer leur compétitivité et exporter avec succès. Dans le monde actuel, interconnecté, il est non seulement important d'éviter de nouvelles formes de protectionnisme, mais aussi de renoncer aux mesures restrictives pour aider les entreprises à importer et à exporter. L'activité et la croissance économique seront ainsi renforcées.

Par ailleurs, les analyses de l'OCDE montrent que les secteurs des services jouent un rôle fondamental dans les CVM performantes. Ils représentent en effet 80 % de l'emploi, 75 % du PIB et 50 % des exportations à valeur ajoutée dans les économies émergentes et avancées. De la finance à la logistique, les services contribuent aussi de manière essentielle aux secteurs manufacturiers concurrentiels. Le nouvel Indice de restriction des échanges de services (IRES) permet aux grands fournisseurs de services d'évaluer leurs résultats par rapport aux meilleures pratiques mondiales et d'étudier les possibilités de progresser (voir le graphique page suivante).

Enfin, nous devons reconnaître que certains pays moins avancés et petites entreprises, absents des CVM, risquent de se trouver distancés. L'ouverture des échanges et de l'investissement doit s'accompagner de politiques efficaces, qui pourront varier selon le stade de développement et la dotation en ressources des pays, par exemple. Mais un élément au moins leur sera commun :

Réductions de coûts potentielles dues à l'AFE par revenu



Source : OCDE

l'investissement dans les personnes, dans l'éducation et les compétences, dans les politiques actives du marché du travail qui contribuent à l'adéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, et dans des filets de sécurité sociale adéquats pour ceux qui rencontrent des difficultés d'ajustement. L'ouverture des échanges offre des possibilités nouvelles, que des réformes plus larges des politiques structurelles peuvent contribuer à concrétiser. Les mesures de soutien à des

Les entreprises veulent accéder à des intrants de première qualité pour accroître leur productivité, améliorer leur compétitivité et exporter avec succès

secteurs particuliers, en revanche, qui visent souvent à « sélectionner les gagnants », ont tendance à fausser la concurrence internationale et ne donnent guère de résultats probants.

Pour toutes ces raisons, l'OCDE soutient fermement les efforts du G20 pour mieux intégrer les échanges et l'investissement, et en faire les éléments essentiels d'un cadre solide, équilibré et durable pour une croissance inclusive, des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, et un développement généralisé.

Au-delà des réformes nationales des politiques structurelles et des travaux du G20, l'OMC joue un rôle central en veillant au bon fonctionnement d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles, qui constitue clairement la solution optimale pour stimuler les échanges, la croissance et l'emploi.

Cependant, avec l'arrêt des négociations à l'OMC, de nombreux pays se tournent en second choix vers des accords commerciaux régionaux (ACR) et plurilatéraux pour ouvrir les marchés. L'OCDE a constaté que beaucoup d'ACR allaient au-delà des règles multilatérales sur l'investissement, les mouvements de capitaux et de personnes, la concurrence et les entreprises publiques, le commerce électronique et la lutte contre la corruption. On observe une nette tendance à la hausse de ces engagements « OMC-plus » parmi les membres de l'OMC. Cette convergence croissante des intérêts est de bon augure, au moins sur le plan technique, car elle laisse pressentir des engagements similaires au niveau multilatéral. Des initiatives méga-régionales récentes, comme le Partenariat transpacifique, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement et le Partenariat économique régional entre les pays de l'ASEAN, permettent aussi de répondre aux questions essentielles de politique commerciale dans une zone géographique beaucoup plus étendue.

Au niveau unilatéral, régional ou multilatéral, les efforts à accomplir pour que les politiques commerciales ou d'investissement et les mesures complémentaires donnent l'élan nécessaire à l'activité économique mondiale suscitent un vif intérêt. Il reste à traduire cet intérêt en actions.

Références

Voir www.oecd.org/fr/echanges

La banque de données OCDE-OMC sur les Échanges en valeur ajoutée (ÉVA) peut être consultée à partir du portail statistique de l'OCDE <http://stats.oecd.org> sous l'onglet « Échanges internationaux et balance de paiements », ou par le site de l'OMC www.wto.org/miwi

Ash, Ken (2013), « De l'importance des négociations UE/États-Unis sur les échanges et l'investissement », *L'Observateur de l'OCDE* n° 297, T4 2013

Ash, Ken (2012), « Échanges : les faits », *L'Observateur de l'OCDE* n° 293, T4 2012

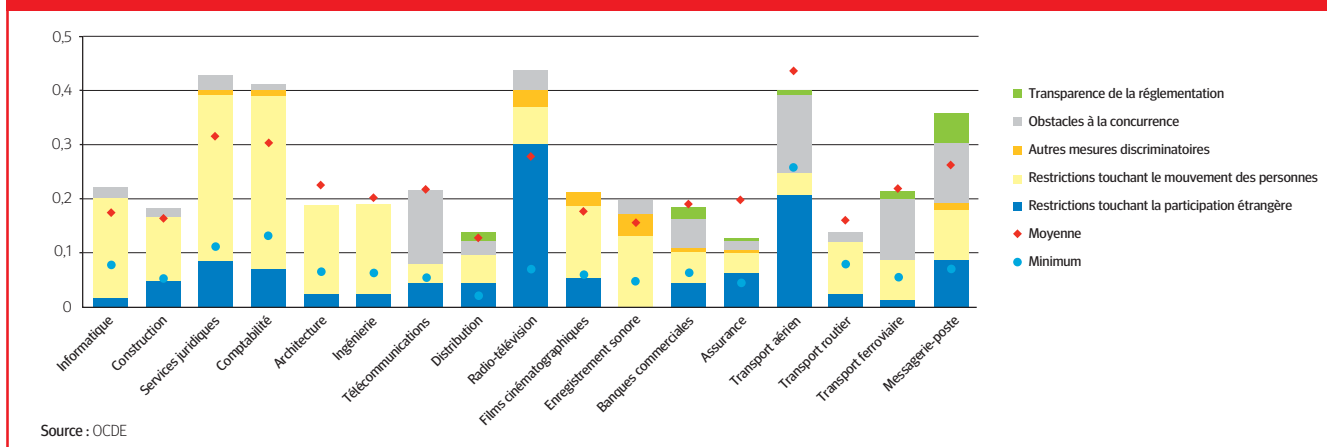
Lord Green (2013), « *Made in the world* : Une nouvelle vision des échanges », *L'Observateur de l'OCDE* n° 294, T1 2013

Pour tous ces articles, voir www.observeurocde.org
OCDE (2013), *Économies interconnectées : Comment tirer parti des chaînes de valeur mondiales*, Éditions OCDE

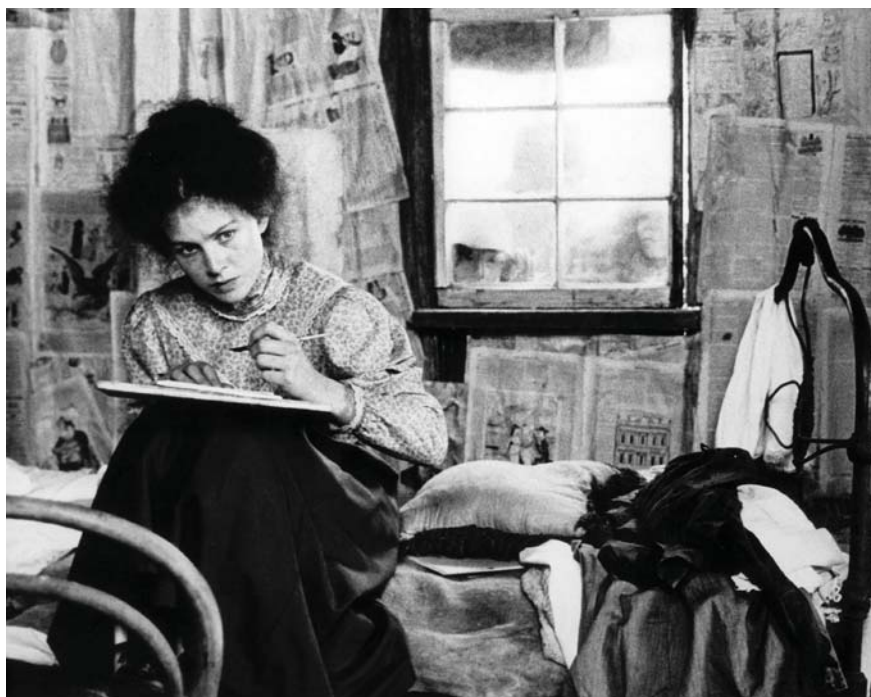
OCDE, OMC et Groupe de la Banque mondiale (2014), *Global Value Chains: Challenges, Opportunities and Implications for Policy*, rapport à l'intention du G20

OCDE (2014), *Multilateralising Regionalism: Strengthening Transparency Disciplines in Trade*, OECD Trade Policy Paper n° 152

Indice de restrictivité des échanges de services (IRES), pays échantillon



Vers une économie de l'égalité hommes-femmes



Un rôle de composition : l'actrice Judy Davis dans le film tiré de *Ma brillante carrière* en 1979

L'une des priorités du G20 consiste à accroître le taux d'emploi des femmes. L'OCDE, l'OIT et d'autres organisations ont recensé plusieurs moyens pour surmonter les obstacles liés aux inégalités entre hommes et femmes.

« Je ne suis qu'une femme ! » ironise Sybylla Melvyn, dans le classique de la littérature australienne *Ma brillante carrière*. Lorsqu'elle écrit ce roman en 1901, à l'âge de 19 ans seulement, Miles Franklin commence sa vie active avec succès, mais se heurte à de nombreux obstacles d'ordre social, économique et culturel.

Aujourd'hui, si les femmes sont beaucoup plus nombreuses à travailler qu'il y a un siècle, leur taux d'activité reste inférieur à celui des hommes dans tous les pays du G20 et de l'OCDE. Pourtant, plusieurs millions de femmes supplémentaires pourraient travailler si certains obstacles étaient levés.

Les responsables publics s'y attendent. Dans son programme pour le G20, l'Australie estime qu'en réduisant de 25 % l'écart hommes-femmes en matière d'emploi d'ici à 2025, plus de 100 millions de femmes pourraient rejoindre le marché du travail

dans les pays du G20, avec un effet positif sur le PIB pouvant atteindre 1,6 %.

Les stratégies nationales de croissance doivent désormais intégrer des mesures en faveur de l'égalité hommes-femmes, allant de l'accès à une éducation de qualité et aux financements à des emplois productifs et gratifiants. De nombreuses initiatives du G20 visent à accroître le taux d'activité des femmes, notamment les réformes structurelles et les activités du Groupe de travail sur l'emploi du G20 consacrées à l'intégration des populations sous-représentées.

Ce sont ces objectifs que soutiennent la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat et les conventions et recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la protection de la maternité (voir références).

Mais accroître le nombre de femmes qui travaillent ne suffit pas : il faut lutter contre la discrimination dont elles sont victimes en matière de rémunération et empêcher qu'elles soient cantonnées dans des emplois à temps partiel, précaires ou subalternes.

Pour qu'elles soient pleinement intégrées dans la société et dans la population active, il faut non seulement réformer la réglementation, mais aussi bouleverser les comportements sociaux et culturels.

L'écart de taux d'activité entre hommes et femmes est important : pour la population d'âge actif, il est passé, en moyenne dans la zone OCDE, de 23 points de pourcentage en 1990 à 13 points en 2012. Dans les pays du G20, la fourchette est comprise entre 7 points au Canada, plus de 20 points en Italie, au Japon et en Corée, et bien au-delà de 50 points en Inde et en Arabie saoudite. Depuis 2000, le taux d'emploi des femmes augmente dans la plupart des pays, et atteignait 60 % ou plus dans la moitié des pays du G20 en 2012. Néanmoins, l'écart hommes-femmes restait supérieur à 10 points dans 15 pays du G20.

Dans tous les pays, les femmes sont moins susceptibles que les hommes de travailler à temps plein ou de progresser dans leur carrière. Les jeunes femmes sont généralement plus nombreuses que leurs homologues masculins à être déscolarisées et inactives, surtout en Inde, au Mexique et en Turquie.

L'écart salarial entre hommes et femmes, lui aussi considérable, tient notamment au fait que de nombreuses femmes travaillent dans l'action sociale, l'éducation, la santé ou l'administration, et qu'elles sont surreprésentées dans l'emploi informel, particulièrement dans les économies émergentes. Cependant, des écarts de salaires peuvent exister même sans raison apparente, pour un même emploi.

Alors qu'on loue leurs qualités entrepreneuriales – certaines ayant même souligné avec humour qu'un « Lehman Sisters » ne se serait jamais effondré – les femmes ne représentent que 25 % des chefs d'entreprise employant des salariés dans les pays du G20. Les femmes sont rarement à la tête de grandes entreprises et, en tant que travailleurs indépendants, leurs revenus peuvent être inférieurs de 60 % à ceux des hommes.

Il est difficile de croire, sur la base des résultats scolaires des garçons et des filles, que de tels écarts peuvent exister. Les filles de 15 ans ont de meilleurs résultats que les

garçons en compréhension de l'écrit et de moins bons résultats en mathématiques, mais leur retard en mathématiques est inférieur à celui qu'accusent les garçons à l'écrit. Et les femmes entre 25 et 34 ans sont plus nombreuses à être diplômées du supérieur. Toutefois, des différences hommes-femmes persistent en matière d'orientation, les femmes étant ainsi trop rares à choisir des filières scientifiques.

Les mesures à prendre

Différents facteurs économiques et socio-culturels déterminent les inégalités hommes-femmes, que seules des mesures ambitieuses pourront résorber. Heureusement, les pays peuvent s'inspirer de nombreux exemples de bonnes pratiques recensés par l'OCDE, disponibles dans les références ci-après. Dans un rapport préparé avec le Fonds monétaire international (FMI), l'OIT et la Banque mondiale, l'OCDE recense quatre grands domaines d'action.

Premièrement, des mesures juridiques doivent éliminer les inégalités de traitement sur le marché du travail. La discrimination à l'encontre des femmes est trop fréquente dans les pays de l'OCDE et du G20, alors que les discriminations liées au sexe, à la maternité, à la paternité et aux responsabilités familiales sont illégales dans la plupart de ces pays. Lorsque ce n'est pas le cas, il est indispensable d'établir des cadres législatifs clairs. Tous les pays doivent veiller à l'application équitable de la loi, de même qu'à l'égalité de traitement des hommes et des femmes, en supprimant par exemple les restrictions à l'embauche de femmes dans certaines professions, y compris manuelles. Le principe « à travail égal, salaire égal » doit aussi être reconnu par la loi et mis en avant dans les négociations collectives. Les pouvoirs publics peuvent agir en définissant des objectifs volontaires et en encourageant les initiatives privées visant, par exemple, à accroître le nombre de femmes occupant des postes à responsabilité. Le suivi, l'inspection du travail, les commissions spécialisées et les tribunaux peuvent contribuer à maintenir la pression en faveur du changement, de même que la publication de données sur les discriminations.

Deuxièmement, il faut instaurer un environnement propice à l'égalité hommes-

femmes sur le marché du travail. Diverses mesures s'inscrivent dans ce sens, comme les services de santé maternelle (santé prénatale et postnatale, accouchement et

Il faut lutter contre la discrimination dont les femmes sont victimes en matière de rémunération et empêcher qu'elles soient cantonnées dans des emplois à temps partiel, précaires ou subalternes

procréation). Les filles doivent bénéficier d'un même accès à une éducation de qualité, des mêmes droits et possibilités de mener à bien leur scolarité et de poursuivre des études supérieures, et de conseils avisés pour leur orientation scolaire et professionnelle.

Il faut aussi aider les femmes comme les hommes à concilier travail et vie de famille. Certains pays de l'OCDE ont adopté des pratiques probantes à cet égard, comme le congé maternité et paternité rémunéré et assorti d'une protection de l'emploi pour tous, y compris les travailleurs informels. La qualité des services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants est aussi cruciale.

Les mesures favorables à la vie de famille dans l'entreprise, notamment en faveur des mères qui allaitent, du travail à temps partiel et de la flexibilité du temps de travail, sont également utiles.

Troisièmement, des mesures s'imposent pour valoriser le travail, améliorer la qualité des emplois et réduire le marché du travail informel. Le système de prélèvements et de prestations d'un pays peut dissuader les femmes de travailler : il doit donc être conçu de manière à offrir aux femmes et aux hommes des incitations financières au travail et une couverture comparables. Il faut améliorer le salaire minimum et la couverture sociale pour les travailleurs à temps partiel faiblement rémunérés, tandis que les transferts en espèces, comme les crédits d'impôt sur les revenus du travail, peuvent inciter davantage de femmes à travailler.

Il faut aussi agir pour améliorer les conditions d'emploi et renforcer l'accès à la formation, notamment pour les

autoentrepreneurs informels et les travailleurs domestiques.

Enfin, les décideurs doivent s'engager en faveur de l'entrepreneuriat, en agissant dans différents domaines : égalité d'accès aux financements, aux marchés et aux conseils, et mise en place, dans les entreprises, de cadres juridiques sans discrimination sexuelle. Il convient d'améliorer les conditions de travail dans les PME et de promouvoir la microfinance pour les entreprises informelles. Il faut aussi mener des campagnes de sensibilisation et promouvoir les programmes de formation.

Il faut s'attaquer aux facteurs qui sous-tendent le handicap que continuent de subir les femmes sur le marché du travail. Si hommes et femmes peuvent œuvrer ensemble à faire effectivement changer les choses sur le terrain, l'impulsion donnée par les pouvoirs publics est primordiale.

2014 a marqué le 60^e anniversaire du décès de Miles Franklin. Quel meilleur hommage lui rendre, pour les pays du G20 sous la présidence de l'Australie, premier pays à accorder aux femmes de droit de voter et de se présenter aux élections, que de s'engager à résorber les inégalités hommes-femmes en veillant à ce que, partout, les femmes puissent mener de brillantes carrières ?
Rory J. Clarke

Pour plus d'informations sur les questions d'égalité hommes-femmes, contacter Willem.Adema@oecd.org

Références

Adema, Willem (2014), « L'égalité hommes-femmes peut stimuler l'économie », *L'Observateur de l'OCDE* n°298, T1, voir <http://oe.cd/Ko>, mot clé : Japon

Franklin, Miles (1901), *My Brilliant Career*, Penguin Classics

OCDE et al (2014), *Achieving stronger growth by promoting a more gender-balanced economy*, <http://oe.cd/Kg>; nombreux exemples concrets de bonnes pratiques en matière d'égalité hommes-femmes dans divers pays du G20

OCDE (2014), *Enhancing Women's Economic Empowerment through Entrepreneurship and Business Leadership in OECD Countries*, <http://oe.cd/Kh>

OCDE (2013), *Recommandation du Conseil sur l'égalité entre hommes et femmes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat*, Paris, disponible sur <http://oe.cd/Ki>

Voir www.oecd.org/fr/parite

Voir www.ilo.org/gender

Le G20 doit remettre l'économie mondiale en marche pour les travailleurs !

John Evans, Secrétaire général, Commission syndicale consultative (TUAC) auprès de l'OCDE



Alors que les dirigeants du G20 observent, désespérés, une économie mondiale alliant croissance faible, chômage élevé et creusement des inégalités, ils devraient se répéter que cette réalité n'est pas une fatalité. Le FMI, revoyant à la baisse ses prévisions de croissance, a admis que la reprise était trop lente et fragile, tout en reconnaissant le problème des inégalités de revenus. L'OCDE, dans son rapport sur les Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) et dans son édition 2014 des *Perspectives de l'emploi*, constate que l'aggravation des inégalités affecte la croissance économique et la cohésion sociale, sapant la confiance dans les marchés et les institutions.

Depuis que la crise a éclaté, le Labour 20 (L20) appelle à tourner le dos à l'austérité. Si les pays du G20 veulent atteindre l'objectif, convenu par les ministres des Finances, d'une hausse supplémentaire de 2 % du PIB sur les cinq prochaines années, ils devront infléchir leur stratégie. Pour combler le déficit d'emplois dû à la crise en créant les 81 millions d'emplois nécessaires d'ici à 2018, il faut changer. Telle est la réalité, qui appelle des réponses claires.

Selon les modélisations du L20, relever les salaires et l'investissement dans les infrastructures dans les pays du G20 pourrait, par rapport au statu quo, créer jusqu'à 5,84 % de croissance supplémentaire et 33 millions d'emplois. L'économie mondiale est globalement tirée par les salaires : mieux les gens sont rémunérés, plus ils dépensent en biens et en services. À l'inverse, chaque baisse d'un point de pourcentage de la part salariale ôte 0,36 points au PIB mondial.

Médiocrité des salaires, manque de compétences et emplois précaires ne déboucheront pas sur une reprise économique saine.

Le G20 doit cesser de penser qu'en baissant les salaires et en maximisant les profits des entreprises à court terme, on retrouvera la croissance. En résumé, le monde a besoin d'une augmentation de salaire.

Nous devons investir : dans des emplois de qualité, dans des projets d'infrastructures durables et dans notre jeunesse. Il n'est pas acceptable qu'un jeune sur quatre ne puisse pas trouver un emploi rémunéré plus de 1,25 dollar par jour.

Les organisations syndicales appellent sans relâche à des mesures favorables à une croissance inclusive : renforcement des droits des travailleurs, salaires minimums, négociations collectives et seuils de protection sociale. Nous devons donner aux femmes et aux jeunes les moyens de la sécurité de l'emploi, et offrir aux jeunes assistance et formation en multipliant les apprentissages de qualité.

De la même façon, les politiques doivent favoriser des investissements plus productifs et consacrer 1 % du PIB aux infrastructures dans chaque pays. L'investissement, notamment par les fonds de pension des

travailleurs, doit être conforme aux Principes de haut niveau G20/OCDE sur le financement des investissements à long terme par les investisseurs institutionnels.

Il n'y aura pas non plus d'emploi ou de croissance sur une planète morte. Les dirigeants du G20 doivent s'engager à prendre une part ambitieuse et juste dans la réduction des émissions pour garantir la réussite de la Conférence climat de Paris en novembre 2015. De plus, un accord sur les stratégies de « Transition juste » sera indispensable pour protéger les moyens de subsistance et l'emploi des travailleurs.

Nous attendons aussi du G20 une détermination à promouvoir des lieux de travail plus sûrs, pour empêcher d'autres tragédies comme celle du Rana Plaza au Bangladesh où, en 2013, plus de 1 000 travailleurs ont péri dans l'effondrement d'un atelier textile ne répondant pas aux normes. L'ascension sociale dans les chaînes de valeur mondiales n'est pas acquise : les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales pourraient aider les entreprises et les travailleurs à tirer profit des CVM. Dans les pays en développement et à revenu moyen, il n'est pas acceptable que la production s'appuie sur une main-d'œuvre précaire, dont les salaires ne permettent pas une vie décente. Tous les travailleurs se tournent vers le G20 pour qu'il assume cette responsabilité.

Enfin, il faut soutenir les efforts visant à empêcher les entreprises multinationales de délocaliser leurs bénéfices, sans égard au lieu d'exercice de leurs activités, pour se soustraire à l'impôt. Le Plan d'action BEPS lancé en 2013 montre qu'au niveau du G20, élan institutionnel et détermination politique peuvent produire des résultats concrets. Le Plan actuel présente cependant encore certaines défaillances à corriger en autorisant la diffusion publique des déclarations fiscales des multinationales par pays, en apportant un soutien institutionnel à la participation des pays en développement au processus et en collaborant avec le Conseil de stabilité financière sur l'imposition du système bancaire parallèle et des fonds d'investissement privés.

Les crises actuelles de l'emploi, des inégalités, du changement climatique ou de l'investissement doivent être abordées avec la même détermination que pour le plan BEPS. Le Plan d'action de Brisbane, fondamental, doit viser la création d'emplois et l'investissement dans chaque pays, et son suivi doit être assuré en consultation avec les partenaires sociaux.

Le L20 tiendra son propre Sommet à Brisbane, deux jours avant la réunion des dirigeants. Nous appelons ceux-ci à mettre fin à des années de stagnation et à adopter des politiques structurelles propices à un investissement durable et riche d'emplois, auxquels les travailleurs pourront adhérer.

Le monde a besoin d'une augmentation – maintenant !

Références

Résultats de la modélisation du L20 : www.tuac.org/en/public/e-docs/00/00/0F/17/document_news.phtml

OCDE (2013), « Pas de précipitation : Entretien avec John Evans », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 295 T2

Lectures complémentaires sur le Rana Plaza et travaux de l'OCDE sur la conduite responsable des entreprises : www.observeurocde.org_sections_dossiers

Voir aussi www.tuac.org

Les entreprises et le G20

La dynamique de réforme doit être une priorité

Bernhard Welschke, Secrétaire général du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC)



2014 BIAC

Le BIAC conseille l'OCDE depuis plus de 50 ans sur les actions susceptibles de permettre une croissance tirée par le secteur privé, et intervient activement dans le processus du B8 et du B20 depuis sa création.

Cette année, nous avons participé aux groupes de travail thématiques du B20 australien, notamment sur les échanges et le capital humain, ainsi qu'au groupe transversal sur la lutte contre la corruption. Pour nous, le G20 est un important espace d'échange sur la gouvernance économique mondiale, et l'OCDE, un chef de file pour de nombreux projets du G20. Le BIAC, aux côtés du B20, adhère pleinement à la mission mondiale de l'OCDE et à la priorité donnée à la croissance par le G20.

La reprise économique mondiale, après la crise économique et financière, reste hésitante et fragile, souvent faute de réformes structurelles sur les marchés des produits et du travail. Alors que les pays du G20 cherchent comment accroître leur PIB collectif de 2 % d'ici à 2018, les réformes structurelles sont plus cruciales que jamais.

Le public estime parfois qu'il y a un hiatus entre les discours et les actes du G20. Les milieux d'affaires savent qu'il faut du temps pour que les actions engagées se concrétisent et portent leurs fruits. La réforme doit cependant être une priorité pour les gouvernements s'ils veulent placer leurs économies sur une trajectoire de croissance durable. D'après une récente étude du BIAC menée auprès d'organisations professionnelles membres, les entreprises des pays du G20 et au-delà jugent que les réformes structurelles et l'allègement d'une charge réglementaire grandissante sont nécessaires, ainsi que les mesures de lutte contre le protectionnisme pesant sur les échanges et les investissements, notamment par la promotion de la coopération internationale en matière de réglementation.

Les réformes des marchés du travail et de l'emploi sont tout aussi cruciales pour la croissance et l'amélioration de la productivité. Selon une autre étude, produite conjointement par le BIAC et

l'Organisation internationale des employeurs (OIE), la concrétisation des engagements pris au sujet du marché du travail lors de la réunion des ministres du Travail du G20 à Moscou en 2013 reste insuffisante. Fait particulièrement préoccupant, l'action publique dans plusieurs pays limite les différentes formes de travail au lieu de les promouvoir. En septembre 2014, Phil O'Reilly, Président du BIAC, s'est adressé aux ministres du Travail du G20 à Melbourne en soulignant l'importance de stratégies pour l'emploi inclusives et flexibles, notamment de dispositifs pour améliorer les compétences de la population active et de mesures de promotion de l'égalité hommes-femmes.

Lors du sommet australien du B20 en juillet, les participants ont finalisé les grandes recommandations à l'intention de la présidence australienne du G20, mettant l'accent sur les réformes à l'appui du capital humain et des compétences, des échanges et de l'investissement, des infrastructures et de la lutte contre la corruption. Ces recommandations ont également été adressées au Premier ministre Tony Abbott. Le BIAC collabore désormais avec le B20 australien pour s'assurer que les gouvernements accordent une vraie attention à ces recommandations. Représentant la communauté d'affaires internationale, le BIAC continue de participer pleinement

Le public estime parfois qu'il y a un hiatus entre les discours et les actes du G20

aux consultations sur le Plan d'action sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéficiaires (BEPS), projet crucial pour le G20 et l'OCDE, qui devrait s'achever durant la présidence turque du G20 en 2015. Il devrait notamment permettre une amélioration du cadre fiscal international afin qu'il n'entrave pas mais encourage les échanges et investissements internationaux, et à une Norme commune de déclaration fonctionnelle, déterminante pour l'homogénéité internationale des régimes fiscaux. Le BIAC se félicite que l'OCDE et les pouvoirs publics reconnaissent la nécessité de régimes efficaces, efficaces et administrables pour appliquer cette norme.

Les organisations membres et observatrices issues des pays de l'OCDE et du G20 ont confié au BIAC un vaste mandat, et il peut partager son expertise dans bien des domaines actuellement examinés par le G20. Nous restons convaincus que l'OCDE est idéalement placée pour conseiller le G20 sur l'efficacité des marchés, la compétitivité, l'investissement et la croissance durable, et que les engagements sur la croissance pris par le G20 en Australie ne se concrétiseront que si les recommandations du B20 sont prises en considération. Aujourd'hui, nous attendons beaucoup de la présidence turque du G20 et du B20, et nous ne doutons pas que l'investissement figurera parmi les priorités. Lors du Sommet du B20 de Sydney, nous avons souligné que la continuité et la cohérence dans le processus du G20 étaient essentielles. Soutenu par ses membres, le BIAC est prêt à apporter une contribution équilibrée et ciblée au B20 en Turquie et à appuyer les travaux de l'OCDE pour des politiques meilleures, des entreprises meilleures et une vie meilleure.

Références

BIAC (2014), *Economic Policy Survey 2014: Structural Reforms and Implementation*

OCDE (2014), *Réformes économiques 2014 : Objectif croissance, rapport intermédiaire*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/growth-2014-fr>

Combattre l'évasion fiscale et assurer l'équité de nos systèmes fiscaux : un projet OCDE/G20

Pascal Saint-Amans, Directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE, et Raffaele Russo, Chef du Projet BEPS de l'OCDE



Alamy

En septembre, l'OCDE a présenté au G20 une première série de recommandations pour une action internationale contre l'érosion artificielle de la base d'imposition et le transfert de bénéfices. Sept recommandations ont été proposées dans le Plan d'action BEPS en 15 points.

Garantir la cohérence de l'imposition des bénéfices des sociétés au niveau international grâce à un modèle de convention fiscale révisé et des dispositions conventionnelles visant à neutraliser les effets des montages hybrides (Action 2 du Plan d'action).

Les montages hybrides servent à faire appliquer des traitements fiscaux différents, dans différents pays, à une même entité ou transaction pour échapper à l'impôt. En jouant sur plusieurs tableaux, il est possible de ne payer d'impôt nulle part.

Harmoniser les règles de fiscalité et d'imposition pour rétablir les avantages prévus par les normes internationales et empêcher l'utilisation abusive des conventions fiscales (Action 6).

Le chalandage fiscal est la forme la plus répandue d'utilisation abusive des conventions. Il renvoie généralement aux dispositifs par lesquels une personne qui n'est pas résidente de l'un des deux États ayant conclu un accord fiscal tente de bénéficier des avantages octroyés aux résidents de ces États en vertu de l'accord. Les pays de l'OCDE et du G20 ont tous décidé de bannir les pratiques relevant du chalandage fiscal.

Faire en sorte que les prix de transfert calculés soient conformes à la création de valeur, notamment dans le domaine crucial des actifs incorporels (Action 8).

La majeure partie des échanges mondiaux ont lieu au sein d'entreprises multinationales, par exemple une entreprise basée en Allemagne payant une filiale installée en Inde pour effectuer de la recherche ou fabriquer des composants. Les versements doivent

correspondre aux prix de pleine concurrence pour que les bénéfices (ou les pertes) soient répartis équitablement et rigoureusement entre les différents membres du groupe. Ce qui est facile dans de nombreux cas peut devenir extrêmement difficile et donner lieu à des manipulations lorsqu'il est question d'actifs incorporels (marques célèbres, brevets, algorithmes, etc.). De nouvelles orientations ont été élaborées pour adapter les règles en matière de prix de transfert aux entreprises modernes.

Améliorer la transparence pour les administrations fiscales et la certitude et la prédictibilité pour les contribuables grâce à une meilleure documentation des prix de transfert et à un modèle de déclaration pays par pays (Action 13).

Les pays ont décidé que les entreprises doivent notifier pays par pays certaines données essentielles (actifs, chiffre d'affaires, nombre de salariés) pour donner aux administrations fiscales une vision globale des lieux où les bénéfices sont réalisés et distribués.

Relever les défis de l'économie numérique (Action 1).

L'économie numérique peut aggraver les risques BEPS à cause de l'importance des actifs incorporels, de la mobilité des utilisateurs, des effets de réseau et des plateformes multi-faces. Il est difficile de déterminer, à des fins fiscales ou autres, la localisation de certains actifs ou activités. La possibilité de centraliser l'infrastructure loin du marché et de vendre à distance dans ce marché ouvre la possibilité d'échapper à l'impôt, par exemple en fragmentant des activités locales. D'ici un an, un accord sera conclu afin que cela ne soit plus possible.

Faciliter l'application immédiate des actions BEPS en établissant un rapport sur la faisabilité d'un instrument multilatéral permettant de modifier les conventions fiscales bilatérales (Action 15).

Nombre de règles nationales et internationales visant à éviter la double imposition des personnes physiques et des entreprises s'enracinent dans les principes énoncés par la Société des nations dans les années 1920. Le *Modèle de convention fiscale de l'OCDE* est une référence pour la négociation, l'application et l'interprétation de plus de 3 000 conventions fiscales bilatérales en vigueur dans le monde, mais faute d'un mécanisme d'application immédiate, modifier les modèles de conventions fiscales ne fera que creuser l'écart entre ceux-ci et le contenu réel des conventions fiscales.

Lutter contre les pratiques fiscales dommageables (Action 5).

L'OCDE a publié en 1998 un rapport intitulé *Concurrence fiscale dommageable – Un problème mondial*, mais 15 ans plus tard, la crainte d'un nivellement fiscal par le bas est plus que jamais d'actualité. Pour combattre plus efficacement les pratiques fiscales dommageables, le Forum sur les pratiques fiscales dommageables est appelé à repenser ses travaux en donnant la priorité à l'amélioration de la transparence et à l'obligation d'échanger des renseignements sur les décisions administratives concernant les régimes préférentiels.

Extrait du blog initialement publié sur www.oecdinsights.org, 29 septembre 2014. Pour l'article complet, voir <http://oe.cd/lm>

Voir notre site internet : www.oecd.org/fr/fiscalite/beps.htm

Voir les Policy Briefs de l'OCDE sur les BEPS : www.oecd.org/policy-briefs

OCDE (2013), « Réaménager la fiscalité internationale. Plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices : un résumé », *L'Observateur de l'OCDE* N° 295, T2

Un nouveau paradigme pour la croissance

Entretien avec Dennis George, Secrétaire général de la FEDUSA, Afrique du Sud



Dennis George

Économie émergente au parcours hors norme, l'Afrique du Sud se retrouve depuis peu en proie à des difficultés économiques. Nous avons interrogé Dennis George, Secrétaire général de la FEDUSA, au sujet de leurs conséquences et des dispositions que le G20 et le gouvernement sud-africain devraient prendre pour que le pays renoue avec une croissance vigoureuse.

L'Observateur de l'OCDE : Le contexte économique mondial vous préoccupe-t-il ?

La Fédération syndicale d'Afrique du Sud (FEDUSA) est préoccupée par les dangereux écueils qui guettent l'économie mondiale. Ses perspectives sont incertaines et inégales, et la sortie progressive de l'assouplissement quantitatif aux États-Unis pourrait bien détourner les flux de capitaux des économies émergentes – ce qui serait cause d'instabilité pour l'Afrique du Sud – et se traduire par une très forte volatilité, voire porter un rude coup aux économies comme la nôtre. Depuis le début 2014, le ralentissement de l'activité en Afrique du Sud est tel que le ministre des Finances, Nhlhlanhla Musa Nene, a ramené à 1,4 % sa prévision de croissance du PIB pour cette même année. Des vents contraires soufflent sur notre économie : croissance atone, chômage de masse, instabilité des relations professionnelles, pressions inflationnistes, creusement du déficit public et aggravation du déficit de la balance courante.

Le ralentissement de la croissance a découvert les faiblesses et contraintes structurelles de l'économie sud-africaine. Les problèmes d'alimentation en électricité, le déficit de compétences, l'inadéquation des transports ou encore la piètre qualité des relations professionnelles et le manque de considération pour la négociation collective ne pourront être résolus qu'avec l'adoption d'un nouveau modèle de gouvernance par le gouvernement, les employeurs, les travailleurs et la société civile. L'éradication de la pauvreté, des inégalités et du chômage, enjeu essentiel s'il en est, doit s'engager d'urgence. Il faut sans tarder rendre la croissance plus inclusive et créer des emplois de qualité, et le secteur privé doit jouer un rôle plus actif à cet égard à travers l'investissement, pour renforcer l'intensité de main-d'œuvre de cette croissance.

Quelles sont les conséquences pour les Sud-Africains ?

À en croire le rapport *Statistics South Africa*, le chômage a légèrement fléchi au troisième trimestre 2014, passant de 25,5 % à 25,4 %. Toutefois, le taux de chômage seul ne suffit pas à dépeindre la situation du marché du travail. La durée du chômage est également révélatrice, surtout dans un pays où les prestations de substitution sont limitées.

La progression du chômage de longue durée est symptomatique des problèmes structurels du marché du travail, et il est à craindre que les chômeurs ne se découragent et perdent petit à petit leurs compétences et, partant, leur employabilité.

L'Afrique du Sud compte environ 5 millions de chômeurs, dont 1,7 millions de courte durée (entre trois mois et un an) et 3,3 millions de longue durée (entre un et cinq ans). L'économie pourrait s'en ressentir, aussi bien à court terme, du fait du recul de la demande globale avec la baisse de la consommation, qu'à long terme, puisque la croissance en est d'autant moins inclusive.

Quelles devraient être, selon vous, les priorités du G20 en général et de l'Afrique du Sud en particulier ?

Les partenaires sociaux, en Afrique du Sud, doivent unir leurs forces pour lever les contraintes structurelles et ainsi encourager l'investissement et créer des emplois de qualité grâce au développement de l'apprentissage et des programmes de développement des compétences destinés spécialement aux chômeurs de longue durée et aux femmes. Le cadre consultatif devrait répondre à un nouveau modèle de gouvernance, reposant sur un dialogue social constructif, la confiance et la collaboration pour donner des relais viables à un pacte social renégocié. Formaliser l'emploi par l'instauration de salaires minimums sectoriels, le respect des droits des travailleurs et les socles de protection sociale est, dès

Les entreprises sud-africaines doivent impérativement se tourner vers l'Afrique subsaharienne pour trouver de nouveaux débouchés

lors, indispensable pour élargir la classe moyenne et assurer une distribution équitable des revenus. L'aménagement du territoire est essentiel pour créer des emplois là où vivent les populations et réduire les coûts de transport pour les travailleurs.

L'Afrique du Sud jouit d'un immense potentiel sur le plan de l'économie verte et du développement rural, et doit soutenir l'un et l'autre pour inverser les flux migratoires, des villes vers les zones rurales, où le gouvernement devrait réaliser des investissements d'infrastructures pour attirer les fonds du secteur privé. La faiblesse de la demande en Union européenne, au Japon et aux États-Unis, nos traditionnels marchés d'exportations, met en difficulté nos entreprises orientées vers l'international, qui sont le moteur de notre économie. Ces entreprises doivent impérativement se tourner vers les pays d'Afrique subsaharienne pour trouver de nouveaux débouchés et ainsi redynamiser la croissance ; c'est ce que révèle la récente envolée des exportations de produits manufacturés vers les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe. La re-régulation du secteur financier et l'interdiction des prix de transfert permettraient de protéger la base d'imposition nationale, de réduire le déficit budgétaire et de stabiliser la dette publique.

Voir www.fedusa.org.za.

Brisbane



Kayaking, Brisbane River, Brisbane



It's no secret that Brisbane is alive with excitement. Its flair is for the original, its entertainment is fresh and youthful, it thrives with laneway markets, fine food restaurants and open air cafes. Urban villages populate inner city precincts where you can stroll with the warm breeze on your bare arms. It's a city where the air is filled with optimism and a sense of adventure is heavy on the ground. Discover world-class contemporary art, cultural and sporting highlights. And, of course, it's about a long-standing love affair with the outdoors. From pristine beaches to lush mountain hideaways on the Scenic Rim, from a gently winding river to the aquatic paradise of Moreton Bay, Brisbane truly is a place where feeling alive comes naturally.

queensland.com

Risque de déflation en Europe

L'OCDE ne croit pas à l'installation de la déflation en zone euro, mais le risque s'accroît.

Les prix à la consommation n'augmentent aujourd'hui pratiquement plus en zone euro. Le faible taux d'inflation actuel pourrait-il céder la place à une période de déflation et, dans l'affirmative, avec quelles conséquences ?

L'inflation en zone euro diminue régulièrement depuis trois ans (graphique), contrariant les anticipations des marchés financiers et des prévisionnistes. En septembre 2014, le taux d'inflation dans la zone n'était que de 0,3 % en glissement annuel, et négatif dans six pays dont trois enregistraient des baisses des prix à la consommation depuis trois mois consécutifs. Cette situation s'explique essentiellement par le marasme économique persistant et la baisse récente des prix de l'énergie, mais les réformes structurelles destinées à stimuler la concurrence et à rétablir la compétitivité dans les pays périphériques sont aussi en cause.

À l'évidence, le risque d'un taux d'inflation négatif s'accroît, et une telle évolution pourrait avoir de graves répercussions. La déflation pourrait aggraver la faiblesse de la demande en zone euro, de plusieurs manières.

Premièrement, la baisse des prix implique que les taux d'intérêt réels (taux nominaux corrigés de l'inflation) peuvent rester bloqués à des niveaux excessivement élevés, alors que les autorités monétaires ne peuvent descendre les taux au-dessous de zéro.

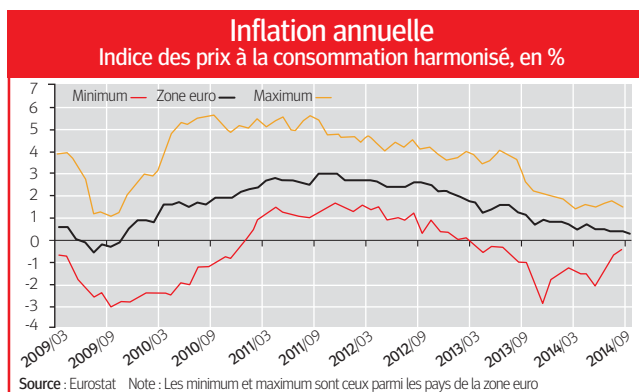
La déflation augmente aussi la valeur réelle d'un encours nominal donné d'endettement, de sorte que la charge de la dette des emprunteurs publics et privés s'alourdit et que la richesse est déplacée vers les créanciers. Vu que ceux-ci épargnent souvent une grande partie de leurs revenus réels supplémentaires, tandis que les emprunteurs ont généralement plus de propension à dépenser, le résultat est une baisse de la dépense totale.

En outre, la déflation pourrait encourager les consommateurs à différer leurs dépenses dans l'attente d'une baisse des prix.

Enfin, l'inflation négative signifie généralement que les ajustements nécessaires des salaires réels relatifs entre les secteurs ou régions ne peuvent être opérés que par des réductions généralisées des salaires nominaux, qui ne peuvent habituellement intervenir qu'en période de stagnation économique, lorsque garder son emploi est jugé plus important que préserver son salaire.

La déflation n'est pas un phénomène inconnu dans la zone OCDE. Le dernier exemple en date est celui du Japon, où l'inflation n'est que récemment redevenue positive après plus de 15 ans de déflation. La Suisse enregistre aussi une inflation annuelle négative depuis près de trois ans. Dans la zone euro, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal ont tous connu des périodes de baisse des prix durant la crise, lesquelles, conjointement avec un net recul des prix des matières premières, ont contribué à faire passer l'inflation brièvement au-dessous de zéro dans l'ensemble de la zone.

Le risque actuel de déflation en zone euro est plus inquiétant économiquement que cet épisode transitoire antérieur. De fait, la faible inflation a déjà une incidence négative. Les pays de la zone euro ayant la même monnaie et ne pouvant utiliser le taux de change nominal pour réduire les déséquilibres extérieurs entre les États membres, les



ajustements requis doivent intervenir via une croissance différentielle des salaires et des prix nominaux. Mais lorsque les hausses des salaires nominaux sont très faibles dans l'ensemble de la zone, un pays ne peut diminuer le niveau de ses salaires relatifs qu'en baissant les salaires nominaux. Or, comme on l'a déjà noté, des réductions des salaires nominaux ne sont généralement possibles qu'en cas de grande atonie économique. Ce n'est pas un hasard si les plus fortes baisses des salaires ont été observées jusqu'ici dans des économies comme l'Espagne et la Grèce, où le chômage a atteint des sommets.

Une très faible inflation rend aussi l'assainissement budgétaire plus difficile politiquement. Certains pays gèlent les dépenses nominales pour assurer une réduction des dépenses réelles via l'inflation, mais ces mesures n'ont qu'un intérêt budgétaire limité dans un environnement de faible inflation.

Malgré les risques, l'OCDE ne croit pas à la déflation en zone euro. La Banque centrale européenne est déterminée à utiliser les instruments non conventionnels prévus par son mandat pour éviter une période prolongée de faible inflation, et les mesures annoncées depuis juin devraient y contribuer. La réorientation monétaire en cours aux États-Unis, associée à un assouplissement plus marqué en zone euro, a déjà conduit à une dépréciation de l'euro contre le dollar, qui exerce une pression à la hausse sur les prix en Europe. En outre, le freinage exercé sur la demande par l'assainissement budgétaire s'atténue aujourd'hui. Avec le renforcement de la demande, l'inflation devrait se rapprocher de la fourchette cible de la BCE, même si elle est appelée à rester bien au-dessous de cette fourchette pendant quelque temps encore.

Cependant, si la déflation n'est pas le scénario central de l'OCDE, il faut se garder d'un excès d'optimisme. Il est vrai que les anticipations d'inflation à long terme sont restées bien ancrées autour de la définition de la stabilité des prix de la BCE. Mais l'expérience du Japon dans les années 1990, où des prévisions similaires de l'inflation à long terme n'ont jamais permis de prévoir la déflation cinq à dix ans à l'avance, donne à réfléchir. Alors que l'inflation réelle dans ce pays diminuait, les anticipations à long terme se sont ajustées à la baisse, mais même une fois la déflation installée, elles sont restées (à tort) positives. Plus longtemps l'inflation effective se maintient bien au-dessous de 2 %, plus la probabilité d'un désancrage des anticipations de long terme par rapport à l'objectif de la BCE s'accroît, rendant encore plus difficile le retour dans la fourchette fixée comme objectif.

Voir www.oecd.org/fr/eco/perspectives-economiques.htm

Mettre fin au gaspillage alimentaire



Neil Barrett
Vice-Président en charge du
développement durable, Sodexo

Chaque année, presque un tiers de la production alimentaire mondiale est jeté, alors même que des centaines de millions de personnes souffrent de la faim.

Chaque jour, 980 millions de personnes souffrent de la faim, mais la pénurie n'en est pas la cause. La production alimentaire est largement suffisante pour nourrir la planète aujourd'hui et demain ; on estime même que ce qui est gaspillé aux États-Unis et en Europe permettrait de nourrir une population trois fois plus nombreuse. Cependant, une personne sur cinq souffre de la faim, et les efforts pour augmenter la production agricole menacent d'accélérer les changements climatiques. Or, ce n'est pas une fatalité.

Le véritable problème est que les pertes et gaspillages au niveau de la production, la distribution, la préparation et la consommation représentent chaque année environ un tiers (1,3 milliard de tonnes) de la production totale de nourriture destinée à l'alimentation humaine. Comment remédier à cette situation ?

Sodexo, prestataire de services de qualité de vie pour 75 millions de consommateurs chaque jour, s'attaque au problème du gaspillage alimentaire en considérant tous les aspects de la production et de la distribution et en menant des campagnes de communication et de sensibilisation ciblant employés et consommateurs. En agissant sur les différents maillons de la chaîne, Sodexo, avec ses 428 000 employés, apporte sa pierre à l'édifice, et peut suivre ses résultats et progrès.

Notre position dans la chaîne de valeur et notre champ d'activité économique nous donnent les moyens de promouvoir une consommation plus efficiente. Notre présence tout au long de la filière, de la ferme à la table puis à la poubelle, nous permet d'avoir une vue d'ensemble de tous les aspects du gaspillage alimentaire, et de nous assurer que les efforts pour le réduire dans un domaine n'en génèrent pas dans un autre.

Pour savoir où se situent les plus gros gaspillages, et où il serait judicieux d'introduire des innovations, il faut une collaboration tout au long de la chaîne de valeur. Il est donc nécessaire et important de participer aux forums réunissant des acteurs publics et privés, où collaboration, partage des bonnes pratiques et innovation sont « institutionnalisés » comme moyens de garantir les intérêts mutuels des entreprises et la réduction du gaspillage.

« Pour savoir où se situent les plus gros gaspillages, il faut une collaboration tout au long de la chaîne de valeur »

Le gaspillage alimentaire n'est pas la seule préoccupation de nos clients et consommateurs ; la salubrité, la qualité, la traçabilité des aliments et l'homogénéité des produits tout au long de la chaîne de valeur, qui traverse parfois continents et océans, comptent également. Le poisson d'élevage pêché de façon non durable au large de l'Amérique du Sud et laissé sur le bord de l'assiette à Londres peut, à long terme, priver les habitants des côtes péruvienne et équatorienne de leurs principales sources de protéines et moyens de subsistance.

Comment donner aux consommateurs les moyens d'agir, les informer de l'impact de leurs comportements, les rendre heureux de leur contribution ? Chaque année, Sodexo organise la WasteLESS Week, qui mobilise des centaines de consommateurs, personnels des entreprises, enseignants et étudiants de tous niveaux, autour du gaspillage alimentaire. Le message clé de la WasteLESS Week est simple : moins de gaspillage, c'est une vie meilleure pour tous. En responsabilisant chaque individu, elle permet à tous, employés, consommateurs ou clients, de mieux comprendre les liens entre actes individuels et qualité de vie collective.

La vie ne saurait être meilleure que dans un monde où la nourriture produite pour l'alimentation humaine est entièrement consommée, et où chacun, où qu'il soit, peut manger à sa faim.

Visitez www.sodexofoundation.org

Sponsorisé par


QUALITY OF LIFE SERVICES

L'économie australienne

Philip Hemmings, Département des affaires économiques de l'OCDE



Andre Dobroskok/Licence accordée à Shutterstock

L'économie australienne a été l'une des plus performantes de la zone OCDE, mais elle est aujourd'hui confrontée à des défis majeurs.

Le revenu par habitant de l'Australie, même corrigé du coût de la vie, est l'un des plus élevés de la zone OCDE. Ces dernières années, le niveau de vie a été stimulé par l'envolée des prix des produits de base et des volumes d'exportations, qui a renforcé le pouvoir d'achat du dollar australien à l'étranger et suscité des investissements massifs en nouvelles installations de transformation des

ressources naturelles, comme en témoignent les marchés ambitieux passés avec des entreprises japonaises du secteur de l'énergie pour la construction d'usines de traitement du gaz naturel liquéfié. Le chômage est par ailleurs relativement bas.

L'Australie obtient aussi des résultats remarquables dans les indicateurs de bien-être, notamment la vie sociale, l'engagement civique et la santé (voir page 32).

Néanmoins, les prix des produits de base ont atteint leur record. Dans les secteurs

exportateurs clés du charbon et des minerais de fer, les prix baissent, détériorant les termes de l'échange et dépréciant le dollar australien. En outre, les investissements dans les ressources naturelles arrivent à saturation. L'Australie devra donc s'adapter grâce à d'autres activités économiques comme le tourisme et d'autres services destinés à la région Asie-Pacifique, sous l'impulsion d'un taux de change plus compétitif.

L'explosion des prix des logements dans certaines agglomérations fait craindre un possible réajustement, comme cela s'est produit dans certaines économies de l'OCDE. Cette explosion constitue un bienfait relatif pour l'économie australienne. Elle a certes entraîné la construction de nouveaux logements, contrebalançant de façon opportune le repli d'activité dans le secteur des ressources naturelles, et renforcé la confiance des ménages. Mais elle soulève des questions en termes de coût du logement, et un éventuel effondrement des prix représente un risque macroéconomique. Bien entendu, la Banque centrale et les autorités de réglementation financière suivent de près l'évolution de la situation.

Pour résumer, le rééquilibrage en faveur des secteurs non liés aux ressources risque de ne pas se faire sans heurts. Les scénarios les plus pessimistes font intervenir un événement extérieur. Par exemple, une chute brutale des prix des produits de base pourrait entraîner une très forte dépréciation du taux de change, les investisseurs se débarrassant alors de leurs actifs australiens. Cette situation difficile pourrait empirer si les secteurs non liés aux ressources tardaient à profiter des conditions favorables résultant de la baisse du taux de change. Pour être préparé à de telles éventualités, il faut un arsenal budgétaire fourni pour résister à une récession et appuyer la reprise si nécessaire. C'est pourquoi, alors que la dette publique et le déficit budgétaire australiens soutiennent la comparaison au niveau international, l'objectif public d'un excédent budgétaire d'ici le début des années 2020 est bien accueilli. Cette politique aidera aussi les décideurs australiens à affronter les problèmes à plus long terme, par exemple le vieillissement de la population. Même si ce phénomène n'est pas aussi rapide que dans d'autres pays de l'OCDE, il ne sera

pas simple de garantir un revenu suffisant aux retraités et de financer des dépenses de santé toujours plus lourdes.

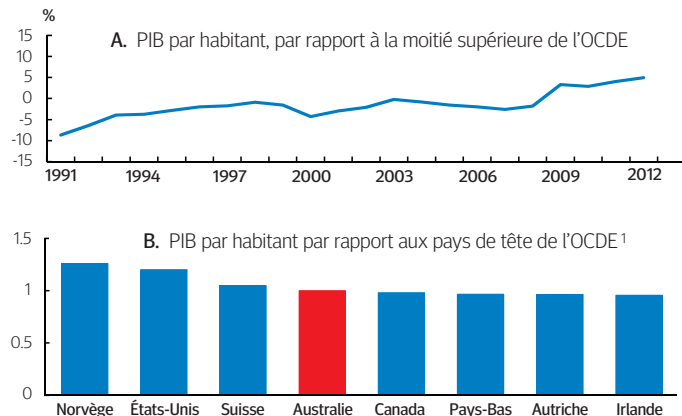
Pour améliorer le niveau de vie moyen en Australie, il faudra un relèvement de la productivité dans la quasi-totalité des secteurs, et les pouvoirs publics devront déployer des efforts constants et résolus pour instaurer des conditions macroéconomiques et structurelles plus favorables pour les entreprises, renforcer les compétences des travailleurs, et accroître encore l'efficacité des services publics.

Il ne suffit pas de relever le niveau de vie moyen, cependant, pour s'assurer du caractère inclusif de la croissance. Sur le plan des inégalités et de la pauvreté relative, les performances australiennes sont moyennes. En particulier, malgré plusieurs décennies d'attention de la part des pouvoirs publics, d'importants écarts socioéconomiques subsistent entre les Aborigènes et le reste des habitants. Les Aborigènes, qui représentent environ 3 % de la population, ont une espérance de vie inférieure d'une dizaine d'années à la moyenne nationale, et leur taux d'emploi est de 25 points de pourcentage plus faible.

L'Australie doit relever plusieurs défis environnementaux. Le changement climatique y menace particulièrement la faune et la flore, ainsi que la production agricole. Les autorités se sont saisies de la question et finissent actuellement d'élaborer un mécanisme de réduction des gaz à effet de serre en remplacement de la taxe carbone, abrogée. De plus, une grande partie de la population vit dans des villes ou des banlieues étendues, organisées en fonction des déplacements en voiture, induisant des embouteillages, une pollution locale de l'air et un gaspillage d'énergie. L'Australie rencontre également des difficultés pour assurer son approvisionnement en eau et atténuer les risques de sécheresse.

Dans l'ensemble, l'Australie est bien équipée pour traiter ces problèmes. Les cadres et mécanismes institutionnels d'élaboration des politiques ont fait leurs preuves, et les réformes des politiques publiques sont habituellement motivées par le pragmatisme de la réflexion économique.

Une performance solide



Source : OCDE (2014), *Base de données des comptes nationaux* et *Base de données sur la productivité*.

1 Le PIB est mesuré par habitant, en USD aux prix constants de 2005 (année de référence de l'OCDE), sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) constantes. La valeur « 1 » correspond au niveau moyen du PIB par habitant de la moitié supérieure de la distribution des pays de l'OCDE. Le classement des pays repose sur leurs résultats de 2012.

L'Australie est à la pointe de l'action publique dans de nombreux domaines. Sur le front de l'emploi, par exemple, elle a été l'un des premiers pays à recourir à des marchés incitatifs avec des agences de recrutement privées pour aider les chômeurs à retrouver du travail. Mais il existe des domaines où l'Australie doit s'améliorer. Prenons les infrastructures de transport : elles souffrent de lacunes évidentes et, plus généralement, il est difficile d'assurer la rentabilité des investissements existants. Les résultats éducatifs pourraient également être meilleurs. Ainsi, le score obtenu par l'Australie selon l'enquête PISA de l'OCDE, qui compare les résultats des élèves de 15 ans à l'échelle internationale, est supérieur à la moyenne de la zone OCDE mais inférieur à celle des pays les mieux classés.

Dans une *Étude économique de l'Australie* à paraître, l'OCDE évalue les progrès accomplis. Elle résume l'évolution des politiques monétaire et budgétaire, ainsi que les réformes structurelles menées dans plusieurs secteurs. En outre, elle examine en profondeur le système australien de prélèvements et de prestations, en étudiant les possibilités de modification de la structure fiscale pour favoriser la croissance. Elle étudie également les rôles et responsabilités au sein du système fédéral. Les dépenses des États

australiens, notamment, sont largement supérieures aux recettes provenant de leurs propres bases d'imposition, la différence étant comblée par d'importants transferts (dont certains sont assortis de conditions) depuis l'administration centrale. Ce déficit contribue à l'avancement de la mise en œuvre des stratégies nationales, mais implique une moindre autonomie des États.

L'économie australienne a brillé ces dernières années : elle a fait partie du cercle très restreint des pays de l'OCDE qui ont échappé à une récession lors de la crise financière mondiale de 2008-2009, et a exploité sa situation géographique et mobilisé des ressources pour nouer des relations commerciales et d'investissement en Asie. Avec les bonnes politiques économiques, les Australiens peuvent rêver d'un avenir encore plus radieux au cours des prochaines années.

Références

OCDE (2014, à paraître), *Études économiques de l'OCDE : Australie 2014*, Éditions OCDE, Paris

Voir également la page www.oecd.org/fr/australie.

Pour plus d'informations sur le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA), voir la page www.oecd.org/pisa.

Le « pays heureux »



Stefano Guzzetti/Licence accordée à Shutterstock

L'Australie est connue comme le « pays chanceux », avec son climat ensoleillé, ses plages magnifiques et son mode de vie décontracté. Mais saviez-vous que c'est également un pays « heureux », du moins selon les mesures du bien-être ?

En effet, l'Australie dépasse la moyenne sur quasiment tous les 11 aspects du bien-être mesurés par l'indicateur. Les résultats sont exceptionnels sur l'environnement et la santé. Les Australiens respirent un air des plus purs, qui compte beaucoup moins de ces particules fines qui s'infiltrent dans les poumons que de nombreux pays : seulement 13,1 microgrammes de PM10 par mètre cube, contre 20,1 microgrammes dans l'OCDE. Ils peuvent en outre espérer vivre jusqu'à 82 ans en moyenne, contre 80 dans l'OCDE. En plus d'être en bonne santé, ils ont également un grand sens civique, grâce notamment au vote obligatoire : 93 % des électeurs ont voté à la dernière élection générale, soit le plus haut pourcentage de la zone OCDE.

Les régions australiennes sont également heureuses. De fait, selon le nouvel Indicateur

régional du bien-être, les huit régions australiennes font partie des 20 % de régions où la vie est la plus agréable parmi 362 prises en compte en termes d'engagement civique, d'environnement et de revenu. Même les régions australiennes les moins performantes font mieux que la moyenne de l'OCDE sur la plupart des indicateurs retenus.

Le tableau n'est cependant pas idéal. Les régions australiennes enregistrent de vastes disparités, particulièrement dans les domaines de la santé et de la sécurité, où le pays se classe quatrième et cinquième parmi les plus mauvais en termes de disparités. L'éducation pose aussi problème dans certaines régions : la part de travailleurs vivant dans les régions australiennes les moins performantes et possédant au moins un diplôme de l'éducation secondaire est de 8 points de pourcentage plus basse que la moyenne de l'OCDE.

Le plus surprenant est peut-être le faible score de l'Australie sur l'équilibre entre travail et vie privée : plus de 14 % des salariés travaillent plus de 50 heures par semaine, soit

bien plus que la moyenne de l'OCDE de presque 9 %. Ce chiffre contredit la réputation de mode de vie décontracté du pays. Les utilisateurs australiens de l'Indicateur du vivre mieux l'ont d'ailleurs bien souligné, en faisant de l'équilibre entre travail et vie privée le critère le plus important d'une vie meilleure.

L'Australie a-t-elle toujours été heureuse ?

Selon un rapport récent de l'OCDE, *Comment vivait-on ?*, l'Australie était déjà une destination de choix au XIX^e siècle. Avec l'Europe occidentale, le Canada et les États-Unis, l'Australie a énormément profité des progrès techniques de la Révolution industrielle. Logiquement pour une nouvelle colonie britannique, l'Australie affichait le PIB par habitant le plus bas des pays développés en 1820, mais elle progressait déjà sur d'autres aspects du bien-être. Ses habitants étaient plus grands que les Européens, grâce à une meilleure alimentation et à moins de maladies. L'Australie était et reste l'un des endroits les plus sûrs au monde, même lorsqu'elle est engagée dans des conflits comme la Seconde Guerre mondiale. Et même à cette époque, c'était l'un des pays les plus avancés en matière d'égalité des sexes, puisque les Australiennes ont été parmi les premières au monde à pouvoir voter et n'ont pas souffert du grand retard en matière d'instruction qu'ont connu les femmes de la plupart des pays développés jusqu'aux années 1950.

En résumé, si le soleil et la plage contribuent probablement au bonheur des Australiens, ils ont plusieurs autres raisons de se sentir heureux dans leur pays.

Justin Dupré-Harbord

Références

www.oecdbetterlifeindex.org/fr

www.oecdregionalwellbeing.org

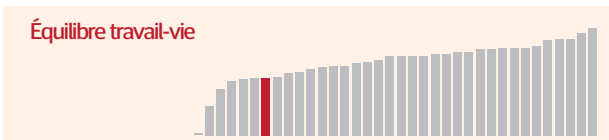
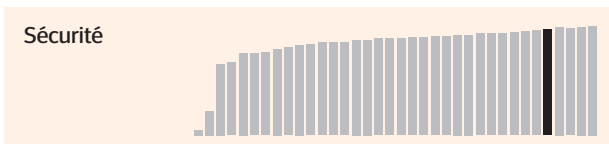
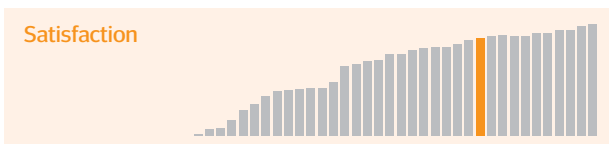
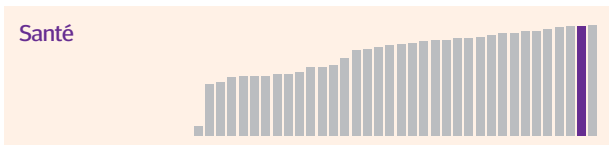
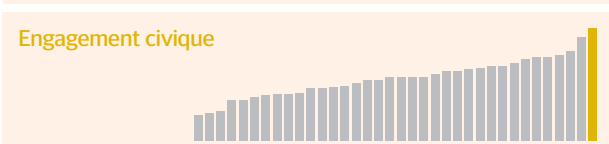
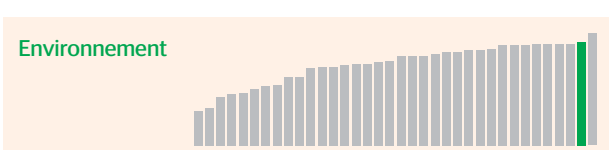
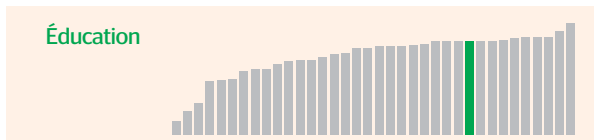
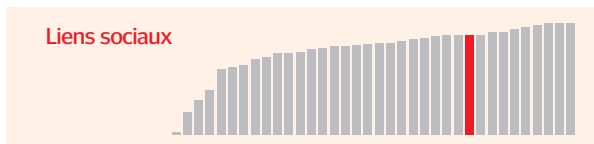
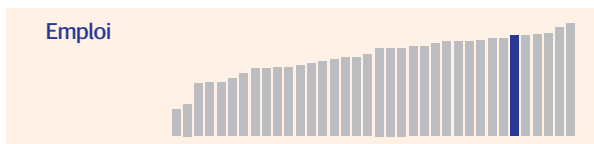
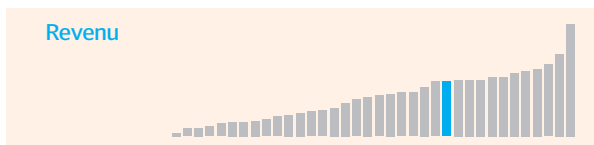
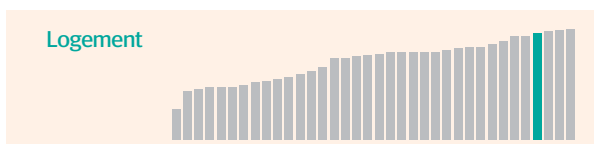
OCDE (2014), *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être local et régional pour les politiques publiques*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264223981-fr>.

van Zanden, J.L., et al. (éd.) (2014), *Comment vivait-on ? Le bien-être à l'échelle mondiale depuis 1820*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264214262-en>

Le bien-être en Australie

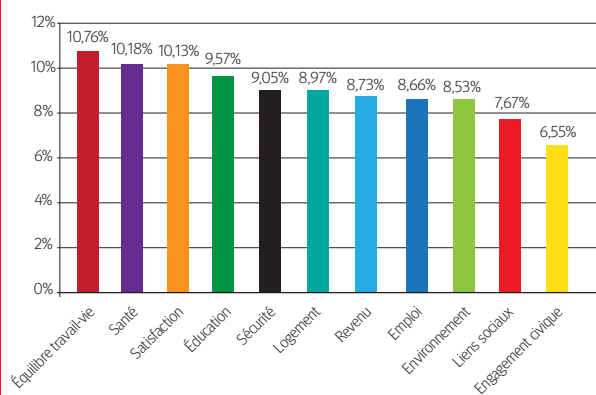
Classement de l'Australie sur les 11 dimensions du bien-être

Classement sur 36 pays



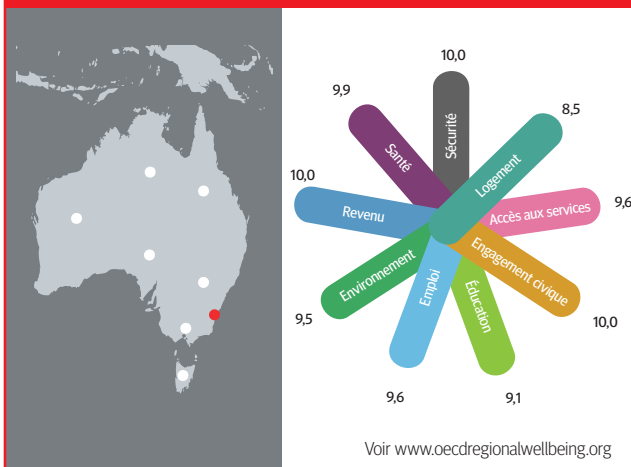
Voir www.oecdbetterlifeindex.org/fr

Classement des aspects du bien-être par les utilisateurs de l'Indicateur du vivre mieux en Australie



Les utilisateurs australiens accordent une plus grande importance à l'équilibre entre travail et vie privée, à la santé et à la satisfaction à l'égard de la vie.

Le bien-être à Canberra (territoire de la capitale australienne) Score sur 10



Voir www.oecdrregionalwellbeing.org

L'Australie et l'Asie : la force de la proximité

Tim Harcourt, chargé de cours en économie à la Australian School of Business de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud (UNSW), Sydney*



L'Australie s'est imposée comme une force du G20 dans la région Asie-Pacifique, et s'embarque maintenant sur une nouvelle vague qui la porte un peu plus loin dans le siècle asiatique.

Il y a près de 50 ans, dans *The Tyranny of Distance*, Geoffrey Blainey affirmait que la situation géographique de l'Australie avait façonné sa psychologie. La distance séparant l'Australie de ses anciens colons européens, mais aussi des États-Unis, faisait craindre pour sa future prospérité économique.

Au même moment, dans *The Lucky Country*, Donald Horne décrivait une Australie aux ressources abondantes mais trop peu confiante intellectuellement pour exploiter pleinement sa richesse naturelle. Lee Kuan Yew, qui fut longtemps Premier ministre de Singapour, n'avait-il pas prédit que l'Australie risquait de devenir le vilain petit canard désargenté de l'Asie, et affirmé que la richesse naturelle, aussi vaste soit-elle, n'était ni nécessaire ni suffisante pour garantir la prospérité à long terme ?

Dans les années 1960 pourtant, le Japon avait remplacé le Royaume-Uni en tant que principal partenaire commercial de l'Australie, et le rapprochement avec la région Asie-Pacifique était lancé. La relation économique de l'Australie avec l'Asie ces 50 dernières années s'est construite en quatre vagues, avec pour point culminant l'émergence du commerce des services. L'Australie surfe encore sur cette dernière

vague, qui l'a portée de la tyrannie de la distance à la force de la proximité.

Première vague : Black Jack sur le rivage japonais, 1957-1972

En 1957, 12 ans à peine après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le ministre australien du Commerce, John « Black Jack » McEwen, signe un accord commercial avec le Japon. Cet accord offre à l'Australie une position privilégiée en Asie, et lance la tradition australienne d'un soutien bipartite à une présence commerciale accrue dans la région. S'en est suivie une multiplication des échanges et, plus tard, des investissements entre le Japon et l'Australie, notamment dans le minerai de fer, le charbon et le gaz naturel. En 1966, le Japon est un partenaire commercial clé. De nation ravagée par la guerre, il est devenu une économie mondiale imposante et prospère.

Deuxième vague : cap sur la Chine, 1972-1982

Pendant que le Japon fait son retour sur la scène économique mondiale, suivi par la Corée et une poignée d'autres économies asiatiques en rapide expansion, la Chine reste quant à elle fermée au monde, et déploie peu d'activité économique hors de ses frontières. Les relations entre l'Australie et la Chine se réchauffent pourtant considérablement lorsque Gough Whitlam, alors leader de l'opposition, se rend à Pékin en 1971, et qu'en 1972, devenu Premier ministre, il établit des relations diplomatiques officielles avec le pays. C'est en partie grâce à cette initiative,

et au soutien de l'Australie à l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) 20 ans plus tard, que la Chine considère aujourd'hui l'Australie comme un partenaire économique clé.

Troisième vague : la fin de la barrière douanière, 1983-2008

L'avertissement du singapourien Lee Kuan Yew revient hanter l'Australie pendant la récession de 1982-83 où, malgré un boom des ressources, l'économie stagne, sous le poids de taux de chômage et d'inflation à deux chiffres. À l'époque, de nombreux pays de l'OCDE connaissent la même situation. Pour y remédier, le gouvernement entreprend avec succès des réformes pour ouvrir l'économie australienne et la tourner davantage vers l'Asie, tout en maintenant la cohésion sociale grâce à un accord avec

l'agroalimentaire moderne pourrait aider l'Australie à progresser sur la chaîne de valeur en passant du boom minier au boom alimentaire

le Conseil australien des syndicats (ACTU). Plusieurs mesures, de marché et sociales, sont prises : le dollar australien devient une monnaie à taux de change flottant, les marchés financiers sont réformés, et un système d'assurance-maladie universel ainsi qu'un régime de retraite sont créés. Parallèlement, le système éducatif est réformé dans l'optique d'un accroissement de la productivité.

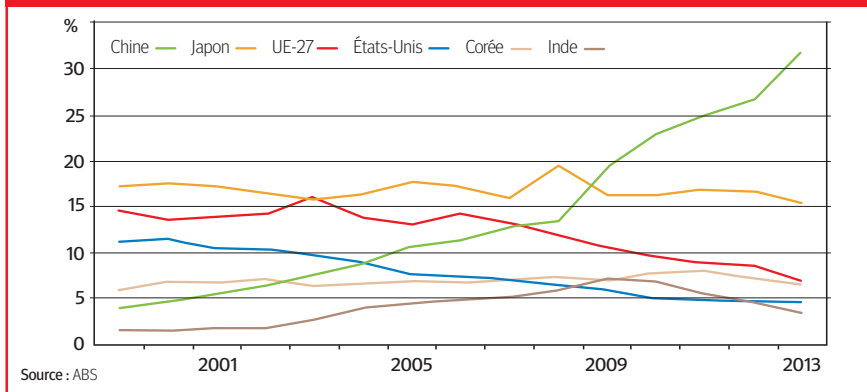
Sur le front des échanges, la barrière douanière qui isolait l'Australie depuis un siècle tombe. L'Australie fait sienne la libéralisation des échanges prévue par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et son successeur l'OMC, et elle contribue au lancement de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique).

Quatrième vague : l'Australie entre résolument dans le siècle asiatique

L'Australie connaît actuellement la quatrième phase de son rapprochement avec l'Asie. Dans ses partenaires commerciaux, la Chine a pris la place du Japon, et le nouvel ordre économique mondial est à nouveau défavorable à l'Australie sur le plan des

Exportations australiennes par destination

Par an, en pourcentage de la valeur totale



échanges. À la Chine et l'Inde s'ajoutent plusieurs pays émergents de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) qui vont façonner cette nouvelle phase.

La quatrième vague sera différente pour l'Australie. Premièrement, nous disposons de plateformes dans l'ASEAN, en Chine et en Inde, qui nous facilitent l'accès aux nouveaux marchés frontaliers que sont le Laos, le Cambodge et le Myanmar dans le delta du Mékong (qui font également partie du programme de l'OCDE pour l'Asie du Sud-Est), et la Mongolie et le Kazakhstan en Asie centrale.

Deuxièmement, si nos grandes entreprises ont déjà noué des liens avec l'Asie, la nature des chaînes d'approvisionnement mondiales et du régionalisme ouvert signifie que les choses vont se compliquer pour les petites et moyennes entreprises (PME) australiennes. À l'heure actuelle, sept des 10 principales destinations de leurs exportations sont en Asie.

Troisièmement, les services vont jouer un rôle plus important dans cette vague. Le secteur minier et l'agriculture – « rocks and crops », comme disent les Australiens – continueront de représenter l'essentiel des recettes d'exportations vers l'Asie, mais nos points d'ancrage asiatiques vont se multiplier car le commerce des services favorise des relations plus vastes et plus profondes entre les peuples. Les villes chinoises de taille moyenne telles que Chongqing et Chengdu, et certaines

régions d'Inde, de Mongolie, du Kazakhstan et d'Asie du Sud-Est regorgent d'architectes et d'ingénieurs australiens. L'Australie est également bien placée pour répondre à la hausse de la demande alimentaire en exportant davantage de sa production. L'agroalimentaire moderne, qui est aussi une affaire de services, pourrait aider l'Australie à progresser sur la chaîne de valeur en passant du boom minier au boom alimentaire.

Bref, les exportations de biens constituent un socle sur lequel le commerce des services peut s'appuyer pour se développer dans l'ensemble de la région et y déployer son lot d'opportunités d'investissement et de niches pour les PME, tout en favorisant une intégration globale et régionale plus riche.

Cette quatrième phase ne sera pas sans heurts pour l'Australie, qui sera notamment plus exposée aux crises et plus tributaire des fluctuations de la demande chinoise. La proximité a ses inconvénients, qui ne doivent néanmoins pas faire oublier ses avantages. Prenons l'exemple du changement climatique : s'il menace grandement toutes nos économies, il représente une formidable opportunité pour les exportateurs australiens de services environnementaux, notamment dans les secteurs de la construction, des transports et des infrastructures écologiques en Chine, Inde et Indonésie.

La relation économique de l'Australie avec la Chine a connu de nombreux

rebondissements, notre pays ayant dû s'adapter au paysage économique changeant de la région. En relevant ces défis et en se tournant résolument vers ses voisins asiatiques, l'Australie est devenue l'une des économies les plus ouvertes et les plus florissantes du monde. Alors que l'Australie accueille le Sommet du G20 à Brisbane, des premiers signes montrent que, dans cette quatrième vague, l'Australie commence vraiment à tirer un réel profit de la force de la proximité dans le siècle asiatique.

*Tim Harcourt est l'auteur de *Trading Places: The Airport Economist's Guide to International Business*. Il a également été économiste en chef à Austrade, la Commission australienne du commerce. Voir www.theairporeconomist.com

Références

Blainey, Geoffrey (1966), *The Tyranny of Distance: How Distance Shaped Australia's History*, Sun Books, Melbourne

Harcourt, Tim (2014), *Trading Places: The Airport Economist's Guide to International Business*, UNSW Press, Sydney

Horne, Donald (1964), *The Lucky Country: Australia in the Sixties*, Penguin Books, Australie

Trading Places

The Airport Economist's guide to international business

Tim Harcourt

RRP AU\$34.99;

NZ\$42.99

Octobre 2014

ISBN 9781742234106

NEW SOUTH



Pour demander un exemplaire de service de presse ou un entretien :

Rosina Di Marzo, attachée de presse

t 02 8936 0016

m 0410 003 041

e r.dimarzo@newsouthbooks.com.au

w www.newsouthbooks.com.au

L'Australie et l'OCDE

Débat, persuasion et adhésion

Peter Carroll, Tasmanian School of Business and Economics, Université de Tasmanie.

L'Australie n'est pas un membre fondateur de l'OCDE, créée en 1961. Ce n'est qu'après 10 ans d'un débat maintes fois relancé qu'elle a présenté sa candidature.

Dès 1961, le Trésor australien et le ministère des Affaires étrangères (DEA), dans une moindre mesure, n'eurent de cesse de faire entrer l'Australie à l'OCDE. Mais la prudence l'emporta, d'autres craignant qu'une adhésion, du moins à brève échéance, nuise aux intérêts, notamment commerciaux, du pays. En effet, l'Australie prônait un accès renforcé des produits agricoles aux marchés de l'OCDE dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et bénéficiait d'un certain soutien des pays en développement, soutien qu'elle risquait de perdre en rejoignant le « club des pays riches ». En outre, pour les opposants à l'adhésion, les politiques économiques

protectionnistes de l'Australie n'étaient pas compatibles avec la libéralisation prônée par l'OCDE.

Au début, le Premier ministre de l'époque, Robert Gordon Menzies, n'était pas non plus convaincu par cette adhésion, et nul doute que l'avis de son Vice-Premier ministre, l'influent John « Black Jack » McEwen, par ailleurs chef du Country Party, et la position du ministère du Commerce, dirigé par ce même McEwen, l'ont alors incité à temporiser. En 1960 par exemple, se rangeant à l'avis de McEwen, le Conseil des ministres jugea l'adhésion de l'Australie à l'OCDE prématurée. L'hésitation australienne fut ensuite entretenue par l'annonce de la Grande-Bretagne de son intention de rejoindre la Communauté économique européenne (CEE). L'officialisation de la candidature britannique en 1961 fut un grand choc pour le gouvernement Menzies. Pour le DEA, cette

décision signalait potentiellement le déclin et, à terme, la disparition du Commonwealth. Par ailleurs, la Couronne britannique serait-elle à même de représenter les intérêts de l'Australie auprès d'organisations telles que l'OCDE, récemment créée, et la CEE, en cas d'issue favorable de cette candidature ? Adhérer à l'OCDE aurait permis à l'Australie d'être moins tributaire de la Grande-Bretagne de ce point de vue, mais à l'époque, il n'en fut pas question.

Le 21 février 1963, le Premier ministre est informé que le Japon souhaite devenir membre à part entière de l'OCDE et qu'il y a peut-être là une opportunité pour l'Australie. Les avantages économiques et politiques d'une adhésion se précisent alors. Mais McEwen et le ministère du Commerce mettent une nouvelle fois leur veto, estimant que devant l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Australie devait privilégier sa qualité de membre de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) et ne pas mettre en danger ses relations avec les pays d'Asie du Sud-Est, d'autant que des négociations du GATT sur l'agriculture étaient en cours. À ce stade, McEwen avait déjà manifesté un fort soutien à un rapprochement commercial avec le Japon, et son opposition à l'entrée à l'OCDE allait quelque peu s'infléchir.

Cinq principaux avantages

De 1964 à 1965, le DEA, avec le soutien du Trésor, tente une nouvelle fois de convaincre le Conseil des ministres de donner un avis favorable à l'adhésion à l'OCDE. Cinq principaux avantages sont avancés. Premièrement, l'adhésion permettrait aux intérêts de l'Australie d'être représentés au « principal forum occidental traitant des questions économiques et financières de première importance pour l'Australie ». Deuxièmement, elle ouvrirait les portes du Comité d'aide au développement (CAD), « l'un des comités les plus porteurs de l'OCDE », et permettrait de « mieux faire connaître les activités d'aide au développement de l'Australie ». Troisièmement, le pays aurait ainsi un accès privilégié aux travaux de l'OCDE dans un vaste éventail de domaines (politique scientifique et agriculture, notamment). Quatrièmement, l'Australie intègrerait le

L'OBSERVATEUR de l' OCDE

LE CONSEIL MINISTERIEL DE L'OCDE PRÉCONISE DE
RENFORCER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
L'AUSTRALIE, NOUVEAU PAYS MEMBRE DE L'OCDE
LA RÉVOLUTION VERTE : PERSPECTIVES D'AVENIR
ANNONCE PRÉALABLE DE MESURES ANTIPOLLUTION
NOUVELLE ANALYSE DU PROBLÈME DE L'INFLATION



Le Vice-Premier ministre australien Doug Anthony signe l'Accord d'adhésion à l'OCDE en compagnie du Secrétaire d'État américain William P. Rogers et du Secrétaire général de l'OCDE Emile Van Lennep



Sabine Weiss

« Moi vivant, l'Australie n'entrera jamais à l'OCDE » : John McEwen, en 1968, photographié ici en 1967 à la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres en compagnie de John R. Marshall, Vice-Premier ministre et ministre du Commerce extérieur de Nouvelle-Zélande

cercle des « initiés », dans un monde perçu comme de plus en plus institutionnalisé pour la conduite des relations économiques et politiques. Enfin, l'Australie tirerait profit, sur le plan commercial, d'une adhésion au Comité des échanges de l'OCDE

Mais l'exécutif demeure hésitant, bien qu'il soit d'accord pour adhérer au CAD et envisager la possibilité d'une adhésion à part entière de l'Australie à l'OCDE. En 1965, sur décision du Conseil des ministres, le pays présente sa candidature au CAD, qu'il intègre en 1966 ; les hauts représentants australiens n'étant pas sans savoir que le Japon avait rejoint le CAD avant d'adhérer, en 1964, à l'OCDE.

En 1968, toujours aussi intransigent, McEwen déclare à Phillip Flood, représentant de l'Australie au CAD : « Moi vivant, l'Australie n'entrera jamais à l'OCDE ». En 1969 pourtant, avec le soutien de leurs ministres, le Trésor et le DEA obtiennent que les avantages d'une adhésion à l'OCDE soient réexaminés, au regard de tout les bénéfices que l'Australie a retirés de son entrée au CAD. Avec le retrait de la vie politique de Menzies en 1966, Black Jack a perdu un précieux allié. De plus, son équipe

est désormais favorable, timidement il est vrai, à l'adhésion à l'OCDE. McEwen toujours en désaccord avec le principe mais ne s'y opposant plus catégoriquement, le processus de candidature peut être lancé.

Prudence américaine

L'Australie a ainsi vaincu ses divisions internes et pris la décision de rejoindre l'OCDE. Mais l'OCDE lui ouvrirait-t-elle ses portes ?

De fait, la candidature australienne obtint immédiatement le soutien de tous les membres de l'OCDE sauf un : les États-Unis, principal contributeur de l'Organisation. Toutes les réserves alors avancées par les responsables américains traduisaient l'inquiétude qu'une candidature australienne ne soit suivie par une avalanche d'autres candidatures bien plus délicates, de pays dont les intentions et le niveau de développement faisaient débat. L'Australie, soutenue par le gouvernement britannique, a alors déployé un lobbying actif qui eut raison des réticences américaines. Les discussions formelles sur les conditions de l'adhésion de l'Australie débutèrent en juillet 1970. Le 24 mai 1971, le Conseil de l'OCDE invitait

le gouvernement australien à adhérer et, le 7 juin suivant, l'Australie devenait officiellement membre de l'OCDE.

L'OCDE a trouvé en l'Australie un membre dont les relations avec les pays d'Asie du Sud-Est, notamment le Japon, n'ont cessé de se renforcer, et qui a toujours fortement poussé l'Organisation à développer ses liens avec les pays de cette région, en particulier la Chine. L'Australie a par exemple pesé de tout son poids pour l'adhésion de la Corée à l'OCDE en 1996, et pour le renforcement et la pérennisation des liens avec la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Aujourd'hui, l'Australie, qui est également membre du G20, est une véritable passerelle entre l'OCDE et l'Asie, à un moment où il pourrait être intéressant, pour les nouveaux marchés de la région, d'avoir accès à l'aide et au savoir-faire de l'Organisation.

Le Professeur Carroll achève actuellement la rédaction de deux ouvrages, *Australia and the OECD*, et *Global Health Governance and the OECD*, dont la parution est prévue en 2015. Il peut être contacté à l'adresse Peter.Carroll@utas.edu.au

Références

- Flood, P. (2011), *Dancing with Warriors: A Diplomatic Memoir*, North Melbourne, Victoria, Arcadia
- Archives nationales d'Australie (NAA) (1960), « Organisation for Economic Co-operation and Development », télégramme du 12 mai 1960, à l'intention de Crawford, ministère du Commerce, A987/4
- NAA (1960), Décision du Conseil des ministres n° 615, 4 février 1960, A3092
- NAA (1961), « Bunting to Menzies », 7 juillet 1961, A4940/1, C3368 Pt 2
- NAA (1963), « Notes of Meetings », p. 28 des Notes du Secrétaire Bunting sur les réunions du Conseil des ministres, 27 février 1963, A11099, consulté le 12 février 2013 sur <http://recordsearch.naa.gov.au/scripts/Imagine.asp>
- NAA (1963), « Australian Relationships with the Organisation for Economic Co-operation and Development », présentation au Conseil des ministres n° 1037, Copie n° 73, A1838 724/5 Partie 4
- NAA (1965), « Report to the Minister for External Affairs by the Inter-departmental Committee to Review Australian External Aid », 25 mars 1965, A4311, dossier Nn° 147/2
- NAA (1969), « Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) », note d'information à l'intention du ministre, en date du 10 septembre 1969, de K. C. O. Shann du DEA, NAA, A1838 – 724-4-30 Partie 3
- NAA (1970), « Australian Membership of OECD », rapport sur les débats tenus lors de la réunion du Conseil au niveau des Ministres, Paris, 20-22 mai 1970, par J. W. C. Cumes, en date du 2 juin 1970, NAA A1838 724-4-30 Partie 5 – Adhésion

2/3 JUIN
2015

OCDE FORUM 2015

L'édition 2015 du Forum de l'OCDE se tiendra les 2 et 3 juin à Paris, en parallèle de la principale réunion ministérielle de l'OCDE les 3 et 4 juin.

Les principaux thèmes incluront :

- le retour à une croissance plus équilibrée et durable alliant distribution équitable des revenus et des chances
- les nouveaux cadres internationaux dans les domaines du développement, du changement climatique, et de l'égalité homme-femme
- l'investissement dans de nouvelles sources de croissance telles que l'économie numérique et un avenir sobre en carbone
- le rétablissement de la confiance grâce à des systèmes fiscaux plus équitables, la responsabilité des entreprises, la lutte contre la corruption et le gouvernement ouvert

**Bloquez ces dates et rejoignez-nous
pour discuter de ces enjeux !**

www.oecd.org/fr/forum

Fukushima : leçons de reconstruction



OCDE/Marco Illuminati

En ce week-end du 30 août, huit immenses ballons venus du Japon flottent à l'ombre de la Tour Eiffel en mémoire de l'une des pires catastrophes naturelles de l'histoire contemporaine, pour marquer la détermination des survivants à reconstruire leur région.

Les ballons ont été installés par des élèves participant au projet pédagogique novateur OCDE-Tohoku, lancé dans le nord-est du Japon après le séisme et le tsunami dévastateurs de mars 2011. Voilà deux ans et demi qu'une centaine de jeunes de la région du Tohoku – la région de Fukushima – travaillent ensemble pour organiser, à Paris, une manifestation destinée à promouvoir leur région et montrer qu'elle se reconstruit.

« Les adultes ne sont pas les seuls à œuvrer pour que notre région redevienne prospère, les jeunes aussi », explique Yurina Sato du collège de Yanagawa, dans la préfecture de Fukushima. « C'est un message clair adressé aux habitants : nous allons de l'avant. »

Aux pieds de la Tour Eiffel, les élèves ont présenté les fruits de leurs travaux. Pendant deux jours, ils ont déroulé sur le Champ-de-Mars, au cœur de Paris, un vaste programme d'activités, articulé autour du

séisme et du tsunami du 11 mars 2011, et de l'accident nucléaire de Fukushima-Daiichi, avec la reconstruction de la région du Tohoku comme fil conducteur.

Les visiteurs ont aussi pu découvrir la culture locale, à travers notamment une « danse du cerf » endiablée. Cette danse traditionnelle a acquis une signification nouvelle : les costumes élaborés des danseurs et les tambours donnant la cadence ont en effet réchappé à la catastrophe et sont désormais, dans la région, un symbole de ténacité.

C'est toutefois vers l'avenir qu'étaient tournés la plupart des projets menés par les élèves. Une équipe de l'école Yanagawa a travaillé avec un producteur local pour créer une nouvelle gamme de gelées de fruits, maintenant commercialisée au niveau local. « Nous en avons vendu au moins 8 000, annonce Yurina, nous voulons soutenir notre industrie locale. »

Rien d'étonnant à ce que les besoins énergétiques de la région aient occupé bien des esprits. Kaoro Kanno fait partie d'un groupe d'élèves du lycée Adachi qui se sont intéressés à la mesure des niveaux de rayonnement aux alentours de l'établissement et aux possibilités offertes par les énergies renouvelables. « La catastrophe a marqué un tournant, déclare Kaoro, nous devons agir sans attendre. Si nous ne saisissons pas notre chance, avons-nous pensé, qui le fera ? ». Des camarades de Kaoro se sont penchés sur l'utilisation des sources chaudes de la région pour produire une énergie durable et espèrent avoir ainsi ouvert la voie à des réalisations concrètes.

En plus d'apporter aux élèves de nouvelles compétences utiles, le projet pédagogique OCDE-Tohoku se révèle riche d'enseignements pour le système éducatif japonais. À contre-courant de l'enseignement et de l'apprentissage traditionnels, ce sont ici les élèves qui tiennent les rênes. « Dans ce projet, l'initiative appartient aux élèves et non aux enseignants ou à l'école, précise Chikato Nakamura. La différence est de taille. »

C'est Chikato et son équipe originaire d'Iwaki qui ont eu l'idée d'installer des ballons au-dessus du Champ-de-Mars. Déambulant en-dessous d'eux, Chikato explique que les quatre ballons bleus s'élèvent à un peu plus de 21 mètres, soit la hauteur du tsunami. En face, quatre ballons rouges symbolisent la détermination des habitants du Tohoku à se relever de la catastrophe.

Chikato est plein d'espoir, non seulement pour l'avenir de sa région, mais aussi pour le retentissement du projet dans les autres écoles du pays : « La pédagogie de projet devrait prendre davantage de place dans le système éducatif japonais, estime-t-il. Étudier avec du papier et un crayon, ce n'est pas vraiment apprendre. Agir en dehors de la classe, voilà qui est formateur. »

Brian Keeley

Tous nos remerciements à Saki Kinnan, de l'Université d'Osaka, pour l'aide apportée à la traduction.

Article paru en anglais sur le site <http://oecdinsights.org> le 1er septembre 2014

Voir <http://oecdtohokuschool.sub.jp> et <http://oecdeducationtoday.blogspot.fr>

Nouvelle Chef économiste nommée



Droits réservés

Catherine L. Mann a rejoint l'OCDE en qualité de Chef économiste, sous l'autorité du Secrétaire général. Sa nomination renforce l'engagement de l'OCDE à rechercher et promouvoir de meilleures politiques pour une vie meilleure dans l'ensemble du monde. Elle remplace Pier Carlo Padoan, nommé ministre de l'Économie et des Finances de l'Italie en février 2014, et a pris ses fonctions en octobre.

« Catherine est la personne qu'il nous faut en tant que Chef économiste et elle arrive à point nommé », a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, en annonçant la nouvelle en septembre. « Sa nomination revêt une importance particulière alors que nos économies continuent de souffrir des effets de la crise et qu'il nous faut trouver de nouvelles sources de croissance pour les années à venir. »

De nationalité américaine, Mme Mann est titulaire d'un doctorat en économie obtenu au Massachusetts Institute of Technology (MIT) et d'un diplôme en économie de l'Université d'Harvard. Elle a mené une brillante carrière dans le secteur public et dans le milieu universitaire. Avant d'entrer à l'OCDE, elle était professeur de finance mondiale à l'Université Brandeis (Institut Rosenberg), après avoir été de 1997 à 2011 chercheur senior et chercheur invité à l'Institut Peterson pour l'économie internationale. Par ailleurs, Mme Mann a occupé les fonctions d'économiste senior pour les questions internationales au sein du Conseil des

conseillers économiques à la Maison Blanche, et a travaillé au cabinet du vice-président en charge de l'économie du développement/économiste en chef de la Banque mondiale. Mme Mann a aussi passé 13 ans au Conseil de la Réserve fédérale en tant qu'économiste senior et directrice adjointe. Elle a notamment écrit : *The Globalisation of Venture Capital* ; *Offshore Outsourcing and the Globalization of Services* ; *External imbalance: costs and consequences of unsustainable trajectories* ; *Supply Chain Logistics, Trade Facilitation, and International Trade*.

Mme Mann est la deuxième femme dans l'histoire de l'OCDE à occuper le poste de Chef économiste, après Sylvia Ostry qui a dirigé le Département des affaires économiques de 1979 à 1983. Mme Mann représentera également l'OCDE aux réunions préparatoires du G20 Finances.

Pour plus d'informations sur Catherine L. Mann, Chef économiste, voir : <http://oe.cd/KF> et www.cimann.com

De nouveaux Secrétaires généraux adjoints rejoignent l'Organisation



OCDE/Michael Dean

Mari Kiviniemi, ancienne Première ministre de Finlande, et Stefan Kapferer, ancien Secrétaire d'État au ministère fédéral allemand de l'Économie et de l'Énergie, ont été nommés Secrétaires généraux adjoints de l'OCDE.

Mme Kiviniemi et M. Kapferer apporteront leur concours au Secrétaire général de



OCDE/Michael Dean

l'OCDE Angel Gurría pour la réalisation de son objectif stratégique visant à renforcer l'impact et la pertinence des travaux de l'OCDE, à intensifier les efforts d'ouverture de l'Organisation en direction des économies émergentes et à contribuer à relever les défis que représentent la réalisation d'une croissance inclusive forte, la création d'emplois, la promotion de l'égalité et la confiance.

Mme Kiviniemi a été Première ministre de Finlande entre 2010 et 2011. Auparavant, elle a exercé les responsabilités de ministre de l'Administration publique et des Collectivités locales ; du Commerce extérieur et du Développement ; et des Affaires européennes. Elle est députée depuis 1995.

En Allemagne, M. Kapferer a été responsable des départements de la politique industrielle, de la politique extérieure, de l'innovation et des petites et moyennes entreprises au sein du ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie. Il était auparavant Secrétaire d'État au ministère fédéral de l'Économie et de la Technologie de 2011 à 2013, et au ministère fédéral de la Santé de 2009 à 2011, où il a contribué à élaborer et à mettre en œuvre le programme de réformes du gouvernement allemand en faveur de la compétitivité.

Mme Kiviniemi et M. Kapferer remplacent Pier Carlo Padoan, nommé ministre de l'Économie de l'Italie en février 2014, et Yves Leterme, ancien Premier ministre belge, nommé Secrétaire général de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale à Stockholm en juin 2014.

Pour plus d'informations sur les Secrétaires généraux adjoints de l'OCDE, voir : <http://oe.cd/KD>

Discours récents d'Angel Gurría



Osman Orsal/Reuters

Pour la liste complète des discours et allocutions en français, anglais et autres langues, voir www.oecd.org/fr/presse/discoursdusecretairegeneral

Smart Investment in Regions and Cities

6 octobre 2014

Allocution inaugurale prononcée lors de OPEN DAYS 2014 : La semaine européenne des régions et des villes à Bruxelles, Belgique.

By Africa, For Africa: Industrialisation and Integration for Inclusive Growth

6 octobre 2014

Remarques prononcées lors du 14^e Forum économique international sur l'Afrique à Paris, France.

Forum international de l'OCDE sur le gouvernement ouvert

30 septembre 2014

Allocution de bienvenue prononcée à Paris, France.

BEPS 2014

16 septembre 2014

Présentation des rapports issus du Plan d'action BEPS prononcée à Paris, France.

Latvia on the path to OECD membership

12 septembre 2014

Remarques prononcées à la Stockholm School of Economics, Université de Riga, Lettonie.

The Riga Conference: Adjusting the global economy to reflect political challenges

12 septembre 2014

Remarques prononcées lors de la Conférence de Riga, Lettonie.

Étude économique de l'OCDE : Espagne 2014

8 septembre 2014

Remarques prononcées lors du lancement de l'étude à Madrid, Espagne

Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2014

3 septembre 2014

Remarques prononcées lors du lancement des Perspectives de l'emploi 2014 à Paris, France.

Cérémonie de plantation d'un cerisier de Tohoku

2 septembre 2014

Remarques prononcées lors de la cérémonie organisée à Paris, France, pour commémorer l'initiative École du Tohoku lancée après la tragédie de Fukushima qui a frappé le Japon en 2011.

International Forum on Public Employment Policies

25 juillet 2014

Discours prononcé à Madrid, Espagne.

Réunion des ministres du Commerce du G20

19 juillet 2014

Discours prononcé lors du déjeuner de travail des ministres du Commerce du G20 à Sydney, Australie.

B20 Panel: The next wave of global investment: what and where?

18 juillet 2014

Remarques prononcées lors du Sommet B20 à Sydney, Australie.

Présentation de la publication OCDE/OMC/Banque mondiale Global Value Chains: Challenges, Opportunities and Implications for Policy, avec Andrew Robb, ministre australien du Commerce

17 juillet 2014

Remarques prononcées à Sydney, Australie.

Addressing policy impediments to private investment in African infrastructure

15 juillet 2014

Remarques prononcées lors du Séminaire OCDE-BAfD à Paris, France.

Ambassadeurs

M. Hans-Jürgen Heimsoeth, Allemagne

M. Chris Barrett, Australie

Mme Marlies Stubits-Weidinger, Autriche

M. Yves Haesendonck, Belgique

Mme Judith Larocque, Canada

Mme Claudia Serrano, Chili

M. Sihyung Lee, Corée

M. Klavs A. Holm, Danemark

M. Ricardo Díez-Hochleitner, Espagne

M. Marten Kokk, Estonie

M. Daniel Yohannes, États-Unis

M. Okko-Pekka Salmimies, Finlande

M. Pierre Duquesne, France

M. George Prevelakis, Grèce

M. Zoltán Cséfalvay, Hongrie

M. Michael Forbes, Irlande

Mme Berglind Ásgeirsdóttir, Islande

M. Carmel Shama-Hacohen, Israël

M. Gabriele Checchia, Italie

M. Kazuo Kodama, Japon

M. Paul Dühr, Luxembourg

M. Dionisio Pérez-Jácome Friscione, Mexique

Mme Elin Østebø Johansen, Norvège

Mme Rebekah Riley, Chargée d'affaires a.i., Nouvelle-Zélande

M. Noé van Hulst, Pays-Bas

M. Jakub Wiśniewski, Pologne

M. Paulo Vizeu Pinheiro, Portugal

Mme Ingrid Brocková, République slovaque

M. Pavel Rozsypal, République tchèque

M. Nicholas Bridge, Royaume-Uni

M. Iztok Jarc, Slovénie

Mme Annika Markovic, Suède

M. Ulrich Lehner, Suisse

M. Mithat Rende, Turquie

Union européenne

Mme Maria Francesca Spatolisano

Programme des conférences

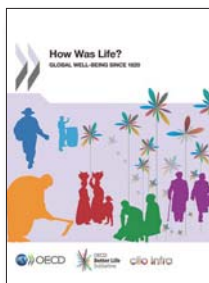
Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public ni aux médias mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Une liste plus complète et mise à jour chaque semaine est disponible sur www.oecd.org/fr/presse/calendrierdesevenements.

OCTOBRE	NOVEMBRE	2015
2-3 Forum mondial sur l'économie du savoir. Tokyo, Japon.	4 Publication de statistiques : indices des prix à la consommation.	JANVIER
6 Quatorzième Forum économique international sur l'Afrique : « Par l'Afrique, pour l'Afrique ? » - Industrialisation et intégration pour une croissance inclusive.	12-13 Conférence sur le thème « Innover dans le secteur public : des idées à l'impact ».	21-24 Réunion annuelle du Forum économique mondial. Davos-Klosters (Suisse).
7-8 Forum Nouveau Monde.	13 Publication de statistiques : taux de chômage harmonisés.	FÉVRIER
9 Publication de statistiques : taux de chômage harmonisés.	13-14 Forum sur la croissance verte et le développement durable 2014 : Maîtriser les répercussions sociales de la croissance verte.	19-20 Forum mondial sur la concurrence.
9-10 Réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales des pays du G20. Washington, DC, États-Unis.	15-16 Sommet des dirigeants des pays du G20. Brisbane, Australie.	MARS
10-18 Sixième Forum africain. Kampala, Ouganda.	25 Lancement des <i>Perspectives économiques</i> , volume 2014, numéro 2.	8 Journée internationale de la femme.
15-17 Réunion mondiale 2014 du Women's Forum , 10 ^e édition. Deauville, France.	DÉCEMBRE	17-19 Forum mondial sur l'environnement.
21-24 Seizième Conférence internationale contre la corruption (IACC). Tunis, Tunisie.	1-12 Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques : 20^e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre. Lima, Pérou.	22 Journée mondiale de l'eau.
28-29 Septième Réunion du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. Berlin, Allemagne.	1-2 Forum sur les migrations.	AVRIL
	2 Publication de statistiques : indices des prix à la consommation.	12-15 Forum mondial de l'eau, Daegu-Gyeongbuk, Corée.
	9 Journée internationale de la lutte contre la corruption.	MAI
		25-27 Lancement des <i>Perspectives économiques</i> .
		JUIN
		2-5 Semaine de l'OCDE.

Frankie.org par stik



Une cartographie de l'histoire du bien-être



Globalement, le bien-être s'est amélioré au cours des deux derniers siècles, mais pas nécessairement de la façon ni pour les raisons auxquelles on aurait pu penser. La Révolution

industrielle s'est par exemple parfois traduite par une détérioration des conditions de vie des ouvriers.

L'ouvrage *How Was Life? Global Trends in Well-being since 1820* porte sur 10 aspects du bien-être, de 1820 à aujourd'hui : salaire réel, niveau d'instruction, espérance de vie, taille, sécurité individuelle, institutions politiques, qualité environnementale, inégalités de revenus et inégalités entre les sexes, ainsi que croissance économique (sous la forme du PIB par habitant).

Plusieurs nouvelles méthodes ont été utilisées pour évaluer ces aspects depuis

1820. Pour la santé par exemple, on a retenu la taille en plus de l'espérance de vie, car c'est un bon indicateur de la santé globale et de la nutrition, notamment dans l'enfance.

L'examen des niveaux à l'écrit et du nombre d'années de scolarité a permis de constater que 20 % seulement de la population mondiale savait lire en 1820, un pourcentage qui atteignait 80 % en 2000. L'évolution des niveaux d'instruction a suivi assez étroitement celle du PIB.

Dans d'autres cas cependant, les liens entre bien-être et PIB sont peut-être plus surprenants. L'espérance de vie, par exemple, a continué d'augmenter partout dans le monde alors même que le PIB stagnait, grâce aux avancées médicales et à leur diffusion mondiale. Partout dans le monde, l'espérance de vie a plus que doublé entre 1880 et 2000, passant de moins de 30 ans à presque 70, et, aujourd'hui, à 80 ans en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Les inégalités de revenus ont globalement diminué depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à 1970 environ, mais elles se sont ensuite

à nouveau creusées. En prenant l'ensemble des indicateurs étudiés dans le rapport, on constate qu'avant les années 1970, les inégalités de bien-être étaient, à l'échelle mondiale, supérieures aux inégalités en termes de PIB par habitant. Depuis lors, la tendance s'est cependant inversée. Le problème est que, si les inégalités de revenus continuent de s'aggraver, il pourrait devenir difficile de préserver les gains en termes de bien-être.

Van Zanden, J., et al. (éd.) (2014), *How Was Life? Global Well-being since 1820*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264214262-en> et oe.cd/j16

OCDE (2013), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, www.oecd.org/fr/statistiques/comment-va-la-vie

OCDE (2014), *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être local et régional pour les politiques publiques*, Éditions OCDE, <http://oe.cd/IR>.

Pour une école plus juste



Selon la récente publication de l'OCDE, *Perspectives des politiques de l'éducation : France*, le système d'éducation français obtient des performances proches de la moyenne des pays

de l'OCDE, mais il est devenu de plus en plus dichotomique. Il est, d'un côté, soutenu par ses bons éléments, mais se dégrade par le bas et conduit chaque année 150 000 jeunes à quitter l'école sans diplôme. Le poids des inégalités sociales n'a jamais été aussi fort pour expliquer les performances des élèves de 15 ans, et la proportion d'élèves en difficulté en mathématiques est passée, en neuf ans, de 17 % à 23 %. L'impact du milieu socio-économique sur la performance est

bien supérieur à la moyenne pour les pays de l'OCDE : 22% contre 15% en moyenne dans l'OCDE.

S'il est en recul dans PISA 2012 par rapport à 2003, le nombre d'élèves redoublant en France reste bien plus élevé qu'ailleurs : en 2012, 28 % des élèves de 15 ans ont redoublé au moins une fois, contre 12 % en moyenne parmi les pays de l'OCDE. De plus, l'insertion professionnelle des jeunes Français est plus fortement liée au niveau de diplôme obtenu que dans la plupart des pays de l'OCDE.

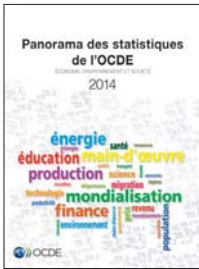
Le système français doit donc relever le défi de réduire le poids des inégalités sociales qui expliquent et font baisser sa performance globale. Pour y parvenir, les enjeux principaux consistent à lutter contre l'échec scolaire dès l'école maternelle, à rendre la formation des enseignants moins académique et à limiter la pratique du redoublement en allant vers une plus grande

individualisation de l'enseignement. Améliorer les mécanismes d'orientation et faciliter la transition entre éducation et marché du travail sont aussi des défis importants. Pour y répondre, le gouvernement français a voté une loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République en 2013, engageant une réforme globale du système scolaire afin d'élever le niveau de connaissances, de compétences et de culture de tous les élèves, et de réduire les inégalités sociales et territoriales.

OCDE (2014), *Perspectives des politiques de l'éducation : France*, voir www.oecd.org/edu/highlightsfrance.htm.

Meilleures ventes

Tous les ouvrages sont disponibles sur www.oecd.org/librairie et www.oecd-iLibrary.org



Panorama des statistiques de l'OCDE 2014 : Économie, environnement et société

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE 2014* est une publication

statistique annuelle exhaustive. Plus de 100 indicateurs couvrent une large gamme de sujets, notamment les échanges en valeur ajoutée et le changement climatique.

ISBN 978-92-64-20920-6, août 2014, 260 pages
€50 \$70 £45 ¥6 500



Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2014 Issue 1

Les *Perspectives économiques de l'OCDE*, publication semestrielle, présentent une analyse des grandes

tendances économiques qui marqueront les deux années à venir. Un chapitre spécial couvre les perspectives de croissance et impératifs budgétaires à long terme.

ISBN 978-92-64-20468-3, juin 2014, 356 pages,
€104 \$151 £93 ¥12 500



Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2014

L'édition 2014 des *Perspectives de l'emploi de l'OCDE* traite de l'évolution récente du marché du travail et met en lumière les revenus,

la qualité des emplois, l'emploi des jeunes et la protection de l'emploi.

ISBN 978-92-64-21528-3, novembre 2014, 332 pages
€80 \$112 £72 ¥10 400



Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2014

Cette 20^e édition des *Perspectives agricoles* présente des projections à l'horizon 2023 pour les principaux

produits agricoles, les biocarburants et les poissons dans 41 pays et 12 régions. Le rapport 2014 comprend aussi un chapitre spécial sur l'Inde.

ISBN 978-92-64-21190-2, juillet 2014, 356 pages
€70 \$98 £63 ¥9 100

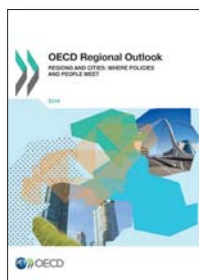


Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014. Pays de l'OCDE

Cette édition couvre les pays membres de l'OCDE, et représente une source unique et à jour des estimations

du soutien à l'agriculture dans la zone de l'OCDE. Elle est complétée par des profils des évolutions de la politique agricole par pays.

ISBN 978-92-64-21539-9, octobre 2014, 276 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800



OECD Regional Outlook 2014: Regions and Cities: Where Policies and People Meet

Cette deuxième édition de *OECD Regional Outlook* vise à aider les pays

à adapter leurs politiques aux spécificités régionales et locales.

978-92-64-21040-8, octobre 2014, 288 pages
€70 \$98 £63 ¥9 100

Disponible en anglais uniquement



Regards sur l'éducation 2014 : Les indicateurs de l'OCDE

Source d'informations précises et pertinentes, cet ouvrage fait figure de

référence sur l'état de l'éducation dans le monde. Elle fournit des données annuelles sur la structure, le financement et les performances des systèmes d'éducation des 34 pays de l'OCDE, ainsi que de nombreux pays partenaires.

ISBN 978-92-64-21508-5, septembre 2014, 592 pages
€98 \$138 £89 ¥12 700



Regards sur l'éducation 2014 : Panorama

Regards sur l'éducation 2014 : Panorama offre une version résumée du recueil phare de statistiques sur l'éducation de

l'OCDE, *Regards sur l'éducation*. Cet ouvrage présente des données facilement accessibles sur tous les thèmes clés concernant l'éducation de nos jours.

ISBN : 978-92-64-21503-0, octobre 2014, 120 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900



Résultats de TALIS 2013 : Une perspective internationale sur l'enseignement et l'apprentissage

Le présent rapport synthétise les résultats de la deuxième édition

de l'enquête TALIS, menée en 2013.

ISBN : 978-92-64-21428-6, juin 2014, 468 pages
€80 \$112 £72 ¥10 400

Nouvelles publications

Tous les ouvrages sont disponibles sur www.oecd.org/librairie et www.oecd-iLibrary.org

FISCALITÉ

Projet OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires

Instructions relatives aux aspects intéressants les prix de transfert des actifs incorporels

€24 \$34 £22 ¥3100

Relever les défis fiscaux posés par l'économie numérique

€39 \$55 £36 ¥5000

Lutter plus efficacement contre les pratiques fiscales dommageables, en prenant en compte la transparence et la substance

€24 \$34 £22 ¥3100

Nouveau Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales

Examens par les pairs

Prix de chaque rapport d'examen :

€36 \$51 £33 ¥4 600

Disponibles en anglais uniquement

- Andorra 2014: Phase 2: Implementation of the Standard in Practice
- Barbados 2014: Phase 2: Implementation of the Standard in Practice
- Chile 2014: Phase 2: Implementation of the Standard in Practice
- Colombia 2014: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Georgia 2014: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Indonesia 2014: Phase 2: Implementation of the Standard in Practice
- Latvia 2014: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Malaysia 2014: Phase 2: Implementation of the Standard in Practice
- Mexico 2014: Phase 2: Implementation of the Standard in Practice
- The Federated States of Micronesia 2014: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Saint Lucia 2014: Phase 2: Implementation
- Saudi Arabia 2014: Phase 1: Legal and Regulatory Framework
- Slovak Republic 2014: Phase 2: Implementation of the Standard in Practice
- Former Yugoslav Republic of Macedonia 2014: Phase 2: Implementation of the Standard in Practice

Pour une liste complète, consultez la rubrique sur la fiscalité dans la librairie en ligne de l'OCDE.

SPÉCIAL AUSTRALIE



Études économiques de l'OCDE : Australie 2014

Cet ouvrage examine les récents développements économiques, politiques, et perspectives du pays.

Des chapitres dédiés s'intéressent au renforcement des capacités d'ajustement et à la performance en termes de productivité.

ISBN : 978-92-64-20741-7, à paraître, 140 pages

€46 \$65 £42 ¥5 900

Disponibles en anglais uniquement



OECD Development Co-operation Peer Reviews: Australie 2013

Ce rapport présente les conclusions de l'examen des efforts de coopération pour le développement de

l'Australie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Il analyse les politiques et leur mise en place, et adopte une perspective intégrée, prenant en compte l'intégralité du système de coopération pour le développement et d'assistance humanitaire.

ISBN 978-92-64-20444-7, juin 2014, 124 pages

€35 \$49 £31 ¥4 500



Employment and Skills Strategies in Australia

Cette publication s'intéresse à la contribution des agences locales de recherche d'emploi et de formation dans la création d'emplois et la productivité.

ISBN 978-92-64-20788-2, février 2014, 88 pages
€24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement



Activating Jobseekers: How Australia Does It

Ce rapport sur l'expérience récente de l'Australie en matière des politiques d'activation de l'emploi fournit une vue d'ensemble ainsi qu'une

évaluation des politiques du marché de l'emploi en Australie.





















ISBN 978-92-64-18591-3, janvier 2013, 252 pages
€40 \$56 £36 ¥5 200

Toutes les publications présentées sur ces pages
sont disponibles sur :
www.oecd.org/librairie et www.oecd-ilibrary.org

La liste des distributeurs des publications de l'OCDE
est disponible sur :

www.oecd.org/about/publishing/ordering-oecd-publications.htm

La liste des établissements abonnés à OECD iLibrary est disponible sur :
www.oecd.org/publishing/oecdilibrarysubscribers

			variation en % par rapport à					niveau	
			la période précédente	l'année précédente	la même période courante			l'année précédente	
	Allemagne	Produit intérieur brut	T2-2014	-0,2	1,3	Balance des comptes courants	T1-2014	68,6	65,0
		Production industrielle	T2-2014	-0,9	1,5	Taux de chômage	T2-2014	5,0	5,3
		Prix à la consommation	T2-2014	0,2	1,1	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	Australie	Produit intérieur brut	T2-2014	0,5	3,1	Balance des comptes courants	T2-2014	-12,8	-12,9
		Production industrielle	T2-2014	-0,4	4,7	Taux de chômage	T2-2014	5,9	5,6
		Prix à la consommation	T2-2014	0,5	3,0	Taux d'intérêt	T2-2014	2,7	2,9
	Autriche	Produit intérieur brut	T2-2014	0,2	0,9	Balance des comptes courants	T1-2014	1,5	3,1
		Production industrielle	T2-2014	-0,9	0,2	Taux de chômage	T2-2014	5,0	4,7
		Prix à la consommation	T2-2014	1,0	1,8	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	Belgique	Produit intérieur brut	T2-2014	0,1	1,0	Balance des comptes courants	T1-2014	-0,2	-5,0
		Production industrielle	T2-2014	0,6	3,4	Taux de chômage	T2-2014	8,5	8,4
		Prix à la consommation	T2-2014	-0,3	0,4	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	Canada	Produit intérieur brut	T2-2014	0,8	2,5	Balance des comptes courants	T2-2014	-10,9	-15,0
		Production industrielle	T2-2014	0,8	4,5	Taux de chômage	T2-2014	7,0	7,1
		Prix à la consommation	T2-2014	1,3	2,2	Taux d'intérêt	T2-2014	1,2	1,2
	Chili	Produit intérieur brut	T2-2014	0,2	2,1	Balance des comptes courants	T1-2014	-2,0	-3,1
		Production industrielle	T2-2014	-3,3	-1,5	Taux de chômage	T2-2014	6,2	5,9
		Prix à la consommation	T2-2014	1,6	5,1	Taux d'intérêt	T2-2014	3,9	5,0
	Corée	Produit intérieur brut	T2-2014	0,5	3,5	Balance des comptes courants	T2-2014	23,6	19,4
		Production industrielle	T2-2014	-0,9	1,2	Taux de chômage	T2-2014	3,7	3,1
		Prix à la consommation	T2-2014	0,3	1,6	Taux d'intérêt	T2-2014	2,7	2,7
	Danemark	Produit intérieur brut	T2-2014	0,2	1,1	Balance des comptes courants	T2-2014	5,3	5,8
		Production industrielle	T2-2014	0,6	0,8	Taux de chômage	T2-2014	6,4	6,9
		Prix à la consommation	T2-2014	0,4	0,6	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,3
	Espagne	Produit intérieur brut	T2-2014	0,6	1,2	Balance des comptes courants	T2-2014	-5,6	1,3
		Production industrielle	T2-2014	0,6	2,3	Taux de chômage	T2-2014	24,7	26,2
		Prix à la consommation	T2-2014	1,0	0,2	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	Estonie	Produit intérieur brut	T2-2014	1,1	2,9	Balance des comptes courants	T1-2014	-0,1	0,0
		Production industrielle	T2-2014	3,3	2,5	Taux de chômage	T2-2014	7,5	8,3
		Prix à la consommation	T2-2014	0,3	0,0	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	États-Unis	Produit intérieur brut	T2-2014	1,1	2,6	Balance des comptes courants	T2-2014	-98,5	-106,1
		Production industrielle	T2-2014	1,3	4,2	Taux de chômage	T2-2014	6,2	7,5
		Prix à la consommation	T2-2014	1,2	1,2	Taux d'intérêt	T4-2013	0,0	0,2
	Finlande	Produit intérieur brut	T2-2014	0,2	-0,1	Balance des comptes courants	T1-2014	-0,4	-0,5
		Production industrielle	T2-2014	0,5	-1,9	Taux de chômage	T2-2014	8,6	8,1
		Prix à la consommation	T2-2014	0,2	0,9	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	France	Produit intérieur brut	T2-2014	0,0	0,1	Balance des comptes courants	T1-2014	-6,7	-13,2
		Production industrielle	T2-2014	-0,5	-2,1	Taux de chômage	T2-2014	10,2	10,3
		Prix à la consommation	T2-2014	0,4	0,6	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	Grèce	Produit intérieur brut		..	..	Balance des comptes courants	T2-2014	0,4	0,2
		Production industrielle	T1-2014	2,4	0,5	Taux de chômage	T2-2014	27,1	27,6
		Prix à la consommation	T2-2014	1,2	-1,5	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	Hongrie	Produit intérieur brut	T2-2014	0,8	3,7	Balance des comptes courants	T4-2013	1,4	0,3
		Production industrielle	T2-2014	3,5	10,3	Taux de chômage	T2-2014	8,0	10,4
		Prix à la consommation	T2-2014	0,2	-0,2	Taux d'intérêt	T2-2014	2,8	4,6
	Irlande	Produit intérieur brut	T2-2014	1,5	6,5	Balance des comptes courants	T1-2014	3,0	3,2
		Production industrielle	T1-2014	3,8	2,8	Taux de chômage	T2-2014	11,7	13,7
		Prix à la consommation	T2-2014	0,8	0,4	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	Islande	Produit intérieur brut	T2-2014	-1,2	2,2	Balance des comptes courants	T1-2014	0,0	0,1
		Production industrielle	T2-2014	-5,0	-1,7	Taux de chômage	T2-2014	5,1	6,1
		Prix à la consommation	T2-2014	0,9	2,3	Taux d'intérêt	T2-2014	6,1	6,2
	Israël	Produit intérieur brut	T2-2014	0,4	2,2	Balance des comptes courants	T2-2014	2,2	1,7
		Production industrielle	T2-2014	-3,9	-0,6	Taux de chômage	T2-2014	6,1	6,7
		Prix à la consommation	T2-2014	0,4	0,8	Taux d'intérêt	T2-2014	0,7	1,5
	Italie	Produit intérieur brut	T2-2014	-0,2	-0,2	Balance des comptes courants	T1-2014	7,9	-0,1
		Production industrielle	T2-2014	-0,5	-0,1	Taux de chômage	T2-2014	12,5	12,2
		Prix à la consommation	T2-2014	0,2	0,4	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	Japon	Produit intérieur brut	T2-2014	-1,8	0,0	Balance des comptes courants	T2-2014	6,3	18,7
		Production industrielle	T2-2014	-3,6	2,4	Taux de chômage	T2-2014	3,6	4,0
		Prix à la consommation	T2-2014	2,5	3,6	Taux d'intérêt	T2-2014	0,2	0,2
	Luxembourg	Produit intérieur brut	T1-2014	0,8	3,8	Balance des comptes courants	T1-2014	0,6	0,6
		Production industrielle	T2-2014	-0,1	8,8	Taux de chômage	T2-2014	6,1	5,8
		Prix à la consommation	T2-2014	0,5	0,9	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2

			variation en % par rapport à				niveau		
			la période précédente	l'année précédente			valeur courante	même période année précédente	
	Mexique	Produit intérieur brut	T2-2014	1,0	2,7	Balance des comptes courants	T2-2014	-7,1	-5,7
		Production industrielle	T2-2014	0,9	..	Taux de chômage	T2-2014	5,0	5,1
		Prix à la consommation	T2-2014	-0,1	3,6	Taux d'intérêt	T2-2014	3,7	4,3
	Norvège	Produit intérieur brut	T2-2014	0,9	1,8	Balance des comptes courants	T2-2014	12,4	14,3
		Production industrielle	T2-2014	-1,1	0,2	Taux de chômage	T2-2014	3,3	3,5
		Prix à la consommation	T2-2014	0,7	1,8	Taux d'intérêt	T2-2014	1,8	1,8
	Nouvelle-Zélande	Produit intérieur brut	T2-2014	0,5	3,3	Balance des comptes courants	T4-2013	-0,7	-1,8
		Production industrielle	T2-2014	-1,1	2,7	Taux de chômage	T2-2014	5,6	6,4
		Prix à la consommation	T2-2014	0,3	1,6	Taux d'intérêt	T2-2014	3,4	2,6
	Pays-Bas	Produit intérieur brut	T2-2014	0,7	1,1	Balance des comptes courants	T4-2013	24,7	25,6
		Production industrielle	T2-2014	3,7	-2,0	Taux de chômage	T2-2014	7,0	6,6
		Prix à la consommation	T2-2014	0,8	1,0	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	Pologne	Produit intérieur brut	T2-2014	0,6	3,3	Balance des comptes courants	T1-2014	-0,8	-3,0
		Production industrielle	T2-2014	-0,2	3,4	Taux de chômage	T2-2014	9,2	10,5
		Prix à la consommation	T2-2014	0,0	0,3	Taux d'intérêt	T2-2014	2,7	2,9
	Portugal	Produit intérieur brut	T2-2014	0,3	0,9	Balance des comptes courants	T2-2014	-0,1	1,0
		Production industrielle	T2-2014	1,6	1,5	Taux de chômage	T2-2014	14,4	16,9
		Prix à la consommation	T2-2014	1,0	-0,3	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	République slovaque	Produit intérieur brut	T2-2014	0,6	2,4	Balance des comptes courants	T1-2014	0,5	0,5
		Production industrielle	T2-2014	-0,8	4,9	Taux de chômage	T2-2014	13,4	14,3
		Prix à la consommation	T2-2014	0,2	-0,1	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	République tchèque	Produit intérieur brut	T2-2014	0,3	2,5	Balance des comptes courants	T2-2014	-1,9	-1,0
		Production industrielle	T2-2014	0,2	5,8	Taux de chômage	T2-2014	6,2	6,9
		Prix à la consommation	T2-2014	0,1	0,2	Taux d'intérêt	T2-2014	0,4	0,5
	Royaume-Uni	Produit intérieur brut	T2-2014	0,9	3,2	Balance des comptes courants	T1-2014	-30,6	-27,3
		Production industrielle	T2-2014	0,3	2,1	Taux de chômage	T2-2014	6,3	7,7
		Prix à la consommation	T2-2014	0,7	1,7	Taux d'intérêt	T2-2014	0,5	0,5
	Slovénie	Produit intérieur brut	T2-2014	1,0	2,8	Balance des comptes courants	T2-2014	0,7	0,7
		Production industrielle	T2-2014	1,8	3,8	Taux de chômage	T2-2014	9,5	10,5
		Prix à la consommation	T2-2014	1,5	0,6	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
	Suède	Produit intérieur brut	T2-2014	0,7	2,6	Balance des comptes courants	T2-2014	7,5	9,2
		Production industrielle	T2-2014	-1,4	-0,6	Taux de chômage	T2-2014	8,0	8,0
		Prix à la consommation	T2-2014	0,6	0,0	Taux d'intérêt	T2-2014	0,6	0,9
	Suisse	Produit intérieur brut	T2-2014	0,0	1,1	Balance des comptes courants	T4-2013	14,3	15,1
		Production industrielle	T4-2013	-1,0	-1,2	Taux de chômage	T2-2014	4,4	4,2
		Prix à la consommation	T2-2014	0,5	0,1	Taux d'intérêt	T2-2014	0,0	0,0
	Turquie	Produit intérieur brut	T2-2014	-0,5	2,5	Balance des comptes courants	T2-2014	-9,3	-17,5
		Production industrielle	T2-2014	-0,9	2,6	Taux de chômage	T1-2014	9,1	8,5
		Prix à la consommation	T2-2014	2,6	9,4	Taux d'intérêt	..	..	..
	Union européenne	Produit intérieur brut	T2-2014	0,2	1,2	Balance des comptes courants	..	..	..
		Production industrielle	T2-2014	0,0	1,3	Taux de chômage	T2-2014	10,3	10,9
		Prix à la consommation	T2-2014	..	0,7	Taux d'intérêt	..	..	..
	Zone euro	Produit intérieur brut	T2-2014	0,0	0,7	Balance des comptes courants	T4-2012	51,7	17,2
		Production industrielle	T2-2014	-0,1	0,8	Taux de chômage	T2-2014	11,6	12,0
		Prix à la consommation	T2-2014	..	0,6	Taux d'intérêt	T2-2014	0,3	0,2
Non membres									
	Afrique du Sud ¹	Produit intérieur brut	T2-2014	0,2	1,1	Balance des comptes courants	..	..	..
		Production industrielle	..	..	..	Taux de chômage	..	..	..
		Prix à la consommation	T2-2014	2,0	6,6	Taux d'intérêt	T2-2014	5,8	5,1
	Brésil ¹	Produit intérieur brut	T2-2014	-0,6	-0,8	Balance des comptes courants	T2-2014	-19,6	-19,9
		Production industrielle	T2-2014	-1,9	-4,2	Taux de chômage	..	..	..
		Prix à la consommation	T2-2014	2,0	6,4	Taux d'intérêt	..	..	..
	République populaire de Chine ¹	Produit intérieur brut	..	..	..	Balance des comptes courants	T2-2013	54,2	58,1
		Production industrielle	..	..	..	Taux de chômage	..	..	..
		Prix à la consommation	T2-2014	-0,4	2,2	Taux d'intérêt	T2-2014	4,6	4,7
	Fédération de Russie	Produit intérieur brut	T1-2014	-0,3	0,7	Balance des comptes courants	T2-2012	22,7	23,4
		Production industrielle	T2-2014	0,9	1,6	Taux de chômage	..	..	..
		Prix à la consommation	T2-2014	2,6	7,6	Taux d'intérêt	T2-2014	8,8	7,4
	Inde ¹	Produit intérieur brut	T2-2014	1,2	5,9	Balance des comptes courants	..	..	..
		Production industrielle	T2-2014	2,0	4,3	Taux de chômage	..	..	..
		Prix à la consommation	T2-2014	2,5	6,9	Taux d'intérêt	..	..	..
	Indonésie ¹	Produit intérieur brut	T2-2014	1,2	5,1	Balance des comptes courants	T4-2013	-3,5	-7,3
		Production industrielle	..	..	..	Taux de chômage	..	..	..
		Prix à la consommation	T2-2014	0,4	7,1	Taux d'intérêt	T2-2014	8,5	5,7

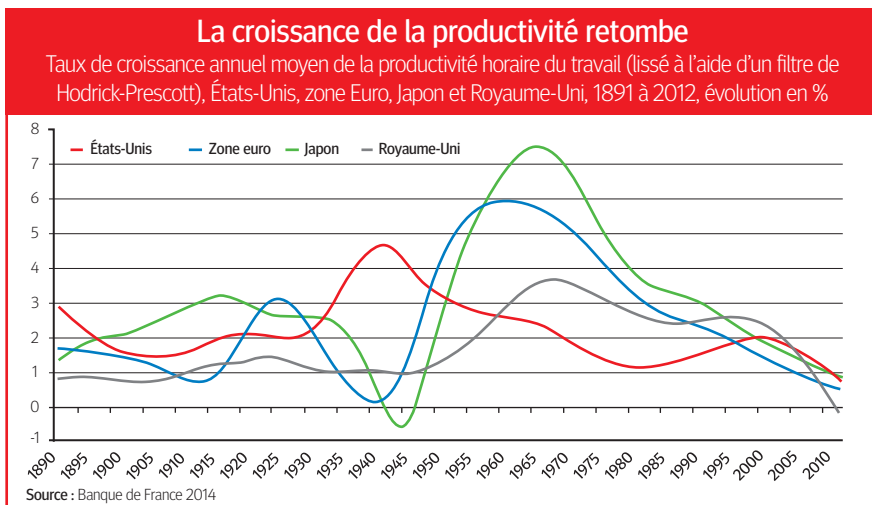
Produit intérieur brut : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières. **Indicateur avancé** : Indice composite basé sur différents indicateurs de l'activité économique, qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** : Milliards de dollars US ; corrigée des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile, taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigé des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : 3 mois.

L'Australie, le Canada, la Corée, les États-Unis et le Japon rapportent les données concernant la balance des paiements selon la classification MBP6.

.. = données non disponibles, ¹Programme d'engagement renforcé. Les données pour la zone euro couvrent désormais 18 pays. Source : Principaux indicateurs économiques, octobre 2014.

Adieu, croissance de la productivité ?

Saviez-vous que le rythme de croissance de la productivité ralentit fortement dans toute la zone OCDE ? Un ralentissement au demeurant continu depuis le début des années 2000, après le bref sursaut des années 1980-1990 dû notamment à la démocratisation des technologies de l'information et de la communication. Dans un document de travail, la Banque de France distingue, de 1890 à 2012, quatre périodes au cours desquelles innovation et rattrapage ont tiré la productivité. La première, de 1890 à la Première Guerre mondiale, voit la productivité progresser modestement, portée par le Royaume-Uni, avec les autres pays dans son sillage. La suivante se caractérise par une accélération significative de la productivité aux États-Unis, dans les années 1930 et 1940, alors que d'autres pays développés subissent encore les conséquences de la Grande Dépression et de la guerre. La troisième, après 1945, marque un âge d'or pour l'Europe et le Japon, qui rattrapent leur retard par rapport aux États-Unis. En 1995, une quatrième période, courte mais réelle, redonne aux États-Unis la première place en termes de productivité, alors que le processus de convergence engagé après-guerre a pris fin. Chacune de ces vagues résulte d'avancées technologiques,



de l'électricité aux produits pharmaceutiques, des moteurs à combustion à l'informatique, même si l'impact de cette dernière a considérablement diminué dès 2000.

Pour en savoir plus sur ces tendances et leurs causes historiques, voir : « Tendances de la productivité de 1890 à 2012 dans les pays avancés » par Antonin Bergeaud, Gilbert Cette

et Rémy Lecat, février 2014, Document de travail n° 475, www.banque-france.fr.

Ce document a fait l'objet de discussions lors de la Conférence OCDE-NBER sur la croissance de la productivité et l'innovation sur le long terme, au siège de l'OCDE les 26 et 27 septembre 2014, voir <http://oe.cd/IC>.

ABONNEZ-VOUS À L'OBSERVATEUR DE L'OCDE

Oui, je souhaite m'abonner pour 4 numéros et le volume l'édition spéciale Forum de l'OCDE.

- € 77
- US\$ 102
- £ 60
- ¥ 9 800

Oui, je souhaite m'abonner pour 8 numéros et 2 éditions spéciales Forum de l'OCDE, réalisant ainsi 30% d'économies !

- € 107
- US\$ 146
- £ 86
- ¥ 14 300

Commandez vos publications en ligne : www.oecd-ilibrary.org/fr, ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Nom
Téléphone
Fax
Adresse
Code postal, Ville et Pays

Organisation
Profession
E-mail
Date
Signature

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire. - Version française

Pour les États-Unis

Turpin Distribution, The Bleachery, 143 West Street, New Milford, Connecticut 06776 USA
Tel : (1) 800 456 6323, Fax : (1) 860 350 0039, Email : oe.cdna@turpin-distribution.com

Pour le reste du monde

Turpin Distribution Services Ltd., Stratton Business Park, Pegasus Drive, Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB, UK
Tel : (44) 1767 604 960 Fax : (44) 1767 601 640 E-mail : oe.cdrow@turpin-distribution.com

Règlement

- Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
- Carte de crédit VISA/MasterCard/American Express

TOTAL À PAYER
N° de carte
Date d'expiration



The world's biggest Turkish bank

When it comes to finding the right banking partner for your business
in Turkey, you don't have to look far.

Just come to the biggest, most widely connected and
secure source of expertise: İşbank.

isbank.com.tr

CEO, CFO, GM, MD, MP, PM. **Leadership isn't a title.**

We are proud to be a knowledge partner of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) Forum.



THE UNIVERSITY OF
SYDNEY

sydney.edu.au/leadership